

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique

du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Programme Communiste)

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
M
M
A
I
R
E

	Page
Mort au service du Capital	1
« La Chine fara'da se »	4
La légende du Piave	13
Invariance de l'opportunisme	20
Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français	39
Notes d'actualité	58
Le « De profundis » de la « Vie ouvrière » Or et blé.	



Nos publications

EN LANGUE FRANÇAISE :

- **Dialogue avec Staline** (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages) 2, — F
- **Dialogue avec les morts** (critique du XX^e Congrès du P.C.U.S., 159 pages) 4, — F
- **L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours**, ainsi que **Le Marxisme et la Russie** (148 pages) 4, — F
- **Sur le Texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme (le gauchisme) »** 2, — F
- **Programme Communiste** (chaque année — 4 numéros — à partir de 1959 inclus) 8, — F
- **Le Proletaire** : mensuel ;
Abonnement annuel 2, — F
Un numéro 0,20 F

EN LANGUE ITALIENNE :

- **Il Programma Comunista** : journal bimensuel ;
Abonnement annuel 6, — F
Un numéro 0,30 F
- **Spartaco** (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de **Programma Comunista**) ;
Un numéro 0,20 F
- **Documents ronéotypés** :
 - 1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario e azione economica 3,50 F
 - 2) Tracciato d'impostazione - Tesi caratteristiche del Partito 3,50 F
 - 3) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe 3,50 F
 - 4) I fondamenti del comunismo rivoluzionario 3,50 F
 - 5) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista en réimpression
 - 6) L'abaco dell'economia marxista en réimpression
 - 7) Lezioni delle controrivoluzioni - Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista 3,50 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

- **Der Faden der Zeit** : Der II. Kongress der III. Internationale und die italienische Linke.
- **Der Faden der Zeit** : Der I. weltkrieg und die Marxistische Linke.

MORT AU SERVICE DU CAPITAL...

Depuis plus d'un siècle, les marxistes révolutionnaires revendiquent une violence collective qui a pour corollaire historique la dictature de la classe victorieuse sur la classe vaincue, et ils la revendiquent parce qu'ils reconnaissent en elle un fait objectif de la société divisée en classes antagoniques, parce qu'ils prévoient qu'une explosion de forces matérielles déchirera finalement l'enveloppe protectrice d'une société moribonde, mais qui n'est pas disposée à mourir et qui tente d'étouffer en son sein la jeune société luttant pour venir à la lumière et à la vie. La violence n'est donc pas pour eux un principe absolu et éternel, un principe abstrait, et c'est pourquoi ils n'ont jamais approuvé ni employé la méthode de la violence individuelle et, en particulier, de l'assassinat politique.

Une telle méthode a une triple base à caractère idéaliste et donc anti-marxiste. C'est tout d'abord la supposition que tous les maux de la société ont leurs racines dans l'Etat et qu'en supprimant le « détenteur du pouvoir » ou plutôt celui qui est stupidement considéré comme tel, on pourrait débarrasser l'humanité des multiples plaies qui l'affligent. C'est ensuite l'incompréhension du fait que les forces réelles qui poussent les individus et les groupes au pouvoir sont mille fois plus puissantes que l'instinct de conservation lui-même, si bien qu'aucune terreur n'empêchera jamais le remplacement du « chef » abattu par d'autres. C'est enfin (et c'est là que l'idéalisme atteint le comble de la présomption et de la sottise), l'illusion que l'histoire est faite par les grands hommes, vrais ou supposés.

Après l'assassinat de Kennedy, la presse et la pseudo-culture bourgeoise ont bien entendu porté aux nues le président défunt et voué aux gémonies son meurtrier. Bien que peu de ses prédécesseurs aient suscité autant de critiques que lui de son vivant, et jusque parmi ses amis, elles ont fait de John Kennedy un Grand, un Dominateur, un Héros ; bien plus, elles ont présenté le simple individu qu'il était comme un pivot de la « civilisation et de la paix », que le seul fait de sa mort aurait mises en péril. Se sont-elles seulement avisées que, quel qu'ait été le meurtrier tant flétri, sa main avait été forcément armée par la même idéologie difforme ? Naturellement non !

Pourtant, « l'homme grand dans le mal », et abattu comme tel, n'est jamais que l'envers de « l'homme grand dans le bien » et adulé comme tel. Incapable de comprendre les rapports réels, l'idéologie consiste à penser, indifféremment, qu'on ne peut pas se passer du second ou que l'on doit se débarrasser du premier. Seule la doctrine du prolétariat révolutionnaire, c'est-à-dire le matérialisme historique, comprend que même supérieur aux autres en prestance physique ou en puissance cérébrale, un individu ne fait jamais qu'enregistrer de façon plus ou moins fidèle, dans un sens ou dans un autre, les mouvements profonds de l'histoire. Seule elle professe que c'est l'histoire qui dirige

les hommes d'Etat, non l'inverse. Qu'on suppose un instant le contraire, qu'on admette que l'Individu modèle ou, pis, crée l'histoire : il sera impossible de comprendre que lui disparu, l'histoire continue d'elle-même dans la même voie et que si elle en emprunte une autre, ce soit celle qui, dans une démarche toujours contradictoire, se dessinait déjà de son vivant et qu'il aurait été contrant de suivre s'il avait vécu, quitte à la baptiser ridiculement de son nom.

**

Les bourgeois sont d'ailleurs les premiers à savoir que leur réthorique du héros n'est que mensonge. Il serait trop facile d'abattre leurs temples dorés s'il était vrai que leur maintien ou leur chute dépende de l'éclat fugitif d'un homme. Ils l'ont bien montré lorsqu'avec le concours de tous les puissants de ce monde, ceux du Kremlin y compris, ils ont transformé les obsèques de Kennedy en célébration solennelle de la puissance bien vivante des U.S.A., des « vertus » démocratiques et de leur « bien suprême » à tous : la coexistence dans l'affairisme. Ce n'est pas Kennedy qui a attiré devant le nouveau Capitole l'assemblée la plus nombreuse qu'on ait jamais vue de représentants de l'ordre établi et de gloires pétries dans le sang de deux guerres mondiales : c'est la solidarité qui lie le monde bourgeois à la citadelle américaine, les innombrables filiales à la maison-mère. C'est devant cet autel-là qu'ils se sont inclinés, non devant la dépouille d'un homme ; et la brièveté de la carrière du mort ne leur fut qu'un prétexte à élever un hymne à l'« éternité » de leur régime et de leur loi. Ce régime et cette loi sont dictatoriaux et sanglants même lorsqu'ils se revêtent de démocratisation et de pacifisme. Ce n'est pas la chute d'un homme qui fera tomber ce régime et cette loi : voilà ce que la funèbre rencontre au sommet de Washington a clamé aux esclaves de toute la terre. Il tombera quand même dans le conflit sanglant des classes, répondons-nous, et pas plus que la mort d'aucun « chef » bourgeois ne peut en précipiter la fin, la mort d'aucun « chef » prolétarien ne peut le sauver de la condamnation de l'histoire.

Rien n'est changé, hurlaient radio et télévision après les obsèques du premier homme d'Etat du monde bourgeois. Relevant le défi, nous, marxistes révolutionnaires, nous répondons : tout changera non par un homme, mais par la révolution d'une classe.

**

Les marxistes révolutionnaires ne s'associent pas au chœur universel qui a pleuré le président défunt parce qu'ils revendiquent le renversement de la domination de classes qui écrase le monde des vivants et dont il fut un représentant. Ils ne s'associent pas davantage au chœur des justiciers réclamant le châtement des coupables parce qu'il ne repousse le terrorisme individuel que pour revendiquer la violence collective. L'attentat politique est un effet de la division de la société en classes et s'il naît d'une vision absurde de l'histoire, d'une vision non pas prolétarienne mais petite-bourgeoise, il n'en a pas moins des causes historiques et sociales objectives. Il n'appartient donc pas à la sphère de la criminologie, et l'exécution du coupable ne résout rien. Nous laissons aux bourgeois la classification simpliste qui a fait de la victime un dieu et du meurtrier un satan. Pour nous, ils sont simplement les victimes d'un ordre social qui a joué par leurs personnes son drame collectif, exprimé par eux les terribles contradictions qui le déchirent. Toute l'histoire de la classe dominante américaine et de son Etat respire la violence, une violence féroce, sourde, aveugle, souterraine, explosant dans des convulsions périodiques et plongeant ses racines dans les assises mêmes et dans le mécanisme productif de la société du « bien-être », c'est-à-dire dans la gigantesque machine du profit dont Wall Street bien plus que la Maison Blanche est justement devenu

le symbole. Tout au plus l'assassinat de Kennedy et celui de son meurtrier ont-ils soulevé un coin du voile dissimulant les haines bestiales inséparables des rapports sociaux du capitalisme. S'il y a eu folie, c'est la folie de tout un régime, non celle d'un homme ou deux.

Pendant ces semaines de deuil officiel, pourtant qui donc a osé rappeler les innombrables prolétaires blancs ou noirs qui, en deux cents ans d'histoire américaine, ont perdu la vie dans les mêmes circonstances « mystérieuses », c'est-à-dire dans le même climat de délinquance organisée et donc socialement identifiable ? Qui donc a osé rappeler que la même main aveugle et invisible s'est abattue sur d'innombrables travailleurs noirs du Sud et d'innombrables travailleurs blancs du Nord sans qu'on parvienne jamais à l'identifier puisqu'elle était commandée par les exigences de l'exploitation de la force de travail, par la résistance féroce de la classe au pouvoir au moindre geste de révolte ou simplement de désobéissance de ses esclaves ? Qui donc a osé rappeler enfin que la même violence se retrouve dans les rapports internes de la classe dominante américaine, entre les groupes qu'oppose une concurrence réciproque acharnée, les intérêts ennemis qui ne se concilient que dans leur commune opposition au prolétariat ?

Lorsqu'en 1912, en Italie, le maçon Antonio d'Alba attenta à la vie d'Emmanuel III, le congrès socialiste ne craignit pas de faire au chœur des bourgeois et des bien-pensants une réponse qui indignerait tous les faux socialistes et communistes d'aujourd'hui : « Les régicides sont les accidents du travail des rois comme les chutes mortelles sont les accidents du travail des maçons. » Quiconque, par naissance ou par vocation, a pour fonction d'incarner ou, comme disent les bourgeois, de « diriger » l'Etat, superstructure d'une société grosse de violence, n'est pas sans savoir que cette violence peut lui appliquer à lui aussi sa loi féroce, tout comme aux prolétaires anonymes que personne ne plaint. En apprenant l'assassinat de Kennedy, De Gaulle se serait exclamé : « Il est mort en service commandé ». C'est exact : Kennedy ne dirigeait pas la société américaine ; il se bornait à la servir dans ses terribles ombres réelles, comme dans son éclat apparent.

Ce n'est pas la première fois que le Moloch aura dévoré un de ses fils, et ce n'est pas non plus la dernière. En fait, il en a dévoré trois, tant il est vrai que la main des exécuteurs de cet assassinat en chaîne n'a été armée par rien d'autre que par les contradictions explosives de la société capitaliste, avec toute l'accumulation de folie qu'elle contient.

« LA CHINE FARA' DA SE »

(LE « SOCIALISME NATIONAL » ET LES CONTRADICTIONS
DU CAPITALISME CHINOIS)

A la fin de la seconde guerre mondiale, l'impérialisme russo-américain a pu craindre que la gravité de la situation sociale en Chine n'entraîne dans ce pays une explosion révolutionnaire comparable à celle de l'Octobre 1917. Pourtant Moscou avait tout fait, dès le début de la guerre sino-japonaise, pour freiner en Chine le mouvement national-bourgeois dont le véritable représentant n'était plus le parti de Tchang-Kaï-chek, mais celui de Mao qui s'efforçait d'armer et d'encadrer la paysannerie. On avait bien ressoudé l'alliance PCC-Kouomintang qui constituait le pendant asiatique des fronts populaires et de résistance. Mais cette alliance fut à nouveau ébranlée par la guerre. Et c'est à contre-cœur que l'impérialisme dut accepter la venue au pouvoir du PCC. Pourtant celui-ci s'avéra être le seul capable de mener à bien une politique de stabilisation. Moscou et Washington n'en attendaient pas plus.

A ce moment-là, une rupture en Chine de la chaîne impérialiste aurait joué un rôle politique beaucoup plus important que le conflit actuel avec l'URSS. C'est que le sort du monde capitaliste de l'après-guerre n'était pas encore réglé, notamment dans les colonies. Or, le PCC donna toutes les assurances nécessaires à l'impérialisme russo-américain. A l'intérieur, il instaurait une démocratie parlementaire, encourageait l'entreprise privée, faisait preuve d'une grande modération dans sa réforme agraire. A l'extérieur, il n'aspirait qu'à mettre « son » pays au rang des « Quatre Grands », à l'ouvrir à l'honnête commerce de la société internationale de brigands qui se disputaient leurs dépouilles de guerre. Ces espoirs, Mao Tsé-toung les a formulés lui-même dans sa brochure sur le « Gouvernement de Coalition », en 1945 : « La Chine est l'un des cinq grands Etats du monde en lutte contre le fascisme... Le peuple chinois ne joue pas seulement un rôle énorme dans la guerre contre les envahisseurs japonais ; il jouera également un rôle énorme en ce qui concerne le maintien de la paix, dans le monde entier, après la guerre » (Œuvres choisies, T. IV, p. 296). Un peu plus tard, à la Conférence de Colombo, les représentants chinois proclamaient les « Cinq Principes » de la coexistence pacifique qui devaient consacrer le nouvel équilibre international. C'était en 1954. On venait à peine d'enterrer Staline. Et voilà qu'aujourd'hui le PCC découvre qu'on l'a frustré des fruits d'une si longue fidélité à l'impérialisme et d'une si précoce infidélité à Staline. Non, il n'y avait pas de place pour la Chine à côté

des Grands. Ceux-ci n'en veulent connaître à l'ONU que la figure du vieux mandarin de Formose. Et la « coexistence pacifique » n'était pas destinée à Pékin. Comme le dit la « lettre en vingt-cinq points » en faisant allusion aux Russes : « Ils prétendent avoir le monopole de l'interprétation de cette politique ». En fait, c'est un autre monopole que détient l'URSS : celui du commerce et de la puissance dont la Chine a vainement quémardé les divers attributs, depuis la bombe atomique jusqu'au strapontin de l'ONU.

Si donc la situation de la Chine d'après-guerre était assez grave pour entraîner des événements comparables à la révolution d'Octobre, les conditions internationales aussi bien que les traditions et les objectifs politiques du PCC excluaient toute rupture révolutionnaire du front impérialiste. Il en va de même aujourd'hui, dans une situation beaucoup moins favorable. La querelle avec Moscou n'offre aucun élément de reprise politique ou de clarification. « Maintenir et renforcer l'unité des rangs du mouvement communiste international constitue un devoir sacré commun à tous les partis communistes et ouvriers », disent dans leur lettre à Khrouchtchev les dirigeants chinois. Comme s'il y avait encore quelque chose de « commun » entre les intérêts de Moscou et ceux du communisme ou même entre les différents partis « nationaux » qui suivent la politique intérieure et extérieure dictée par leur bourgeoisie. Comme si Lénine, pendant la première guerre mondiale, n'avait pas combattu farouchement « l'unité » avec les sociaux-démocrates, alors que dans les circonstances identiques de la dernière guerre les Chinois prônaient l'unité non seulement avec Moscou, mais encore avec Tchang Kai-chek.

La lettre en vingt-cinq points critique l'abandon par le Kremlin des mouvements nationaux et coloniaux. Mais que propose Pékin en guise de programme du parti prolétarien dans la révolution nationale-bourgeoise ? Les vieux poncifs staliniens et menchévistes qui ont lié le sort de la révolution chinoise aux Tchang Kai-chek, à la bourgeoisie compradore, à toutes les Bourses de l'impérialisme mondial : « Sur la base de l'alliance des ouvriers et des paysans (!?), le prolétariat et son parti doivent UNIR TOUTES LES COUCHES POUVANT ETRE UNIES et organiser un large front uni contre l'impérialisme et ses laquais ». Faut-il rappeler que dès le second congrès du parti de Lénine, celui-ci rejeta la phraséologie « populaire » de Plékhanov en soulignant que le devoir d'un parti communiste n'est pas « d'unir toutes les couches », mais d'organiser le prolétariat, et lui seul, pour le mener à ses fins de classe ? Les Chinois reprochent à Khrouchtchev d'avoir avoué que le parti bolchévique est devenu « parti de tout le peuple », que l'Etat de la dictature prolétarienne s'est transformé (depuis quand ?) en « Etat de tout le peuple ». Mais comment un parti qui se propose d' « unir toutes les couches », c'est-à-dire toutes les classes, peut-il ne pas être un « parti de tout le peuple », un parti de collaboration de classes ?

Dans la question coloniale, le PCC ne se propose que des objectifs nationaux-bourgeois, ceux de « tout le peuple ». « Le parti du prolétariat doit avancer, d'une façon indépendante, un programme combattant jusqu'au bout l'impérialisme et la réaction du pays et luttant POUR L'INDE-

PENDANCE NATIONALE ET LA DEMOCRATIE POPULAIRE, il doit mener un travail indépendant parmi les masses, accroître continuellement les forces progressistes, gagner les forces intermédiaires, isoler les forces réactionnaires ; c'est seulement ainsi qu'il pourra POURSUIVRE LA REVOLUTION NATIONALE ET DEMOCRATIQUE JUSQU'AU BOUT et l'amener sur la voie du socialisme ». Les menchéviks n'exprimaient pas autrement leur tactique en Russie : mener « jusqu'au bout » la révolution bourgeoise, sacrifier les Soviets à l'Assemblée Constituante. Staline qui adhérerait à cette conception en avril 1917, la ressortira en Chine sous le nom de « révolution par étapes » qui était le contre-pied de la théorie marxiste de la révolution permanente. Selon lui, et Mao Tsé-toung n'a pas d'autre point de vue, la Chine devait passer par une « étape démocratique » durant laquelle le parti du prolétariat avait le devoir de sacrifier ses intérêts à ceux de la bourgeoisie « nationale ». En quoi cette « théorie » n'est pas une trahison tout comme l'application qu'en a donné Khrouchtchev ? Nous ne le voyons pas.

A l'égard des partis « communistes » occidentaux, le PCC trouve des paroles vengeresses qui ne peuvent que nous réjouir : « quand le parti tombe dans le crétinisme parlementaire ou le légalisme, qu'il circonscrit la lutte dans les limites autorisées par la bourgeoisie, l'aboutissement en sera inévitablement l'abandon de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat ». Mais comment le PCC entend-il reformer les rangs du prolétariat occidental et l'amener à lutter sur des bases de classe ? « En luttant pour la réalisation de cette tâche (la dictature), le parti du prolétariat doit, dans les circonstances actuelles, diriger activement la classe ouvrière et le peuple travailleur (artisans ? petits paysans ?) dans leur lutte CONTRE LE CAPITAL MONOPOLEUR, POUR LA DEFENSE DES DROITS DEMOCRATIQUES, CONTRE LE DANGER PACIFISTE, POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE, CONTRE L'EXPANSION DES ARMEMENTS ET LES PREPARATIFS DE GUERRE DE L'IMPERIALISME, POUR LA DEFENSE DE LA PAIX MONDIALE, et il doit soutenir énergiquement la lutte révolutionnaire des nations opprimées ». Tous les mots que nous avons soulignés pourraient être de Khrouchtchev. Ce sont des fleurs de crétinisme parlementaire, de légalitarisme démocratique. Là-dessus Pékin n'a rien à envier à Moscou. Il promet les mêmes campagnes contre les « monopoles » et pour la démocratie qui intéresseront « tout le peuple » : paysans, artisans, petits et grands bourgeois « patriotes ». Comment ce chemin peut-il mener à la dictature du prolétariat ? Il n'y a là aucune parole vivante susceptible « d'intéresser » les prolétaires d'Occident abandonnés à leurs divisions corporatives, à leurs patrons « progressistes », à leurs syndicats jaunes, à leurs idoles démocratiques.

Que reste-t-il donc de ces « divergences doctrinales » de ces manifestes fracassants ? La demande d'un soutien du prolétariat international aux « nations opprimées » (c'est-à-dire à la Chine, d'abord) et la fréquente revendication du petit mot d' « indépendant » que le PCC réclame pour lui-même et pour les partis « frères » des pays arriérés. Mais il ne s'agit pas de

l'indépendance du parti prolétarien par rapport à « sa » bourgeoisie et à l'Etat. Il s'agit de l'indépendance du jeune Etat bourgeois par rapport à Moscou et à l'impérialisme qui lui refuse non seulement la porte de l'ONU, mais encore les machines, le blé, les dollars et les roubles nécessaires pour faire vivre et travailler un prolétariat famélique et croissant. L'affaire est entendue. La querelle sino-soviétique n'est pas une LUTTE D'IDEES (même autour du cadavre de Staline), mais un CONFLIT D'INTERETS ENTRE L'ETAT RUSSE ET L'ETAT CHINOIS. Après des décades de compromis et de défaites, la marche inexorable du capital sur le continent asiatique a conduit la Chine à se dresser contre son dernier « protecteur », l'impérialisme russe. Et les dirigeants de Pékin ont dû entériner cette rupture MALGRE LES LIENS « FRATERNELS » DE L'IDEOLOGIE STALINIENNE.

Si le prolétariat révolutionnaire n'a rien à attendre des « divergences » sino-soviétiques, il doit mettre en évidence les bases économiques et sociales de ce conflit. Cette polémique révèle en effet ce que le petit-bourgeois veut à tout prix ignorer : la réalité des contradictions déchainées par le développement capitaliste ou mieux par la survie du capital. Certes, il ne s'agit là que d'antagonismes entre Etats, forme politique que la bourgeoisie triomphante donne à sa lutte de classe. Mais cela montre, en pleine période de « coexistence », que les affaires sérieuses — la vie et le développement d'un continent jeune et misérable — ne se résolvent pas en discours de congrès ou en tractations commerciales. Et le jour viendra où les luttes entre Etats devront céder le pas à la lutte des classes.

Dans l'optimisme général des bonnes affaires internationales, le différend Chine-Russie montre que le capitalisme n'est pas aussi large ni aussi désintéressé qu'il le prétend dans son « aide » aux pays sous-développés. Pékin reproche à l'URSS ses « profits impérialistes ». Aussi faut-il se demander non pas si Khrouchtchev s'est écarté de la voie tracée par Staline, mais si le capitalisme (russe ou américain) est en mesure de développer vraiment les pays arriérés et de justifier cette ère « démocratique » et « progressiste » dans laquelle devait entrer l'humanité toute entière avant de se convertir « pacifiquement » au communisme. Comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, la Chine vient de répondre : non. Ainsi prend fin toute une période de son histoire où la bourgeoisie croyait pouvoir réaliser l'unité du pays et son développement économique en collaboration avec l'impérialisme mondial et où l'on fit croire au prolétariat qu'il devrait suivre en cela sa bourgeoisie, car elle accomplissait là une tâche révolutionnaire. L'alliance avec l'URSS était l'expression achevée de cette politique.

Déjà, pendant la première guerre mondiale, la bourgeoisie chinoise avait encouragé les USA à intervenir en Europe dans l'espoir que l'impérialisme américain libérerait la Chine de l'impérialisme européen. Cependant le traité de Versailles consacra un nouveau partage impérialiste. Sun Yat-Sen, fondateur du Kouomintang, se tourna alors vers la République des Soviets non pour y prendre exemple, mais pour avoir son aide politique

et militaire. Ce qui lui convenait c'était non l'esprit de l'Internationale, mais la promesse de nouveaux rapports internationaux fondés sur le « droit des peuples » et l'échange d'équivalents. Il se trompait. L'Internationale avait pourtant averti les peuples d'Orient que sans victoire prolétarienne à l'Ouest comme à l'Est, ils ne pourraient compter sur leur complète émancipation. Mais la diplomatie russe introduisit le menchévisme en Chine. A travers l'alliance PCC-Kouomintang, conclue en 1924, elle obligea le prolétariat à se rallier aux objectifs de la bourgeoisie nationale : indépendance, démocratie et réformes, mais non dictature prolétarienne. Ce fut la faille la plus totale. Ecrasement de l'avant-garde communiste par Tchang Kai-chek ; défaite du Kouomintang par les troupes coalisées de l'ancien régime et de l'impérialisme mondial. La force de la Russie n'était pas dans son aide militaire, mais dans les principes révolutionnaires que Staline avait bradés en Chine. Sun Yat-Sen n'avait pas prévu que les instructeurs de Moscou entraîneraient les bandes contre-révolutionnaires de Tchang Kai-chek.

Dans la déroute un homme surgit qui acheva de liquider le parti de classe et organisa le parti nationaliste, le « véritable Kouomintang », en s'appuyant sur la paysannerie : Mao Tsé-toung. Comme Sun Yat-Sen, il compta sur l'aide russe, surtout économique. Et aujourd'hui il doit déchanter. Mao Tsé-toung n'avait pas prévu que les ingénieurs soviétiques seraient aussi rapaces que les mercenaires de Tchang Kai-chek. Il croyait que le « système socialiste mondial », conquis par Staline au cours de la dernière guerre, aiderait la Chine à progresser sur la voie du... capitalisme. Dans cet aveu tardif de ses illusions la bourgeoisie chinoise, ou ses représentants anonymes, nous donne une confirmation de la perspective prolétarienne. La Russie stalinienne ne pouvait pas plus construire à elle seule le « socialisme » qu'elle ne pouvait aider les pays arriérés à se développer vraiment dans le sens du capitalisme. Car le capital cherche le capital et les roubles vont vers les dollars : en Afrique, aux Indes, mais pas en Chine ! La polémique sino-russe doit être prise comme l'un des signes de cette contradiction incurable du système capitaliste mondial.

Ceci dit, que va faire la Chine ? Car malgré les décades de compromis et d'illusions, de luttes sociales et de famines, malgré les obstacles mis par l'impérialisme parasitaire, la violente poussée du sous-sol économique débordant de toutes parts et emporte les digues. L'essor du capitalisme chinois est une nécessité, le seul fait révolutionnaire de l'après-guerre. Quelles que soient les formes auxquelles le contraindront l'impérialisme mondial et le « socialisme » petit-bourgeois de Mao Tsé-toung, quelles que soient les privations imposées aux ouvriers et aux paysans de Chine, le capitalisme vaincra. Ce qui compte pour le prolétariat, c'est que dans cette marche en avant commencée voici un demi-siècle, les faux-pas, les contradictions et les crises seront toujours plus graves. Le prolétariat chinois n'a pas eu la chance d'intervenir dans l'histoire à une époque de crise aiguë du capitalisme. Son premier assaut s'est heurté à la contre-révolution mondiale sous le règne de Staline. Mais d'autres viendront que préparent les antagonismes actuels. Contradictions entre la poussée révolutionnaire des forces productives et le caractère réactionnaire des rapports de production, entre l'économie na-

tionale et le marché impérialiste, entre la concentration industrielle et le morcellement de la propriété paysanne. C'est à la lumière de ces contradictions qu'il faut voir la rupture sino-russe.

Dans son ingénuité Sun Yat-Sen s'imaginait que la Chine susciterait pour son développement la « coopération économique internationale ». Il voyait déjà affluer les capitaux des plus grands pays capitalistes et leur promettait d'énormes profits à travers un commerce « honnête » qu'il opposait aux « traités inégaux ». Il proposait même la création d' « un bureau des puissances » pourvoyeuses de capitaux de façon qu'elles agissent ensemble et créent une organisation internationale, avec ses militaires, ses administrateurs et ses experts ». Kautsky, comme aujourd'hui Khrouchtchev, se figurait que cet « ultra-impérialisme » pourrait éviter les guerres et les crises capitalistes. Sun Yat-Sen, comme Tito, croyait que cette « coopération » serait profitable aux pays arriérés. Tous les exemples du demi-siècle, et notamment celui de la Chine, prouvent le contraire. Pourtant l'espoir d'entretenir de telles relations est fort compréhensible de la part des dirigeants bourgeois des pays sous-développés. Il est dans la logique des liens nécessaires qui rattachent tant bien que mal ces régions déshéritées à l'économie mondiale. C'est pourquoi Tito a devancé Khrouchtchev. C'est pourquoi la Chine avait pris l'initiative de la coexistence pacifique dès la conférence de Colombo. Aujourd'hui encore les dirigeants chinois, dans leur lettre en 25 point, se déclarent « favorables à la réalisation d'une CONJONCTURE INTERNATIONALE PACIFIQUE EN VUE DE LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME ».

Ce rêve grand-bourgeois de coopération internationale, les Chinois le reportent, faute de mieux, sur tout ce qu'ils connaissent du monde capitaliste : le prétendu « système socialiste mondial ». La lettre s'exprime en ces termes : « Il est tout à fait nécessaire sur le plan économique que les pays socialistes s'entraident, procèdent à la coopération et aux échanges mutuels pour se procurer réciproquement ce qui leur manque. Cette coopération économique doit être fondée sur les principes de l'égalité complète, de l'avantage réciproque et de l'aide mutuelle de camarade ». Mais il y a un « mais » : « Si l'on nie ces principes de base, qu'on impose, SOUS PRETEXTE DE « DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL » ET DE « SPECIALISATION », sa volonté aux autres, qu'on porte atteinte à l'indépendance et à la souveraineté des autres pays frères et qu'on nuise aux intérêts de leurs peuples, CE SERA DU CHAUVINISME DE GRANDE PUISSANCE ». Ainsi la Chine ne trouve pas, dans le « système socialiste mondial » la réalisation de ses rêves de coopération générale. Cela signifie que l'URSS désormais est entièrement absorbée par le marché international, que son économie est profondément intégrée au système capitaliste mondial et a partie liée avec l'économie de l'Occident. Cela veut dire que la « division internationale du travail » et la « spécialisation » en vigueur dans le bloc oriental ne se distinguent en rien de la division capitaliste du travail et des monopoles impérialistes. Dans sa querelle avec Khrouchtchev Molotov déclarait déjà que l'on ne saurait parler de « système socialiste mondial », mais simplement de nations évoluant à des stades diffé-

rents sur la voie du « socialisme ». Le moins qu'un communiste pourrait attendre du pays socialiste le plus avancé, c'est une aide matérielle complète, un effort et des sacrifices gigantesques pour permettre au parti prolétarien de maintenir et renforcer sa dictature dans un pays arriéré. Marx n'envisageait pas autrement les rapports post-révolutionnaires entre la France petite-bourgeoise et l'Angleterre capitaliste du XIX^e siècle. Il en était de même dans la pensée de Lénine entre la Russie et l'Europe de 1917. Mais cela a toujours impliqué pour les marxistes la plus grande collaboration internationale tendant à l'utilisation unitaire et rationnelle de l'ensemble des ressources mondiales. Déçu par « l'aide russe », Mao Tsé-toung se lance dans une critique petite-bourgeoise de toute division internationale du travail et glorifie le nationalisme économique : « **DANS SON EDIFICATION, TOUT PAYS SOCIALISTE (!) DOIT S'APPUYER PRINCIPALEMENT SUR SES PROPRES FORCES** ».

Ainsi la perspective de Sun Yat-Sen qui voyait dans la Chine une « nouvelle Amérique » attirant les capitaux du monde entier, la « clef de voûte de la Société des Nations », utopie d'un grand bourgeois formé à l'école occidentale, s'est rétrécie comme une peau de chagrin jusqu'à cette chétive théorie du « socialisme national » qui est l'héritage idéologique de Staline en même temps que le fruit d'une « coopération » manquée avec la Russie de Khrouchtchev.

Mais le « socialisme national » ne résoud pas les contradictions entre les exigences du marché mondial et le développement du capitalisme chinois. Il ne fait que transposer ces contradictions sur un autre plan. On sait que la politique de « construction du socialisme dans un seul pays » a valu à la Russie bourgeoise l'innombrable paysannerie kolkhosiennne qui lui pèse toujours plus dans sa compétition économique avec les USA. Tirant les dernières conclusions de l'ère stalinienne, Molotov et le groupe « antiparti » avaient proposé de transformer par décret les coopératives russes en « propriété de tout le peuple ». Mais avec leur volontarisme si caractéristique les opposants n'avaient aucune chance de renverser la vapeur. La Russie était trop bien engagée dans un capitalisme vieillissant et sur les marchés mondiaux pour pouvoir supporter la saignée kolkhosiennne, une remise en cause de l'ordre social établi. C'est pourquoi Molotov fut battu. Quant aux kolkhozes s'ils ne produisent pas assez de blé, on en achètera aux USA !

On se rappelle que Molotov, après sa défaite, fut envoyé en Mongolie Extérieure, tête de pont du khrouchtchévisme en Asie. A l'époque justement, les Chinois prétendaient avec leurs « communes populaires » avoir résolu la question que Molotov avait posé : celle du passage de la propriété coopérative à la propriété « de tout le peuple ». Mais ils ne semblent pas avoir levé leur petit doigt internationaliste pour défendre les thèses du compagnon de Staline. Les communes, pensaient-ils, s'en chargeraient. Toujours les illusions du « socialisme national » ! Il se trouve que les communes ont échoué et que sans l'aide russe toute concentration de l'agriculture chinoise est rendue plus longue et plus difficile. D'où ce paradoxe : d'un côté, la Chine nous offre le spectacle d'une grave crise agricole, d'un retour généralisé à l'économie individuelle ; de l'autre, Mao Tsé-toung lance les fou-

dres du « socialisme » sur les kolkhoses russes et sur les prétentions soviétiques d'avoir créé une société sans classe où la dictature d'une classe est devenue inutile.

Que signifie une telle rigueur doctrinale qui se pare des prestiges de l'analyse marxiste et de l'orthodoxie politique ? Les niais y verront une lutte contre « l'opportunisme » moscovite. Pas nous. Car nous avons appris depuis longtemps que sous le drapeau du « socialisme » marchent aussi les traîtres. Nous savons également que la bourgeoisie des pays arriérés traduit ses intérêts de classe en termes de « socialisme » et de « socialisation » — ce qui montre à quel point elle est, non pas révolutionnaire, mais historiquement dépassée. L'appel au « socialisme » souligne les contradictions du développement capitaliste en Chine.

Pour son plus grand essor bourgeois la Chine aurait besoin de cette dictature stalinienne qu'elle voit s'éteindre en Russie. C'est pourquoi Pékin condamne la formule khrouchtchévienne, démocratique, de l'État. Qui oubliera pourtant que Mao Tsé-toung a été le premier bâtisseur de « démocraties nouvelles » ? Il en va de même dans la question agraire. La Chine voudrait une agriculture moderne (peut-être d'ailleurs se contenterait-elle de kolkhoses ?) et elle reproche à l'URSS l'embourgeoisement de sa paysannerie. Mais comment s'y est-elle prise depuis 1949 ? Le PCC a d'abord distribué la terre en propriété privée aux paysans, puis s'est efforcé d'en obtenir l'illusoire concentration à travers les coopératives et les communes. Cette voie nationale et typiquement bourgeoise de l'accumulation dans les campagnes exclut toute socialisation, quelle que soit l'aide extérieure dont la Chine aurait pu bénéficier.

Beaucoup plus cohérente était la perspective de Sun Yat-sen. Il n'enfermait pas son plan de nationalisations, de transfert de la rente foncière à l'État, derrière le rideau de bambou du « socialisme dans un seul pays ». Sun Yat-sen voyait dans la nationalisation du sol la création d'un marché national unique qui faciliterait l'afflux des capitaux et des machines de l'étranger. Aussi le plan de nationalisations était-il pour lui le complément indispensable à son plan de coopération internationale. Certes, le fondateur du Kouomintang ignorait que l'impérialisme ne peut accepter un tel marché. Il ignorait aussi (mais l'histoire de la révolution chinoise l'a montré et les vrais marxistes le savaient depuis longtemps) que la nationalisation de la terre constituerait en Chine une mesure si révolutionnaire qu'aucun parti bourgeois ou petit-bourgeois n'oserait jamais l'envisager. C'était pourtant la seule façon d'impulser radicalement le capitalisme chinois ; mais elle aurait si profondément bouleversé le vieux mode de production que seul le parti de classe du prolétariat aurait pu la mettre en pratique, comme dans la Russie d'Octobre, et dans une perspective non pas nationale, mais internationale ; non pas de « coexistence pacifique », mais de guerre contre le capital.

N'en doutons pas. La Chine ne brandira pas le drapeau de la dictature prolétarienne parce qu'elle a de vieux comptes à régler avec la Russie. Elle restera « démocratie populaire » ; elle ne transformera pas du jour au

lendemain la propriété paysanne en propriété « de tout le peuple ». La Chine aura aussi ses kolkhosiens, ses capitaines d'industrie. Ils naîtront de son propre sol ; ils infléchiront sa propre politique. Mais cela viendra plus tard, beaucoup plus tard que Mao Tsé-toung ne l'avait prévu. Les contradictions de la Russie stalinienne entre une agriculture parcellaire et une industrie hypertendue s'y reproduiront. Et Moscou n'aura rien fait pour abrégé les souffrances des ouvriers et des paysans chinois, ni même simplement pour permettre à la Chine d'accéder à l'infame « civilisation » bourgeoise à des rythmes plus rapides que la Russie. Dans un article récent (1) un journaliste bourgeois envisageant le développement de la Chine dans la perspective d'un long isolement, considère que son accession au rang des grandes puissances, ce que Mao Tsé-toung appellera sans doute la « construction du socialisme dans un seul pays », n'aura lieu qu'avec « un bon quart de siècle de retard ou davantage : non plus 1975, comme le permettait le bond en avant, mais l'an 2000, ou après ». Si cette prévision a de quoi réconforter la bourgeoisie occidentale on comprendra que de son côté la bourgeoisie chinoise et ses représentants « populaires » ne redoutent dans ce cas ni les crises ni les guerres susceptibles de rompre cet isolement et cette abominable paix impérialiste.

Mais alors le prolétariat international aura son mot à dire !

(1) « Le Monde » des 16 et 17 octobre 1963.

LA LÉGENDE DU PIAVE

(Extrait de *IL PROGRAMMA COMUNISTA*, 15 nov. 1963)

En 1917, le Piave avait acquis, dans l'épopée patriotique italienne, le rang et le titre de fleuve national. Au cours de la guerre — que l'on prétendait être la quatrième guerre d'indépendances, destinée à lancer la patrie au-delà de la frontière vénitienne obtenue sans gloire militaire dans la troisième —, après plus de deux ans de front stabilisé sur l'Isonzo au prix des flots de sang d'une douzaine de batailles, un retournement de situation s'était produit et, après la célèbre déroute de Caporetto, les Autrichiens avaient dévalé vers la plaine fertile. Après quelques jours d'angoisse où on le voyait déjà sur l'Adige et le Mincio (la frontière de 1859-66), ce fut le succès de la bataille d'arrêt sur le Piave, décidée par cet avorton de roi, pas tout à fait idiot, qui dirigeait la défense. Les doutes de nos années d'école furent alors dissipés : tout le monde apprit que l'on disait le Piave et non la Piave !

Le nom du fleuve entra ainsi dans la poésie la plus populaire et dans la légende. Le vieux rimeur napolitain E. A. Mario, mort récemment, le mit en vers et en musique, et il faillit battre Mameli, le père de l'hymne national. Voyez un peu la « naïveté » du langage : « les ondes, aux côtés des fantassins, combattent... ». Encore un fleuve personnifié dans la littérature, à l'imitation des classiques, et qui emporte vers la mer des monceaux de cadavres ennemis : « Le Piave murmurait : l'étranger ne passera pas ! ».

Mais dans la sinistre nuit de Tongarone, le Piave a emporté vers la mer des milliers de cadavres italiens, arrachés par le flot apocalyptique du Vaiont, — et il a perdu ses titres de noblesse. Sa légende était et reste donc une légende de mort, et il n'y a pas plus de gloire à charrier des cadavres de combattants que ceux de paisibles civils surpris dans leur sommeil. Hier, les cadavres étaient immolés aux dieux de la guerre assoifés de sang, cette fois-ci ils le furent à ceux de la moderne civilisation capitaliste, bourgeoise et patriotique, qui se prosterne avant tout devant sa *science* et sa *technique*.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que date notre volonté de déshonorer aussi bien les divinités sanguinaires de la guerre entre les peuples que celles d'une civilisation qui se corrompt et déchoit d'année en année .

Parmi les nombreux exemples de désastres, qui sont de véritable fail-

lites de la technique scientifique, nous avons eu l'occasion (1) de rappeler des cas d'inondation, de citer des exemples historiques de digues barrant des bassins de montagne et de retracer l'histoire de cet *art*, depuis les Maures d'Espagne et Léonard de Vinci jusqu'aux déficiences des services d'hydraulique modernes, ceux de l'ère du grand capital et des monstrueuses *entreprises de construction*.

En 1959, il y a eu en France la terrible catastrophe de Fréjus. Bien que la digue ait cédé — ce qui ne s'est pas produit pour le barrage du Vaiont —, il y eut moins de victimes que dans la récente catastrophe italienne.

A cette époque, nous connaissions déjà le *responsable*, l'accusé à traîner à la potence ; mais ce n'était pas celui des tristes sires de l'opportunisme démagogique. En effet, nous désignions le *Progrès*, ce mythe mensonger qui fait courber l'échine aux pauvres d'esprit et aux humbles affamés, toujours prêts à jurer fidélité à ce Moloch qui, jour après jour, par à-coups et irrésistiblement, les écrase sous les roues de son char obscène.

Dans le système déshumanisé du Capital, tout problème technique se ramène au problème économique du *bénéfice* : réduire les *frais* et augmenter les *entrées d'argent*. Les antiques civilisations prébourgeoises disposaient, elles, d'un peu de temps de reste pour penser à la sécurité et à l'intérêt collectifs.

Tout comme la digue de Fréjus, le barrage du Vaiont était un chef-d'œuvre de la technique moderne dernier cri, léger, fin, élancé et, avec un nombre réduit de tonnes d'acier et de ciment, on avait endigué un énorme volume d'eau. Les constructeurs antiques le savaient déjà : les digues ne peuvent contenir la formidable poussée des eaux qu'à la condition d'avoir elles-mêmes une masse énorme (barrages-poids). Nous avons rappelé qu'après quelques désastres en Espagne et celui de Gleno en Italie (1923), on avait amendé la théorie afin de tenir compte d'une poussée hydraulique de bas en haut à la base de la digue ; les digues étaient ainsi devenues plus massives et plus stables. Par contre, les constructions les plus modernes ont obéi — une science vénale a obéi — à la sainte exigence du *bas coût de production*. On a construit des barrages-voûte, comme à Fréjus et sur le Vaiont, c'est-à-dire avec une courbure qui tourne le dos à la poussée des eaux et la reporte aux extrémités de la voûte encastrée dans les flancs de la vallée barrée. Le barrage devient ainsi moins pesant, moins volumineux, meilleur marché, et on le construit avec des matériaux de très grande résistance. Mais alors, c'est la pression aux points d'appui latéraux qui devient démesurée, puisqu'elle dépend de la pression de l'eau endiguée, d'autant plus formidable que la digue est plus haute. Comme l'emploi de matériaux plus résistants permet de réduire l'épaisseur de la digue, et donc de ses appuis latéraux, la pression sur la roche naturelle est immense. Dès lors le

(1) Cf. en particulier : « Malpasset, catastrophe naturelle ou catastrophe sociale », *Programme Communiste* n° 10, janv.-mars 60, et « *Politica e costruzione* », *Prometeo*, 2° série, n° 4.

problème n'est plus de calculer l'arc en ciment armé pouvant résister à la poussée irréductible de l'eau, problème dont on peut venir à bout ; il s'agit de prévoir si les flancs rocheux ne seront pas éventrés et le barrage-voûte emporté. C'est ce qu'a montré Fréjus où les mécaniciens et les hydrauliciens ne s'étaient pas trompés, mais — à ce que l'on dit — les géologues, qui avaient été appelés à juger de la solidité de la roche.

Le premier problème (résistance des matériaux industriels) peut être résolu par des calculs mathématiques, qu'ils soient effectués par un théoricien capable ou par une machine électronique pendant que le grand homme, penché sur le pupitre de commande, grille quelques paquets de cigarettes. On peut en vérifier la solution sur des modèles réduits, en laboratoire.

Le problème de géologie est tout autre chose que les calculs de fumoir ou de bureau de maquettes ; seule la longue expérience de l'humanité à l'égard de ses propres fabrications au cours de l'histoire peut le résoudre. Il requiert donc l'expérience des hommes et de la société. Le problème fondamental de toute la technique moderne, dans la mesure où elle ne construit pas des objets *portatifs* ou *automobiles*, mais des ouvrages fixés à la croûte terrestre, se trouve dans le rapport *terrain-construction* (pour une modeste maison, c'est celui des fondations). Dans ce domaine, il n'y a pas de formules valables dans tous les cas, mais d'innombrables procédés de l'*art*, parmi lesquels une longue expérience pratique permet de choisir. Et là, pas question de se contenter d'empocher ses trois millions par mois pour fumer derrière une machine électronique.

Cette expérience a été accumulée au cours des siècles. Il en est qui croient au progrès et au conte selon lequel la dernière découverte intègre tout le bon sens des siècles passés ; ceux-là pourront bien encaisser des salaires énormes, mais ils accumuleront les catastrophes dont la statistique moderne — mais elle seule — est en *progrès*.

Même la tradition populaire des masses incultes, même la *toponymie*, peuvent aider le géologue (si, par hasard, il s'en soucie), mais plus encore l'ingénieur sérieux. Pourquoi donc le défilé de Fréjus s'appelait-il Malpasset ? La mauvaise passe, en vérité. Et le mont qui bordait le lac artificiel et qui s'est écroulé, en provoquant le tragique déferlement des eaux, pourquoi s'appelait-il le Mont Toc ? En vénitien, *Toc* veut dire *morceau* : c'est la roche qui s'en allait en morceaux, et tous les villageois s'attendaient à l'éboulement. Vaiont, ce nom qui avant d'être celui du lac artificiel était celui du passage dans lequel était encastrée la digue de 263 mètres (record de tous les pays et de tous les temps). Vaiont, dans un dialecte de la région (ladino-friulano) correspond au vénitien *va zo* (italien *va giù*) c'est-à-dire, qui tombe, descend, s'effrite dans la vallée. On a même parlé d'éboulements qui auraient eu lieu dans des temps reculés et qui s'étaient fixés dans la mémoire des pauvres habitants de la vallée.

Lorsqu'il a démenti avec superbe avoir donné son accord pour le choix du site de la digue, le géologue Gortani a dit que la décision incom-
bait aux ingénieurs. C'est parfaitement exact. La philosophie des deux

tragédies de Malpasset et du Vaiont (parmi tant d'autres tragédies) est une. A la base de ces réalisations téméraires, suscitées et imposées par la recherche du profit, c'est-à-dire une loi économique devant laquelle doivent s'incliner le terrassier, le géomètre et l'ingénieur-chef des travaux et contre laquelle le remède le plus stupide est de rechercher qui il faut condamner, on trouve le plus idiot des cultes modernes : le *culte de la spécialisation*.

Il est non seulement inhumain, mais vain de trouver un bouc émissaire dès lors que s'est imposée cette folle société de production dont les compartiments sont étanches. Personne ne sera coupable parce que, si le spécialiste sort un instant sa tête de son joug à œillères, il pourra dire qu'il s'est fié à l'avis du spécialiste du compartiment voisin qui était, lui aussi, *expert, qualifié et compétent*.

Dans la société communiste future, qui aura tué le monstre de la rentabilité économique et de la production de plus-value, la science et l'art de la production et, plus encore, de la construction seront unitaires et indivis. Ce n'est pas la tête d'un individu, mais le cerveau social qui — par delà les stupides compartiments étanches — dominera chaque problème dans toute son étendue.

On a publié une déclaration de l'ingénieur qui, durant trente ans, a poursuivi le rêve de construire la digue du Vaiont. Le brave homme est mort et n'a pas besoin de notre plaidoyer. Il était obsédé par ce fait, purement *morphologique* : avec une construction relativement peu importante, on pouvait endiguer une énorme quantité d'eau, et il n'existait pas de site pouvant donner un meilleur rendement pour une même dépense. Une victime du déterminisme inexorable !

Dans son commentaire, l'ingénieur Semenza se déclarait assuré qu'en voyant la digue achevée, on ne pourrait croire qu'elle résultait de trente années de développement de son idée de départ. Il ne soupçonnait pas que ce long délai avait été motivé par un doute sur la valeur du choix. Il lui semblait que le travail avait été bien divisé entre les différents secteurs protégés par le droit qu'à chacun de ne pas savoir ni vouloir contrôler les conclusions des autres. C'est dans cette illusion qui n'est pas une faute et encore moins un délit « par action » ou « par omission », que réside la toute-puissance, dictant sa loi même aux plus grands ingénieurs, de la superstition capitaliste moderne de la *division du travail* que Marx déjà condamnait et que seule la révolution exécutera. L'innocence du promoteur se lit dans ses propres paroles : « Des centaines, des milliers de personnes — chercheurs, ingénieurs et ouvriers de toutes catégories — ont travaillé à la réalisation de cette digue pour barrer le *défilé et le profond ravin du torrent Vaiont*. *Orrido del Vaiont*, comme l'appellent certains guides touristiques, tant la nature y est *inabordable et inhospitalière* ». Personne aujourd'hui ne pense que l'agence de tourisme pourrait bien avoir eu raison, elle qui faisait de l'argent en exhibant le ravin étroit, et sans collaborer à la construction de la digue. « Tout d'abord, il y a les *hydrologues* » qui mesurent les pluies et les débits des cours d'eau, afin de « prévoir le volume des eaux qui seront retenues dans le réservoir formé par le barrage ». Il y a ensuite

« le géologue qui examine les caractéristiques de la roche à l'aide des méthodes géophysiques les plus modernes (et allez donc !) ». Il y a enfin « le topographe qui précise avec une exactitude millimétrique (jargon à la mode !) la configuration de la vallée et arrive à en connaître parfaitement le modelé ». Nous laissons de côté les détails sur le projet (ou les projets), les 90 heures de calculatrice électronique qui ont économisé des années de travail de toute une troupe de mathématiciens, et l'histoire des vérifications sur les maquettes en bois d'abord, en ciment ensuite. Un seul passage nous intéresse : celui qui fait allusion à l'inexorabilité du déterminisme économique. « Le projet choisi parmi tous les autres et qui remonte à 1956 « exploite à fond les caractéristiques de la vallée, qui semblait faite exprès pour qu'y soit construit un barrage aux dimensions exceptionnelles ».

La vallée était faite exprès pour être exploitée, et si elle n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer.

Avec la science, la technique et le travail, l'homme exploiterait donc la nature ? C'est faux ! Le rapport rationnel entre l'homme et la nature naîtra quand on ne fera plus ces comptes et ces calculs de projets en monnaie, mais en grandeurs physiques et humaines.

On peut parler d'exploitation quand un groupe d'hommes en exploite un autre. Avec les constructions gigantesques du monde mercantile, les exploités sont rendus solidaires de l'entreprise exploiteuse. A Longarone, des masses de gens avaient été employées, et il avait plu des masses d'or. L'ingénieur aura-t-il à répondre d'avoir fait pleuvoir de l'or ? Il est vrai que le personnel s'est mis en grève devant l'évidence du danger d'éboulement, mais c'est aussi un enseignement amer que celui de l'ouvrier qui s'est violemment rebellé lorsque un géomètre a voulu l'éloigner, sa claudication l'empêchant de s'enfuir en cas de danger. Quand la paye est élevée, le risque de mort d'homme est l'air normal que respire la société de l'argent et du salaire.

Toute la vallée a couru le risque et elle est morte. La solution de ce problème, les charlatans du communisme ne la trouveront jamais avec leur méthode « démocratique ».

Ces tragédies montrent que la société de la bourgeoisie et de l'argent, de l'initiative privée et du marché survit à ses raisons d'être historiques et n'est plus désormais qu'un cadavre en putréfaction plus avancée que les cadavres dont elle a jonché le lit du Piave. Devant ce spectacle, les journaux nourris de la mesquine démagogie petite-bourgeoise (qu'on pouvait à la rigueur admettre, il y a un siècle) agitent leurs « solutions » imbéciles : justice, honnêteté et sanctions pour les erreurs et les escroqueries.

Socialement et politiquement, nous nous opposons à tous ceux qui, au nom de ceux qui ont donné leur vie pour qu'une société inique leur donne la seule civilisation dont elle soit capable, réclament les trois procédures ridicules que voici :

— *L'enquête administrative*, ordonnée par des ministres qui ont trempé dans l'affaire et confiée à des professeurs d'université inféodés au système

de la responsabilité par secteur qui proclame le droit d'ignorer « le domaine des autres » au sein de cette hiérarchie bureaucratique, scolastique, affairiste et carriériste qui nous suffoque.

— *L'enquête parlementaire*, où un groupe de gens sans aucune préparation, aux idéologies contradictoires, unanimes seulement dans leur soif de succès et leur arrivisme politique — identiques de l'extrême-droite à l'extrême-gauche —, étudie ce qu'il ne peut comprendre, puis fait voter l'assemblée des « politiciens », c'est-à-dire ceux qui devront être mis les premiers au rebut pour que la société humaine soit libérée.

— *L'action de la magistrature*, c'est-à-dire du corps dont le métier est d'appliquer un Code rivé à la tradition et à la dernière constitution, un Code qui vaut aussi bien pour le charardeur de quelques francs que pour ce fonctionnaire qui était le seul à avoir mis le nez dans l'affaire et avait rendu public, « en le volant », un document révélant que les doutes techniques concernant le barrage étaient fondés et anciens.

A des degrés divers, ce sont là des fumisteries. Elles bafouent non pas les morts, mais les vivants qui se tournent vers les partis et les journaux de toutes nuances et perdent toute conscience de leur propre sort.

Et maintenant, que faire du barrage ? C'est un autre problème que l'appareil de l'administration bureaucratique et démocratique ne pourra résoudre.

La digue n'a pas été renversée et l'ingénieur Semenza, s'il vivait, serait innocent du point de vue de son compartiment.

Le problème était, comme on le sait, celui de la stabilité des flancs de la vallée, lorsque la pression de l'eau fut portée d'un coup à 26 atmosphères.

Il n'y avait pas *d'alluvions* au fond de la vallée ? Quelle raison est-ce donc là ? Dans le torrent, le cours de l'eau était rapide et ne déposait donc pas d'alluvions ; mais il *érodait*, en créant au cours des siècles les conditions que les topographes soumièrent au pauvre Semenza. La paroi était donc friable, certainement perméable, disposée en couches dont certaines ont pu céder sous la pression, causant l'effondrement du Toc.

Les opérations successives de remplissage qui pouvaient fournir les éléments d'une vérification empirique, ont été effectuées sans contrôles ni ordres de l'Etat tout-puissant.

La digue était *trop haute*. La législation en cette matière devrait être amendée pour fixer une certaine hauteur maximale, disons cent mètres. Mais alors, la *rentabilité* de l'opération descendrait au-dessous de son *coût de production*. Horreur ! Le *monopole* subsisterait, mais le mode de vie de tous ceux qui dépendent de lui et se remplissent les poches serait remis en question (et il en serait de même si c'était l'Etat qui opérait directement). Le réformisme, et pas seulement en Italie, a pour devise à propos de la loi : sitôt votée, sitôt tournée.

Un vieil ingénieur que sa longue expérience met en mesure de comprendre la géologie, la topographie et la construction mécanique, a dit que la digue pouvait maintenant s'écrouler, car ce n'est plus de l'eau qu'elle contient désormais, mais une phase mixte d'eau et de terre (boue et vase), dont la poussée peut dépasser la pression prévue par suite de son poids spécifique plus élevé que celui de l'eau. Ici, il n'y a plus de modèle qui tienne ! Le cas est trop *indéterminé*, et même les calculatrices se déginglent.

Le bassin du Vaiont est maintenant divisé en deux par le formidable éboulement dont le volume dépasse celui de l'eau qu'il contenait et qui forme une colline émergeant d'une centaine de mètres du niveau de l'eau.

Mais le plus petit des deux lacs qui subsiste près du barrage, pourrait fournir la poussée dont parlait le vieil ingénieur. Tout dépend de la hauteur totale du mélange et de la densité de la vase qui va continuer à se *déposer*.

On va vider le bassin, non pas en défonçant la digue à coup de canons, mais au moyen de siphons sur le lieu des installations que la catastrophe a anéanties. On renonce ainsi à utiliser l'énergie potentielle que les turbines *exploiteraient* si elles fonctionnaient.

Nous ne croyons pas que le Conseil supérieur des Travaux publics ait pu décider que le barrage continuerait de servir de soutien pour former un lac alpin.

Ce bassin est un égout puant la mort, ce n'est pas un lac alpin. Les lacs se sont formés après l'époque glaciaire, entre les flancs de roches d'une profondeur abyssale, derrière un modeste barrage de moraine. L'aménagement des lacs, c'est la Mère Nature qui y a pourvu au cours de millions d'années, et non pas une Commission technique !

C'est certain, l'homme dominera la nature. Et il le fera grâce à une science, une technique et une administration qui ne se *prostitueront* à personne.

Mais avant de pouvoir plier la nature à nos besoins, nous devons avoir plié les sinistres forces sociales qui nous écrasent plus que des millions de mètres cubes de pierres tombales, et qui condamnent l'oracle des experts d'aujourd'hui à n'être rien d'autre que l'écho d'honoraires somptueux et de profits scandaleux. Ce ne sont pas les flots d'eau et de terre que nous devons endiguer, mais ceux de l'or répugnant.

Invariance de l'opportunisme

Notre parti s'est attaché à l'étude critique du mouvement prolétarien depuis plus de cent ans, en Europe et dans le monde, car c'est une tâche théorique indispensable à la résurrection d'une nouvelle Internationale. Cette étude, en cours d'élaboration pour le mouvement ouvrier français et italien, n'a pas un caractère historique ou académique. Elle n'a d'autre but que de démontrer *a posteriori* la validité de cette thèse fondamentale : *le marxisme est invariant, de même que le révisionnisme*. Nous voulons simplement que les leçons de plus de cent ans de luttes prolétariennes, que les leçons de trois ou quatre révolutions avortées et de deux révolutions vaincues (la Commune de Paris et l'Octobre russe) ne soient pas perdues pour le prolétariat et la révolution de demain. La méthode qui guide l'action du Parti révolutionnaire, la méthode que nous voulons appliquer ne peut être que celle de Marx et de Lénine : d'un côté la *théorie* révolutionnaire, de l'autre l'*expérience* de la lutte révolutionnaire du prolétariat. La reconstruction de la *théorie* marxiste ne peut donc être séparée de l'assimilation et de l'utilisation de l'*expérience* révolutionnaire.

LE REFORMISME

Nous pouvons examiner le réformisme dans le mouvement ouvrier français sous deux aspects : sous l'aspect *idéologique* et sous l'aspect de la *praxis politique*. Nous nous arrêterons d'abord sur ce second aspect.

LA PRAXIS POLITIQUE DU REFORMISME

Tout réformisme qui se respecte, tout réformisme parvenu à son expression *typique* présente une scission entre *théorie* (ou mieux *idéologie*) et *praxis politique*. Quand le mouvement ouvrier en arrive à la phase du réformisme accompli, le parti se scinde en *idéologues* d'un côté, et en *hommes politiques* de l'autre. Si la fonction du parti révolutionnaire est définie par la *théorie* et le *programme* de la *société communiste*, c'est que le marxisme n'est pas une *idéologie* du prolétariat, mais une *théorie* de la société humaine, une *science* du mode de production capitaliste et un *programme* de la société communiste. Le parti révolutionnaire voit dans ce que le prolétariat est ce que le prolétariat doit être ; et ce que le prolétariat doit être représente la disparition du prolétariat. L'*affirmation* du prolétariat comme classe dominante se muera en *négation* du prolétariat et en disparition des classes. Le parti révolutionnaire ne peut donc s'affirmer comme idéologie, comme superstructure du prolétariat ; le mouvement ouvrier ne peut imiter

de la société bourgeoise cette espèce de division sociale du travail, il ne peut se scinder en *idéologues* d'un côté et en *ouvriers* de l'autre ; cette division sociale du travail ne peut à son tour se réfléchir dans le parti pour le fractionner en *idéologues*, en *hommes politiques*, en *syndicalistes*, etc. Le point de départ du marxisme est la *critique de l'idéologie*, c'est-à-dire la *critique des formes de l'aliénation humaine* : aliénation religieuse (« La question juive »), aliénation juridique et politique (« Critique de la philosophie du droit de Hegel »), aliénation philosophique (« La Sainte-Famille », « L'idéologie allemande »), aliénation sexuelle (1), aliénation économique (« Le Capital »).

L'aberration suprême de tout opportunisme est donc la réintroduction de l'*idéologie* dans la collectivité unitaire formée par le parti. Elle aboutit à la destruction du parti par l'abandon de la théorie marxiste comme critique de l'origine de l'aliénation, comme critique de la séparation entre travail matériel et travail intellectuel. Et si nous descendons des hauteurs de l'abstraction théorique pour examiner l'histoire concrète du mouvement ouvrier, nous voyons cette aberration théorique prendre les formes concrètes de la trahison, de l'oppression, du massacre du prolétariat révolutionnaire par les partis réformistes. Considérer le réformisme sous ses deux aspects, idéologie et praxis politique, n'est donc pas un artifice de présentation, mais correspond à la réalité profonde du réformisme qui nie l'essence même du marxisme comme théorie révolutionnaire.

**

La *praxis politique* du réformisme en France est représentée, dans un premier temps, par P. Brousse, dans un second temps et dans une forme demeurée classique, par J. Jaurès. Le « Parti ouvrier » avait à peine eu le temps de se constituer après le congrès de Marseille en 1879, en adoptant un programme auquel Marx lui-même avait collaboré, que P. Brousse, un médecin ancien disciple de Bakounine, ouvrit au congrès de Reims, en 1881, la bataille de l'opportunisme contre le marxisme. Le discours de P. Brousse au congrès de Reims est considéré à juste titre comme l'expression typique du réformisme *dans toutes ses nuances* ; voici son passage classique : « Nous préférons abandonner le « tout à la fois » pratiqué jusqu'ici et qui généralement aboutit au « rien du tout », fractionner le but idéal en plusieurs étapes successives, immédiatiser en quelque sorte quelques-unes de nos revendications pour les rendre enfin possibles, au lieu de nous fatiguer à marquer le pas ou, comme dans le conte de Barbe-Bleue, de rester penchés sur les tours de l'utopie et de ne jamais rien voir venir de concret et de palpable »(2).

(1) Cf. Les trois articles de Marx dans la *Kölnische Zeitung* des 9 août, 15 novembre et 13 décembre 1842 ; in *Œuvres philosophiques*, Ed. Costes, Tome I, p. 11. Cf. également les *Manuscrits économico-philosophiques* de 1844, ainsi que l'*Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.

(2) Cité par S. Humbert, *Les Possibilistes*, Rivière, 1911.

Devant ces paroles prononcées en 1881, nous ne pouvons que répéter ce que Marx disait de l'économie politique : nous ne pouvons qu'observer que les manifestations *classiques* de toute idéologie sont aussi les *premières*. En effet, nous possédons là la définition classique de l'opportunisme, que l'opportunisme lui-même nous a donnée à sa naissance. L'arsenal de l'opportunisme y figure déjà au complet et dans sa pureté classique : le culte du concret (Gramsci), du palpable, de l'immédiat, du possible ; le mépris de la théorie marxiste qui s'enfermerait dans la tour d'ivoire de l'utopie, dans l'attente messianique de l'*impossible* révolution et de « l'impossible communisme » (Marx). On sait que J. Guesde s'empara de cette revendication du possible pour baptiser *possibilistes* les partisans de P. Brousse, puis de A. Millerand. On sait beaucoup moins que la polémique menée par Marx contre Ruge dans son premier article du *Vorwärts* en 1844, à propos de la révolte des tisserands silésiens, avait précisément trait à l'*immédiat*. Trente-sept ans plus tard, nous retrouvons le même mot dans la bouche de Brousse qui ne pouvait connaître la polémique entre Marx et Ruge, non point à cause de son ignorance, mais tout simplement parce que l'article de Marx ne fut republié pour la première fois qu'en 1902 par Franz Mehring (3). C'est donc seulement l'instinct de classe bourgeois qui a mis ce mot, *immédiatiser*, sur les lèvres de P. Brousse en 1881. De même, nous n'avons rien inventé lorsque nous avons défini comme *immédiatistes* tous nos ennemis, de droite ou de gauche, et nous n'avions pas besoin de retrouver ce mot dans le *Vorwärts* de 1844 ou au congrès de Reims de 1881 pour l'utiliser contre tous les ennemis du prolétariat. C'est l'instinct de classe prolétarien, c'est notre être marxiste qui nous a permis de retrouver ce terme classique pour étiqueter les opportunistes de toutes nuances. De toutes nuances. Car comment ne pas reconnaître dans ces mots : « nous voulons fractionner le but idéal en plusieurs étapes successives », la praxis politique de tous les ridicules cénacles faussement gauchistes, et en particulier le « programme transitoire » des soi-disant trotskystes ?

Abandonnons M. Brousse au congrès de Reims en négligeant pour l'instant la petite contribution qu'il apporta à l'idéologie du réformisme avec son livre de 1883, *La propriété collective et les services publics*. Après P. Brousse, la praxis politique du réformisme est représentée par A. Millerand. Millerand attaqua pour la première fois le marxisme dans son fameux discours de 1896 (fameux à la manière d'Erostrate, aurait dit Lénine), à la fin d'un banquet à St-Mandé. Dans ce discours, on trouve des affirmations de ce calibre : « Nous ne nous adressons qu'au suffrage universel », « A aucun moment nous n'oublierons qu'en même temps qu'internationalistes, nous sommes Français » (4). Nous savons déjà que nous avons affaire à des *réformistes pratiques*, à des *hommes politiques*. Millerand

(3) *Ausdem literarischen Nachlass von Karl Marx, Friedrich Engels und Ferdinand Lasalle*, 4 vol. Dietz, Stuttgart.

(4) Gaëtan Pirou, *Les doctrines économiques en France depuis 1870*, p. 28.

avait toutes les qualités de l'homme politique. Il répondait exactement à la définition de Lénine : un bersteinien *pratique*. La pratique de Millerand se manifesta dans ce fait politique qu'il accepta, le 23 juillet 1899, un portefeuille dans le cabinet Waldeck-Rousseau. Entre Millerand et J. Jaurès nous pouvons introduire, comme simple anneau de liaison, un *idéologue*. Il s'agit de M. Joseph Sarraute, qui publia dans la *Revue socialiste*, en 1900-1901, une série d'articles qui représentaient ni plus ni moins que la justification idéologique de ce que sera la praxis politique de J. Jaurès ; ce qui illustre historiquement cette séparation réformiste entre *idéologues* et *hommes politiques* que nous avons mise à la base de cette étude. Pour J. Sarraute, il y a deux socialismes, l'un et l'autre légitimes : le socialisme d'opposition et le socialisme de gouvernement. Le socialisme d'opposition est le socialisme d'« abstraction ». Mais lorsque les « circonstances » portent le parti socialiste au gouvernement, il doit rectifier et nuancer sa théorie abstraite. La théorie abstraite parle de la lutte de classe. Il est vrai, affirme Sarraute, que la lutte de classe existe : c'est un des aspects de la réalité. Mais un autre aspect de la réalité est que les classes peuvent collaborer. La conclusion de notre *idéologue* est la suivante : « le socialisme ne sera pas, il devient ». Observons tout d'abord que cette distinction entre socialisme *théorique* et socialisme *historique* est la même que celle qu'en 1914 Benito Mussolini, alors chef socialiste, opposa à la position de la gauche marxiste contre la guerre impérialiste. En second lieu, le raisonnement de Sarraute illustre l'astuce et la tortuosité du réformisme. Devant les réactions marxistes, il se replie sur la subtile distinction entre *théorie abstraite* et *réalité concrète*. La théorie est juste, c'est une belle chose, mais il faut tenir compte de la réalité. C'est le raisonnement même que tinrent à Berstein les représentants du « Centre » de Kautsky : certaines choses *ne se disent pas, mais se font*. Cette attitude typique du « Centre » de la Social-Démocratie constitue la quintessence de la praxis politique de J. Jaurès.

* *

Le manuel que nous avons utilisé (5) intitulé ainsi la cinquième partie de son premier chapitre : « La synthèse : Jaurès ». Une note bibliographique éclaire toutefois de quelle « synthèse » il s'agit. Parmi les livres consacrés à J. Jaurès, il en est un intitulé « Jaurès ou le conciliateur » (de G. Guy-Grand). On dirait le titre d'une farce de Labiche. Mais en réalité la farce Jaurès est la farce d'un parti socialiste qui n'est plus un parti révolutionnaire. La première chose que l'on dise de Jaurès c'est qu'il fut un homme « éloquent ». L'éloquence de Jaurès unit l'emphase d'un Hugo qui n'aurait pas traversé trois révolutions et qui n'aurait jamais connu l'exil, au lyrisme d'un Lamartine qui n'aurait pas risqué sa vie en 1848. Malgré ses défauts — ou plutôt grâce à ses défauts —, sans cette éloquence, jamais Jaurès n'aurait été un « homme politique » important.

(5) *Les doctrines économiques en France depuis 1870*, de Gaëtan Pirou, A. Colin, 1925.

Jaurès fut le *chef* de la S.F.I.O. Or, en force de la division du travail que nous avons indiquée, le *chef* d'un parti réformiste manifeste ses qualités propres en deux occasions précises : à la fin des congrès, et dans les phases culminantes des sessions parlementaires. A la fin des congrès pour *concilier* les courants ; dans les séances parlementaires pour *réconcilier* les membres du groupe parlementaire. Dans les deux cas, l'important est de concilier. Pour concilier, Jaurès se servait de *l'éloquence*. De même que Jaurès croyait être et passait pour être éloquent, il croyait être et passait pour être un *idéaliste*. L'idéalisme de Jaurès est défini par cette phrase, prononcée à ce qu'il semble par son éloquente bouche : « sur les sociétés humaines s'exerce, finalement prépondérante, la force attirante des sommets ». Tout comme les courants et les parlementaires, Jaurès conciliait cet « idéalisme » et un « matérialisme historique » nuancé. Après avoir concilié pendant les congrès, au parlement, l'idéalisme et le matérialisme, Jaurès concilia la démocratie et le socialisme, le « collectivisme » et l'idéalisme, le patriotisme et l'internationalisme, les syndicats et le parti. Socialisme et démocratie pouvaient être conciliés, car le socialisme est « le seul régime qui permette de porter à leur achèvement les principes de démocratie et de raison humaine » ; car « ce n'est qu'en socialisant cette propriété, en la faisant passer des capitalistes à la nation, que l'on achèvera la démocratie » (6). Il ne faut toutefois pas oublier que la statue de la Liberté se dressait dans le temple de l'éloquence jauréssienne, et que pour Jaurès chaque *individu* transporte avec lui cette statue, pour son propre usage et à toutes fins utiles. « Plutôt l'anarchie que le despotisme, quel qu'il soit ! », voilà le cri qui sort vraiment du plus profond de son cœur. Il s'agit donc de concilier l'individu et la société. Dans ce but, Jaurès écrivit un article dans la *Revue de Paris* en 1898, qu'il intitula « socialisme et liberté ». Mais concilier socialisme et liberté (individuelle) ne suffisait encore pas à Jaurès. Dans son « Esquisse d'une organisation socialiste » (7), il annonça sa découverte originale : le *collectivisme décentralisateur*. Celui-ci, écrivait M. Bourguin dont il sera question plus loin, « est certainement supérieur au collectivisme ordinaire... (parce qu'il permet) d'échapper partiellement à l'effrayante centralisation des fonctions économiques et laisse une place à l'initiative des producteurs » (8).

Nous ne pouvons pas ne pas rappeler qu'aujourd'hui encore « Socialisme ou Barbarie » veut laisser, non pas « une place », mais l'univers tout entier à l'initiative des producteurs, et que les syndicalistes de *La révolution prolétarienne*, en disciples orthodoxes de Jaurès, se contentent eux de la « place » dont ils ont reconnu récemment l'existence en Yougoslavie et... en Algérie. On ne peut en conclure qu'une seule chose : les forces « d'avant-

(6) Cité par Gaëtan Picon, Op. cit., p. 55.

(7) *Revue socialiste*, 1895-96.

(8) Cité par Gaëtan Pirou, op. cit., p. 55.

garde » françaises sont filles, légitimes ou adultérines, de Jaurès. Du moment que socialisme et démocratie peuvent être conciliés, il se pourrait bien, d'après Jaurès, que « dans cinquante ans, il y aura beaucoup de socialisme réalisé et, qui sait ? peut-être les socialistes seront-ils les derniers à s'en apercevoir » (9). En Italie, G. Saragat vient de constater la réalisation de la prophétie de Jaurès ! Mais malgré tout Jaurès est un révolutionnaire : si l'on touche à la démocratie, le *peuple* a le droit de s'insurger ! « Un peuple opprimé, exproprié, a le droit d'employer tous les moyens, sans exclure aucun moyen violent » (10). Thorez, moins lyrique cependant, dit la même chose. De même que le peuple opprimé peut utiliser la violence, la patrie en danger doit être défendue. Il en est ainsi car « l'idée de patrie tient ses racines au fond même de la vie humaine » (11). En outre, il y a patrie et patrie. Il peut également arriver que l'on ne doive pas défendre quelque insignifiante patrie. Il peut même arriver que l'Algérie, comme l'a prouvé Maurice Thorez, ne soit pas une *nation*. Mais la France, non ! « Ce serait un crime contre l'humanité que de rester indifférent à sa sécurité et à sa prospérité » ; « La France, et une France libre, grande, forte est nécessaire à l'humanité. C'est en France que la démocratie est parvenue à sa forme la plus logique : la République ; et si la France baissait, la réaction monterait dans le monde » (12). « Laissez-vous égorger la France ? », écrivait Mussolini en 1914 ! Traduisant son éloquence politique en politique éloquente, Jaurès pouvait proclamer en 1895 que les socialistes français revendiquaient eux aussi le retour à la France de l'Alsace-Lorraine : « Je ne sais si quelqu'un a oublié, mais ce n'est pas nous ! Nous sommes dans la nécessité douloureuse de dire : la Nation française est mutilée ! Nous n'oublions pas la blessure profonde reçue par la patrie parce qu'elle est en même temps une blessure profonde reçue par le droit universel des peuples ». De la même manière, Togliatti revendiqua Trieste pour l'Italie. Le 14 novembre 1910, Jaurès dépose sur le bureau de la Chambre une « proposition de loi sur l'organisation de l'armée ». Il s'agit d'une « armée nouvelle » servant à une « guerre défensive ». On sait que Jaurès fut assassiné par un militariste le 31 août 1914. Quelques jours après, la première guerre mondiale commençait. Or s'il est vrai que Jaurès fut assassiné à la veille de la guerre, il n'est pas moins vrai qu'il fut « optimiste » jusqu'au bout. La guerre, cette terrible catastrophe pour la « civilisation » sera évitée : les moyens indispensables pour éviter la guerre, selon Jaurès, éclairaient la nature de son « optimisme ». Ces moyens peuvent être ramenés à deux. Le premier est naturellement la démocratie. Les chiffres qui traduisent les progrès électoraux de la S.F.I.O. marquent, pour Jaurès, le progrès de la démocratie. En France, il y eut 52 élus socialistes à la Chambre en 1906, 76 en 1910 et 103 en 1914. Les candidats socialistes, qui avaient

(9) Ibidem, p. 59.

(10) Ibidem, p. 60.

(11) Ibidem, p. 62.

(12) *Dépêche de Toulouse*, 1893.

obtenu 870 000 voix en 1906, en obtinrent 1 400 000 en 1914. Il n'est pas inutile de rappeler qu'au même moment, en Allemagne, la Social-Démocratie recueillait 25 % des suffrages. Jamais la « démocratie » n'avait célébré ses triomphes comme dans ce tragique mois d'août 1914. Le second moyen indispensable pour éviter la guerre est, pour Jaurès, le *commerce*. Dans un discours prononcé à la Chambre le 20 décembre 1911 il énuméra précisément les raisons de son « optimisme », parmi lesquelles, à côté du développement croissant de l'organisation ouvrière (le développement croissant du groupe parlementaire socialiste), il plaçait « l'entrecroisement des relations commerciales et financières par-dessus les frontières, et la renaissance aux Etats-Unis du vieil idéal des puritains » (13).

Cette seconde condition ne s'était également jamais aussi bien réalisée qu'en août 1914. Ces deux conditions connues, les paroles de Jaurès au meeting de Lyon le 25 juillet 1914 perdent leur ambiguïté : « Il n'y a plus, au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation » (14). Cette chance, c'était l'action internationale du prolétariat. Le prolétariat des pays européens devait, selon Jaurès, s'employer à envoyer un nombre toujours croissant de députés socialistes au parlement, et ces députés socialistes devaient favoriser « l'entrecroisement des relations commerciales et financières par-dessus les frontières ». Voilà ce qu'était l'action internationale du prolétariat pour éviter la guerre !

Les faits doivent être tout simplement inversés. Les conditions qui, selon Jaurès, devaient permettre d'éviter la guerre furent les conditions qui rendirent la guerre *inévitabile*. Les causes premières de la guerre furent précisément « les relations commerciales et financières », la lutte pour la conquête des marchés et des zones d'influence. Une seule chose pouvait empêcher la guerre et la transformer en révolution socialiste : la force révolutionnaire du prolétariat. Cette force, la *démocratie* (les 103 députés socialistes) l'avait détruite. La conclusion, si elle n'est pas superflue, est facile à tirer. Les conditions de Jaurès pour garantir la paix, ce sont aujourd'hui les partis khrouchtchéviens qui les préconisent, avec les mêmes paroles que Jaurès, tout juste un peu plus triviales. La démocratie et la compétition pacifique des Khrouchtchev et Thorez sont au contraire les véritables et uniques causes qui rendent *inévitabile* une troisième guerre impérialiste. Aujourd'hui comme hier le communisme révolutionnaire n'a qu'une tâche. Celle de Lénine : reconstruire la force révolutionnaire du prolétariat, transformer la prochaine guerre impérialiste en révolution prolétarienne internationale.

L'IDEOLOGIE DU REFORMISME

Le réformisme ne peut posséder de *théorie*. Brisant l'unité entre théorie et praxis médiatisée par la forme parti, le réformisme transforme la

(13) Cité par Gaëtan Pirou, op. cit., p. 64.

(14) Ibidem, p. 64.

praxis révolutionnaire en activité parlementaire des députés socialistes, abaisse l'action révolutionnaire du prolétariat-classe du niveau du parti au niveau de la catégorie syndicale, détruit le marxisme comme théorie-science-programme en l'abandonnant aux intellectuels qui le transforment en *idéologie*. La division réformiste en idéologues et hommes politiques est le résultat du divorce entre théorie et praxis. Lorsque ce divorce est consommé, le parti réformiste est devenu une superstructure de la société bourgeoise à laquelle il adhère et dont il reproduit la division du travail. « La division du travail ne devient effectivement division du travail qu'à partir du moment où s'opère une division du travail matériel et intellectuel. A partir de ce moment la conscience *peut* vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente *réellement* quelque chose sans représenter quelque chose de réel » (15).

La division entre travail matériel et intellectuel atteint son sommet dans la société capitaliste : plus le capitalisme avance dans sa phase sénile, plus cette division s'approfondit, et s'approfondissant entre en putréfaction. La putréfaction ne concerne pas le travail matériel. Le travail matériel représente la « pratique existante ». Plus la « conscience » se sépare de la « pratique », plus la pratique peut retrouver en elle-même sa propre conscience totale. L'acte par lequel praxis et théorie s'unissent, l'acte par lequel la praxis rejoint la théorie et la théorie se retourne en praxis, c'est l'acte total de la révolution communiste. La putréfaction concerne au contraire le travail intellectuel précisément, la conscience aliénée qui s' imagine « qu'elle représente réellement quelque chose sans représenter quelque chose de réel ». Cette conscience aliénée est l'idéologie, la fausse conscience. Le marxisme est donc en premier lieu la critique de toute idéologie, la critique qui résoud l'énigme de l'histoire humaine en tant que séparation entre conscience et pratique existante, en tant qu'autonomie de la conscience vis-à-vis de la praxis, la critique qui ramène la conscience aliénée des hommes à la pratique réelle des hommes.

Mais ce n'est pas là tout le marxisme. Les bourgeois reconnaissent l'existence d'une évolution historique des idées, dont ils admettent qu'on peut l'expliquer par le bouleversement révolutionnaire de la praxis réelle des hommes. Mais les bourgeois soutiennent en même temps qu'un contenu *éternel*, commun à toutes les idéologies, demeure en permanence tout au long de l'histoire. Admettre cela, c'est admettre l'autonomie de la conscience face à la praxis, c'est affirmer l'éternité de l'idéologie comme forme de la conscience aliénée. Marx anéantit ainsi ce sophisme : « L'histoire de toute la société jusqu'à nos jours était faite d'antagonismes de classes, antagonismes qui, selon les époques, ont revêtu des formes différentes. Mais, quelle qu'ait été la forme revêtue par ces antagonismes, l'exploitation d'une partie de la société par l'autre est un fait commun à tous les siècles passés. Donc, rien d'étonnant si la conscience sociale de tous les siècles, en dépit de toute sa variété et de sa diversité, se meut dans certaines formes

(15) Marx et Engels, *L'idéologie allemande*, Ed. Soc., pp. 29-30.

communes, — formes de conscience qui ne se dissoudront complètement qu'avec l'entière disparition de l'antagonisme des classes » (16).

La forme commune à la conscience sociale de tous les temps est essentiellement la forme idéologique. Marx détruit l'argument bourgeois des idées éternelles (justice, liberté, égalité et Bentham) en le réduisant à cette tautologie : dans chaque siècle, l'idéologie est l'idéologie. Dans chaque siècle « l'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute consciemment, mais avec une conscience fautive. Les forces motrices véritables qui le mettent en mouvement lui sont inconnues, sinon ce ne serait point un processus idéologique » (17). Dans chaque siècle « dans toutes les sociétés de ce genre règne la *nécessité*, complétée et manifestée par le *hasard* » (18). La nécessité n'est autre que la pratique existante, qui se manifeste au travers du hasard précisément parce qu'elle n'est connue qu'au travers d'un processus idéologique, précisément parce que la conscience de la nécessité s'est aliénée et rendue indépendante dans l'idéologie. Plus la division entre travail matériel et travail intellectuel s'accroît et plus l'idéologie devient *pure*, plus les caractères du processus idéologique — *individuel, libre, autonome, fortuit* — s'emparent du travail intellectuel. Et dans le même temps le travail normal, la pratique existante, c'est-à-dire le *prolétariat*, représente toujours plus, séparés de la conscience, « le crime notoire de toute la société, la perte totale de l'homme » (19). Précisément parce que la nécessité est totalement séparée de la conscience, la conscience peut devenir nécessaire et la nécessité consciente : la conscience totale de la nécessité totale peut surgir car « la conscience est une chose que le monde *doit* s'approprier, même s'il ne le veut pas » (20). Cette conscience n'est « une chose que le monde *doit* s'approprier, même s'il ne le veut pas » parce que le monde, c'est-à-dire le prolétariat, est nécessité sans conscience et il ne lui peut correspondre qu'une *conscience nécessaire*.

« Sans doute, l'arme de la critique ne peut-elle remplacer la critique des armes, la puissance matérielle ne peut être abattue que par la puissance matérielle, mais la théorie aussi devient une puissance matérielle dès qu'elle s'empare des masses. La théorie est capable de s'emparer des masses dès qu'elle démontre *ad hominem*, et elle procède à des démonstrations *ad hominem* dès qu'elle devient radicale. Être radical c'est prendre les choses à la racine. Mais la racine pour l'homme, c'est l'homme lui-

(16) Marx et Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Ed. Soc., 1956, p. 47.

(17) Engels ; Lettre à Mehring ; 14 juillet 1893 ; in K. Marx et F. Engels, *Études philosophiques*, Ed. Soc., p. 139.

(18) Engels ; Lettre à Starkenburg ; 25 janvier 1894, Ibidem, p. 136.

(19) Marx ; *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, in « Sur la religion », Ed. Soc., pp. 54-56.

(20) Marx ; Lettre à Ruge ; septembre 1843.

même » (21). Nous avons affaire ici à une *critique* armée, à laquelle correspondent des *armes critiques* ; à une théorie radicale qui met à nu la racine des choses ; à la conscience de l'homme réel, car l'homme réel doit devenir conscient. « Les révolutions ont en effet besoin d'un élément *passif*, d'une *base matérielle* ». « Il ne suffit pas que la pensée tende à se réaliser, il faut aussi que la réalité tende à devenir pensée ». « Une révolution radicale ne peut être que la révolution des besoins radicaux » (22). Les besoins radicaux du prolétariat sont la passivité et la matérialité totales : ils tendent d'eux-mêmes vers une théorie radicale. Et une théorie radicale est indiscutable : elle n'existe pas pour être discutée, elle existe seulement pour se réaliser dans les besoins radicaux et pour les réaliser. Le parti révolutionnaire est la critique ou mieux, l'*arme* de la critique, et l'arme de la critique présuppose la critique par les armes ; le parti est la théorie ou mieux, la théorie radicale, et la théorie radicale saisit les choses à la racine. D'autre part : les besoins du prolétariat sont des besoins radicaux et par là même tendent à une théorie radicale. Le parti est donc la forme qui médiatise ce processus dialectique ; ce mouvement de la pensée qui tend à se réaliser parce que la réalité doit tendre elle-même à devenir pensée ; ce mouvement de la théorie vers les besoins radicaux et des besoins vers la théorie radicale ; ce mouvement de la conscience vers la nécessité et de la nécessité vers la conscience ; ce mouvement de la *forme* vers la *force* et de la *force* vers la *forme* ; ce mouvement du communisme vers le prolétariat et du prolétariat vers le communisme. Ce n'est donc pas le parti qui a engendré ce mouvement, mais ce mouvement qui engendre le parti. Le parti ne s'est pas imposé à l'histoire, mais l'histoire impose le parti. Le parti est le médiateur du mouvement dialectique réel entre théorie et praxis, entre conscience et pratique existante, entre communisme et prolétariat. *Tout ce qui ne passe pas par cette médiation est étranger à ce mouvement.*

**

Le réformisme ne détruit pas ce mouvement : il détruit, momentanément, cette *médiation*, il détruit momentanément le *parti*. Mais le mouvement, devenu souterrain, engendre toujours de nouveau la médiation du parti. Nous avons déjà vu pour l'essentiel comment se produit cette destruction réformiste du parti révolutionnaire : au travers de la séparation entre théorie et praxis, au travers de la dissolution de l'unité entre théorie et praxis que le mouvement dialectique entre théorie et praxis, entre conscience et nécessité, entre forme et force, entre communisme et prolétariat crée continuellement par la forme médiatrice du parti.

Toutefois, le but de cette étude est d'analyser les manifestations phénoménologiques de l'essence constante du réformisme. Nous avons déjà vu

(21) Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, in *Sur la religion* ; Ed. Soc., p. 50.

(22) *Ibidem*, pp. 51-52.

quels sont les résultats de la séparation entre théorie et praxis pour ce qui concerne la praxis politique du réformisme en France entre 1881 (congrès de Reims) et 1914. Ils peuvent être ainsi synthétisés : pour le réformisme, la révolution prolétarienne est une *révolution sociale à âme politique*. Le niveau le plus élevé que puisse atteindre le réformisme est le niveau de Robespierre : « C'est ainsi que Robespierre ne voit dans la grande pauvreté et la grande richesse qu'un obstacle à l'avènement de la pure démocratie » (23). Mais comme le niveau de Robespierre a été atteint une fois pour toutes dans l'histoire en 1792 ; comme la révolution sociale à âme politique, c'est-à-dire la révolution bourgeoise, est déjà accomplie, le réformisme se réduit, précisément, aux réformes nécessaires pour élever le social au niveau du politique, la société au niveau de l'Etat, se bornant à introduire le prolétariat dans l'Etat existant. Le but définit les moyens : pour atteindre ce but, le but essentiel de la révolution bourgeoise, le moyen, le point de départ, est l'Etat. Pour introduire le prolétariat dans l'Etat, il faut partir de l'Etat existant. Le mouvement réel qu'exprime le réformisme est donc le mouvement de l'Etat à la société, de la société à l'Etat existant : en tant que médiateur de ce mouvement, le parti se transforme de révolutionnaire en réformiste.

Le mouvement réel que nous avons rappelé plus haut est au contraire le mouvement de l'isolement de la communauté humaine (prolétariat) vers la réappropriation de la communauté humaine (communisme) ; de l'homme séparé de la nature humaine (prolétariat) vers l'union de l'homme à la nature humaine (communisme). « La nature humaine est la véritable communauté humaine » (24). Ce mouvement est médiatisé par le parti révolutionnaire. Ce mouvement s'accomplit et se manifeste dans une *révolution politique à âme sociale*, dans la révolution communiste. « La révolution en général, c'est-à-dire le renversement du pouvoir existant, et la désagrégation de l'ancien état de choses, est un acte politique. Mais, sans révolution, le socialisme ne saurait se réaliser. Il a besoin de cet acte politique, dans la mesure où il a besoin de destruction et de désagrégation. Mais dès que commence son activité organisatrice et que se manifeste, en même temps que son but propre, son âme personnelle, le socialisme se débarrasse de son enveloppe politique » (25). Le but, « la nature humaine, la véritable communauté humaine » est défini par le point de départ, « l'isolement du prolétariat de la communauté humaine », de même que le but de la révolution bourgeoise, « la communauté politique, la démocratie pure de Robespierre », est défini par le point de départ de la bourgeoisie, « l'isolement bourgeois de la communauté politique ». Nous espérons avoir évité toute confusion mystique en ce qui concerne le mouvement réel du prolétariat

(23) Marx ; *Gloses marginales de critique à l'article « Le roi de Prusse et la réforme sociale, signé : un prussien », Vorwärts*, août 1844, in *Œuvres philosophiques*, Ed. Costes, Tome V, p. 232.

(24) Marx ; *Vorwärts*, 10 août 1844, *Ibidem*.

(25) *Ibidem*, p. 244.

vers le communisme et la médiation de ce mouvement par le parti. Nous reviendrons sur ce point dans la conclusion de cette étude. Il s'agit maintenant d'examiner l'idéologie du réformisme en France, entre 1881 et 1914.

* *

Pour l'idéologue réformiste, donc, le mouvement prolétarien va de l'Etat à la société et de la société à l'Etat existant : la communauté à laquelle le prolétariat doit être intégré est la communauté politique, c'est-à-dire l'Etat. Comme l'idéologue réformiste se place dans cette perspective et considère le prolétariat sous cet angle-là, il ne peut manquer de lui paraître que, dans l'ensemble, le spectacle est passablement grossier : il lui faut donc conclure que sa mission propre, spécifique, sa mission de représentant du travail intellectuel et de l'« esprit », consiste à ennoblir et à élever ce grossier spectacle. Ces prolétaires grossiers qui luttent pour leurs intérêts de catégorie et pour être intégrés à l'Etat, ils ont besoin d'idéaux plus nobles pour lesquels combattre. Naturellement, seul l'intellectuel est en mesure tout à la fois d'élaborer ces idéaux et d'y faire participer le prolétariat. Après avoir ainsi considéré le prolétariat et après avoir ainsi défini sa propre mission, il est naturel que l'intellectuel, non seulement se croie autonome, mais clame son autonomie aux quatre vents et exige en premier lieu des partis réformistes qu'ils la lui reconnaissent formellement.

La première tâche de l'idéologue consiste donc à enrichir le mouvement ouvrier et le socialisme de nouveaux idéaux, à enrichir ce qu'il croit être le marxisme « pour en élargir les fondements et en assouplir les méthodes », comme le dit élégamment notre auteur de manuel, M. Gaétan Pirou. Le prolétariat, transformé par l'idéologue pour son propre usage, lutte seulement pour des buts économiques de catégorie et, dans le domaine politique, afin de s'intégrer à l'Etat. Comme il s'agit « d'élargir les fondements » du socialisme, il faut ajouter aux fondements économiques et politiques des fondements « éthiques », « esthétiques », « rationnels » et « juridiques ».

* *

En France, le développement du réformisme idéologique commence quatre ans après la première apparition, timide mais classique, du réformisme pratique au congrès de Reims. En 1885 en effet, Benoît Malon fonde la *Revue socialiste* et la *Société d'Economie sociale*. Si la *Société* n'eut qu'une vie éphémère, la *Revue socialiste* fut l'arène idéologique dans laquelle le réformisme français fit ses essais les plus courageux et qui annonçaient, dans le domaine idéologique, la dégénérescence politique de la S.F.I.O. Nous avons déjà vu que J. Jaurès y publia, en 1895-96, son « Esquisse d'une organisation socialiste » où il lançait sa formule fort originale du « collectivisme décentralisateur ». Toutefois Jaurès ne fut idéologue qu'à temps perdu : il cultiva l'idéologie comme la cultivent aujourd'hui Khrouchtchev, Togliatti ou Thorez : comme hobby. Pour faire carrière dans l'idéologie, il est précisément nécessaire d'être idéologue et non pas homme politique ; dans tous

les cas, alors comme aujourd'hui les *spécialistes de l'idéologie* ne manquaient pas : leur nombre était réglé — il l'est toujours — par la « loi » de l'offre et de la demande.

Du point de vue strictement professionnel, Benoît Malon fut un piètre idéologue : son seul mérite idéologique fut de fonder la *Revue socialiste*. Comme l'idéologie représente la division entre travail matériel et travail intellectuel à l'état pur, il n'est pas étrange que cette division se reproduise à son tour dans le domaine de l'idéologie. Toute revue *idéologique* (c'est-à-dire 99,99 % de toutes les revues culturelles) *doit* nécessairement être fondée de quelque manière. La figure du fondateur est nécessaire à la revue idéologique comme lui sont nécessaires les caractères typographiques, le papier et les ressources financières. A part son œuvre de fondation de la revue, Benoît Malon écrivit un livre : « Le socialisme intégral », qu'il eût mieux fait d'intituler « L'intégration du socialisme ». L'intégration du socialisme était en fait représentée par ces fondements « éthiques », « esthétiques », « rationnels » et « juridiques » que nous avons déjà énumérés. Il faut « ennoblir la lutte » de classe du prolétariat au moyen de ces idéaux, voilà le leit-motiv de Malon. Concentrons donc notre attention sur ces idéaux.

Dans cette période historique (1881-1914) les idéaux « esthétiques » sont le monopole quasi-exclusif du syndicalisme révolutionnaire et de ses *idéologues* : Ed. Berth et Georges Sorel. Lukacs n'était pas encore né, ou plutôt il faisait alors de l'idéologie esthétique à l'usage de la bourgeoisie allemande et de la noblesse hongroise. Quoi qu'il en soit, les « Dialogues socialistes » d'Edouard Berth, « œuvre de jeunesse », ont leur place ici. Dans ce livre, Berth imagine « une série de conversations et de discussions entre quatre jeunes gens « d'esprit curieux, de conscience inquiète » : un philosophe, un poète, un néo-chrétien et un socialiste ». Le caractère grotesque de l'œuvre ne découle pas tellement de la thèse de Berth : « le socialisme est la seule théorie capable de fournir au monde moderne l'esthétique et la morale dont il a besoin » (26) ; il découle de la prétention d'en convaincre « un philosophe, un poète, un néo-chrétien ». Dans cette prétention il y a déjà toute cette foi en l'autonomie du travail intellectuel dont nous avons parlé. Et il est bien évident que la conséquence logique de cette autonomie ne peut être que la *politique culturelle* de Gramsci et des partis « communistes » actuels en France comme en Italie. Les fondements « éthiques » et « rationnels » du socialisme, intégration et enrichissement de l'aride matérialisme historique de Karl Marx, sont définis par MM. Charles Andler, L. Deslinière, G. Renard. Dans l'introduction à sa thèse sur « Les origines du socialisme d'Etat en Allemagne », Ch. Andler rejetait *sic et simpliciter* le terme même de « socialisme scientifique ». Le socialisme est un *idéal*, pas une science. Le socialisme est « un essai de reconstruction totale de la société avec des éléments moralement régénérés, reconstruction que la démocratie précède et prépare, mais qui est bien plus que la démo-

(26) Gaëtan Pirou ; op. cit., p. 17.

cratie achevée » (27). Il nous suffit de noter le caractère illuministe, évolutif et donc individuel de la conception de M. Andler. Les conclusions qu'en tirent MM. Deslinière et G. Renard ne peuvent manquer d'être intéressantes. Pour Deslinière, il faut « *convertir* au collectivisme ceux qui hésitent à lui donner leur adhésion : non pas seulement les ouvriers, mais les ingénieurs, les savants, les artistes et tous les hommes de cœur » (28). Pourquoi est-il nécessaire de « *convertir* » au « *collectivisme* » les ingénieurs, les savants, les artistes et tous les hommes de cœur ? Parce que le socialisme est un *idéal*, pas une science ! Les idéologues ont décidément une foi étrange, non seulement en leurs nobles personnes, mais aussi en cette mesquine partie de l'humanité que constituent les hommes non idéologues : ils ne se contentent pas de croire qu'ils sont ce qu'ils déclarent être, ils supposent aussi que les hommes les jugeront sur ce qu'ils disent. Georges Renard, « adressant une série de lettres à un jeune homme pour lui expliquer ce qu'est le socialisme », nous explique sans le vouloir ce profond mystère que constitue la profonde attention que les idéologues accordent aux « ingénieurs, aux savants, aux artistes et à tous les hommes de cœur ». « Fondé sur la raison et non sur l'histoire, idéaliste et non matérialiste, le socialisme va s'épanouir en une philosophie laïque, démocratique et libérale » (29). « L'égalité civile et politique, même lorsqu'elle est inscrite dans les codés et les constitutions, n'est pas réelle tant que subsiste l'inégalité économique » (30).

Tous ces *idéaux* finissent donc dans la *démocratie*, comme tous les psaumes finissent en gloria ; la démocratie finit dans l'Etat ; et une fois parvenus à ce point, une fois parvenus à l'*Etat démocratique* on voit s'éclaircir enfin le mystère de l'attention portée aux « ingénieurs, aux savants, aux artistes et à tous les hommes de cœur ». Ces *hommes de cœur* ne sont rien d'autre que les fameuses classes moyennes chères à Thorez et à Togliatti : l'attention qu'on leur porte est sans doute *idéale*, mais l'idéal à atteindre n'est pas douteux non plus : des voix aux élections. Des élections au droit il n'y a qu'un pas, ou mieux : les élections fondent le droit. Et voici le champ libre pour l'élaboration des fondements « juridiques » du socialisme. M. Deslinière était sans doute un idéologue pénétrant : il savait que la première parmi les qualités de l'idéologue est l'amour pour « les précisions ». La précision atteinte par son livre : « Application du système collectiviste », dont nous avons pourtant déjà pu admirer la pénétration, ne devait pas lui sembler suffisante. Aussi devait-il, « poussant plus

(27) Ch. Andler ; *La civilisation socialiste* ; Rivière ; 1911.

(28) *L'application du système collectiviste* ; Librairie de la Revue socialiste ; 1899.

(29) G. Renard ; *Paroles d'avenir* ; Société nouvelle de Librairie et d'Édition, 1904.

(30) G. Renard ; *Discussions sociales d'hier et de demain* ; Librairie scientifique et philosophique.

loin encore les précisions », donner au monde « en plusieurs petits volumes » un *Projet de Code socialiste* (31).

Mais ce n'est pas tout. Dans les années 1903-1906, déjà, s'était développé en France (et ailleurs) une « doctrine du socialisme juridique ». Laissons à Gaëtan Pirou, notre auteur de manuel, la périlleuse tâche de définir cette doctrine : « Tel que le comprenait A. Mater, le socialisme juridique consistait à montrer que, sans révolution violente, par une simple interpénétration du droit actuel, les revendications essentielles du socialisme pourraient recevoir satisfaction. Quant à E. Lévy, ses ingénieuses et suggestives analyses tendaient à mettre en relief les croyances que traduisent et expriment les règles du droit, à souligner que les transformations de ces croyances entraînent à leur suite l'évolution du droit, à montrer que les croyances, et donc les droits des travailleurs, sont destinés à triompher des croyances et des droits des capitalistes. Le droit actuel apparaissait ainsi comme déjà tout pénétré de socialisme et comme s'en imprégnant chaque jour davantage » (32).

Nous le savons déjà. Le prolétariat, selon les idéologues, doit être intégré à l'Etat. Mais ça ne suffit pas. En s'intégrant à l'Etat le prolétariat est tenu d'observer toutes ces règles de la bonne société civilisée, évoluée, évolutive et évoluant que jamais aucune classe de l'histoire n'a observées, la bourgeoisie moins que tout autre. Face à la doctrine du « socialisme juridique », du « socialisme constitutionnel » des Jaurès et des Kautsky, des Khrouchtchev, des Thorez et des Togliatti, le prolétariat n'a même pas besoin d'affirmer les caractères spécifiques de sa propre révolution : il lui suffit d'affirmer sa détermination de porter cette révolution à terme. Il n'est pas nécessaire d'affirmer ici que la révolution bourgeoise est une révolution sociale à âme politique alors que la révolution prolétarienne est une révolution politique à âme sociale. Il n'est pas nécessaire de clarifier comment et pourquoi le prolétariat est révolutionnaire : il suffit de dire que le prolétariat révolutionnaire est révolutionnaire et qu'en tant que tel il fera des codes et des constitutions bourgeoises autant de chiffons de papier à jeter au feu.

« Quand on a la chance de réussir une révolution, on peut pendre ses adversaires, mais non les condamner. En tant qu'ennemis vaincus, on peut s'en débarrasser, mais on ne peut les juger comme criminels. Une fois accomplie la révolution ou la contre-révolution, on ne peut appliquer aux *défenseurs* de ces mêmes lois les lois abrogées... La question de savoir, qui, de la Couronne ou de l'Assemblée nationale, était dans son droit, est une question historique... Ce Code Napoléon que je tiens en main n'a pas produit la société bourgeoise moderne. Au contraire, la société bourgeoise, née au XVIII^e siècle et développée au XIX^e siècle, trouve simplement dans

(31) Giard, 1908.

(32) Gaëtan Pirou ; op. cit., p. 36.

le Code une expression légale. Dès que ce Code ne correspond plus à l'état social, ce n'est plus qu'une balle de papier. » (33).

Voilà ce que Marx dit et écrit la seule fois où il eut affaire au *droit* en position d'accusé et de coupable. Marx eut affaire au droit en une seule autre occasion, non plus comme coupable, mais comme accusateur. Il s'agissait de la fameuse affaire Vogt, dont Marx fit fort bien de s'occuper (contrairement à l'opinion de Mehring lui-même). Cette affaire et la manière dont Marx la résolut nous sont aujourd'hui encore fort utiles, pour ce qui concerne non seulement l'attitude de Marx à l'égard du droit, mais surtout les accusations portées par Vogt contre Marx et qui se rapportaient à la conception marxiste du parti (distinction entre parti formel et parti historique). Nous reviendrons sur cette question en une autre occasion. Pour l'instant, c'est l'attitude de Marx à l'égard du droit qui nous intéresse. Comme on sait, le tribunal prussien repoussa la contre-accusation de Marx contre Vogt. Marx définit ainsi, dans son *Herr Vogt*, l'attitude non pas de l'individu Marx, mais du parti historique face au droit :

« Où est donc la motivation de l'ordonnance de rejet ? Où est la réponse à la plainte très détaillée de mon avocat ? Voici : « III. Or, il ne semble pas que, dans le cas présent, il y ait erreur juridique. »

Si nous biffons la négation ne-pas, nous avons : « Or, il semble que, dans le cas présent, il y ait erreur juridique ». L'ordonnance de la cour d'appel serait dès lors démolie. Elle ne tient debout que si nous maintenons la négation ne-pas, dont l'introduction a permis à M. von Schlickmann de rejeter au nom de la cour suprême la plainte de M. le Conseiller de justice Weber.

Ne-pas ! M. von Schlickmann ne réfute pas les considérants juridiques développés par mon avocat, il ne les discute pas, il ne les mentionne même pas. M. von Schlickmann avait naturellement assez de motifs justifiant son ordonnance, mais il ne les indique pas. Ne-pas ! la force probante de cette négation vient uniquement de l'autorité, de la situation hiérarchique de la personne qui l'emploie. Elle ne prouve rien en et par elle-même ! Ne-pas !

C'est ainsi que la cour suprême me défendit de porter plainte contre le démocrate F. Zabel. Et c'est ainsi que finit mon procès avec des tribunaux prussiens » (34).

Le prolétariat révolutionnaire réduit donc tous les codes, toutes les lois, toutes les constitutions de la société bourgeoise à ce « petit mot » : NICHT ! Le point d'exclamation qui l'accompagne, « sa force probante », la force probante qui transforme « rien » en « tout », « zéro » en « l'infini », « dépend exclusivement de l'autorité, de la position hiérarchique de celui qui la prononce ». Et cette autorité, cette position hiérarchique fonde sa capacité à se transformer d'idéale en réelle, de préjugé en droit, sur l'ar-

(33) *K. Marx devant les jurés de Cologne*, Ed. Costes, pp. 21, 22 et 27.

(34) *Herr Vogt*, Ed. Costes, Tome III, pp. 69-70.

mée, sur les armes, sur la police, sur les prisons, sur le gibet, sur la guillotine et sur la chaise électrique : SUR LA FORCE DE L'ETAT BOURGEOIS. Que cela soit jeté à la face juridique des socialistes juridiques, à la face constitutionnelle des socialistes constitutionnels, à la face de Khrouchtchev, de Thorez et de Togliatti : à la face juridique des avocats des procès-purges de 1936, de 1937 et de 1938, à la face juridique des assassins de Zinoviev et de Kamenev, de Radek et de Preobrajenski, de Boukharine et de Trotsky : à la face constitutionnelle des assassins du prolétariat espagnol et polonais, allemand et hongrois, russe et chinois.

Pour ce qui concerne M. Deslinière et son projet de *Code socialiste* « en plusieurs petits volumes », il suffit d'observer que sa théorie du droit socialiste n'est autre que celle du grand accusateur public des procès de Moscou, du bourreau juridique, le menchevik Vychinski. Et il suffit d'opposer au *droit socialiste* des Deslinière et des Vychinski, des Khrouchtchev, des Thorez et des Togliatti, l'introduction au premier code de la République russe socialiste fédérative des Soviets :

« En édictant des codes, le gouvernement prolétarien qui implante le socialisme ne veut pas faire de ces codes quelque chose d'établi pour une très longue durée ; il ne veut pas créer des codes éternels ou des codes qui auraient à subsister pendant des siècles, il ne veut pas imiter la bourgeoisie qui tend à consolider son autorité à l'aide de pareils codes éternels qui, en réalité, ont subsisté (comme par exemple le code prussien de 1794 à 1900) ou continuent à subsister plus d'un siècle (comme par exemple le code français de 1804, ou autrichien de 1811)... Le gouvernement prolétarien construit ses codes comme toutes ses lois d'une façon dialectique ; il les construit d'une façon telle que chaque jour de leur existence abolisse la nécessité de leur existence en tant que loi d'Etat ; il pose comme but à ces lois de rendre ces lois inutiles... L'autorité prolétarienne a nettement conscience que ses codes ne doivent pas être éternels, qu'ils sont créés seulement pour un temps de passage de courte durée, qu'elle tend passionnément à réduire de toute façon. Mais ce temps de passage est inévitable, il est impossible de s'en passer, on peut tâcher de le diminuer par certaines mesures, mais il est impossible de sauter par-dessus » (35).

Nous voici revenus à l'opposition entre révolution communiste, révolution politique à âme sociale, et révolution bourgeoise, révolution sociale à âme politique, opposition que rappelait déjà Marx dans son article du *Vorwärts* de 1844 contre le « prussien ». Le « prussien » qui n'était autre que Ruge, immédiatiste avant la lettre, précurseur de P. Brousse. De Ruge à Brousse, de Brousse à Jaurès, à Kautsky, à Khrouchtchev, à Togliatti, à Thorez, *l'invariance du révisionnisme* se manifeste pleinement par-delà les variations de détail. Et de 1844 à 1917, de 1917 à aujourd'hui, *l'invariance du marxisme* est représentée par la persistance de ce mouvement

(35) A. Sojhbarg, *Le premier code des lois de la République Russe Socialiste Fédérative des Soviets*, Pétrograd, 1919. Introduction, pp. 3-4 (Ed. française.)

entre théorie et praxis, entre conscience et nécessité, entre pensée et réalité, entre communisme et prolétariat qui atteint son *unité* dans la forme médiatrice du parti : mouvement réel, tantôt souterrain, tantôt jaillissant dans les flammes de la révolution totale, dans la flamme de la Commune et de l'Octobre russe.

Les idéologues veulent « élargir les fondements du socialisme » en enrichissant l'aride matérialisme économique de Marx de nouveaux *idéaux* éthiques, esthétiques, rationnels et juridiques. Nous avons déjà vu quel est le contenu réel de ces idéaux. Mais les idéologues, dont on a vu qu'ils accusent les marxistes, par la bouche classique de P. Brousse, de s'enfermer dans la tour d'ivoire de l'utopie, s'adonnent pour leur propre compte à de véritables exercices de *science-fiction*. C'est ce qui leur arrive lorsqu'il s'agit de passer des contenus idéaux aux « contenus économiques » du socialisme. Et cela leur arrive car lorsqu'ils essaient de transporter dans le futur les caractères économiques du socialisme, un étrange quiproquo se produit : cette économie socialiste future n'est rien d'autre que la projection dans le futur de l'économie capitaliste. Ainsi, les idéologues du réformisme peuvent au moins s'attribuer le mérite d'être les inventeurs authentiques de la *science-fiction*.

Les idéologues, partout et toujours, affectent le plus grand mépris pour l'utopie et les utopistes. Cela n'a rien de mystérieux. Le défaut de l'utopie c'est de manquer du sens du concret ; mais si l'utopie possède une grande qualité, c'est son sens de l'abstrait. Or, quel est le verbe révélé, le dogme trinitaire de l'idéologue sinon qu'il faut s'occuper uniquement de sa propre époque. On comprend alors fort bien que l'idéologue ne puisse voir le passé ou le futur qu'au travers des verres colorés du présent. Et les verres idéologiques sont colorés par les idées dominantes, par les institutions dominantes, par la classe dominante. L'utopie ne peut donc être que désagréable et offensante pour l'idéologue. Pensez !, l'utopie a le courage de concevoir le passé et le futur sur un modèle qui diffère du présent ! Ce n'est pas seulement là une aberration pour l'idéologue, c'est une offense à sa noble personne. Tandis que les idéologues, couverts d'honneurs, pourvus de charges et d'argent, coulent des jours heureux, les utopistes non seulement passent de la misère à la prison, mais menacent directement par leur seule existence cette vie heureuse, ces honneurs, ces charges et cet argent. Il est donc naturel que l'idéologue, chez lequel l'instinct ecclésiastique pousse de profondes racines, excommunie l'utopie du règne intellectuel comme les prêtres banissent l'hérésie de l'Eglise. La catégorie idéologique par excellence est la catégorie du *possible*. Mais cette catégorie demeurerait abstraite si elle ne s'insérait dans l'*existence* concrète de l'idéologue. Pour l'idéologue n'est possible que ce qui existe ; seul le présent est possible. L'existence, en réalité constitue toujours une *détermination* et est par là même *déterminée, nécessaire* ; mais pour l'idéologue le présent est possible parce que la vertu spécifique de l'idéologue, comme nous l'avons vu, consiste précisément à lui courir après. La course de l'idéologue derrière le

présent ne peut être qu'une course haletante, angoissée ; la possibilité existentielle ne va pas sans une certaine dose d'*angoisse*.

De même que s'approfondit l'abîme entre travail matériel et travail intellectuel, de même que l'idéologie devient idéologie pure, de même l'angoisse existentielle de l'idéologue s'accroît. Pensez ! L. Deslinière écrit en plusieurs petits volumes, en 1908, un Code socialiste. Ce Code socialiste trouve en 1936 les prisons, les avocats, les pelotons d'exécution nécessaires à sa réalisation. De Deslinière à Vychinski, l'*angoisse* idéologique ne peut qu'augmenter ! En 1900 Jean Jaurès théorise le socialisme comme forme accomplie de la démocratie ; en 1946 Thorez devient Vice-Président du Conseil de la République Française. De Jean Jaurès à Thorez, l'*angoisse* augmente ! Voyons maintenant comment, en 1900, les idéologues du réformisme français, faisant œuvre de science-fiction, projetèrent le capitalisme dans le futur en le baptisant « socialisme », et nous ferons cette découverte : la science-fiction réformiste de 1900, la projection dans le futur du capitalisme représente la quintessence du « socialisme » russe ! Comment l'angoisse pourrait-elle ne pas augmenter ? L'angoisse augmente, car la transition de Jaurès à Thorez, de Deslinière à Vychinski, de l'économie du réformisme au « socialisme russe » est constituée par le massacre du prolétariat dans deux guerres impérialistes, par le massacre du prolétariat chinois et espagnol, polonais, allemand et hongrois, par les procès-purges de Staline. L'angoisse des idéologues contemporains n'est pourtant pas engendrée par ces faits en eux-mêmes, mais par le *souvenir* de ces faits : c'est une angoisse de la mémoire. Entre 1926 et 1956, en réalité, les idéologues contemporains n'étaient pas très angoissés : ils célébraient leur triomphe en dansant sur les cadavres. Leur angoisse naît de l'écroulement du stalinisme ; de l'écroulement du *droit*, de la *Constitution*, de l'*économie* de Staline. Ils s'interrogent avec angoisse sur le futur et ne peuvent oublier le passé. Pour se faire pardonner leurs fautes, il leur reste la possibilité de les confesser : mais leurs fautes sont *inconfessables* parce qu'elles sont *impardonnables*. Ne pouvant se *confesser*, les idéologues font ce qu'ils ont toujours fait : fuyant avec angoisse le vent perfide, ils courent avec angoisse derrière le présent. Ils *fondent* de nouvelles revues où ceux qui, hier, dansaient sur les cadavres, essaient de traduire d'une façon ou d'une autre l'optimisme angoissé et l'angoisse optimiste. Pour pouvoir être éliminée, cette *angoisse idéologique* doit atteindre son paroxysme, son expression la plus pure : l'angoisse doit se transformer en peur, en terreur ; alors seulement elle sera éliminée. Le prolétariat libérera les idéologues de l'angoisse en débarrassant la terre des idéologues angoissés.

En attendant l'angoisse doit croître. Nous tenterons de contribuer à ce résultat en décrivant l'étrange alchimie par laquelle le socialisme de science-fiction des idéologues réformistes de 1900 est devenu la science-fiction du socialisme des idéologues khrouchtchéviens de 1963.

(La fin de cette étude au prochain numéro.)

SOCIALISME

ET SYNDICALISME

DANS LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

III

LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE LE REFORMISME (1)

La C.G.T., l'Internationale et la guerre

Le trait le plus saillant de cette période où le syndicalisme révolutionnaire lance ses derniers feux, c'est le rôle d'*avant-garde* qu'il joue, mais dans le sens le plus étroit du terme : petit corps détaché du gros de la troupe. Cette position n'est pas seulement due à l'impatience des militants d'arriver rapidement aux grandes situations révolutionnaires, mais à leur vision totalement faussée de la révolution sociale, qui n'est pas l'initiative d'une poignée de militants conscients traînant derrière eux une masse inavertie, mais l'irruption colossale, sur la scène politique, d'une multitude de couches sociales avançant des revendications diverses, auxquelles seuls les révolutionnaires peuvent donner des réponses.

Les syndicalistes révolutionnaires avaient une foi aveugle dans l'efficacité des « minorités agissantes », ne se souciant guère d'analyser la portée des revendications ouvrières ni de déterminer leur rapport plus ou moins étroit ou éloigné avec le programme révolutionnaire du prolétariat. Dans la période qui va de 1906 à la guerre, les ouvriers français ont déclenché des grèves nombreuses et imposantes qui témoignaient d'une grande combativité, mais de revendications à caractère limité. Les mouvements contre les bas salaires et la journée de travail trop longue ne pouvaient être convertis, par la seule volonté d'une poignée de militants exaltés, en autant d'assauts révolutionnaires. La révolution n'est possible que lorsque toute la société est en crise, et que plusieurs classes se mettent en mouvement, ébranlant le bloc conservateur qui va du grand capital à la petite bourgeoisie et aux couches favorisées du prolétariat. Les syndicalistes révolutionnaires étaient à ce point obnubilés par leur volontarisme qu'ils ont

(1) Pour les premiers chapitres de cette étude, le lecteur est prié de se reporter aux numéros 22, 23, 24 et 25 de notre revue.

par exemple tout particulièrement encouragé les grèves des chemins de fer, parce qu'elles paralysaient l'industrie et, à leurs yeux, pouvaient « créer » le climat révolutionnaire propice à la grève générale. Cette tactique facilitait la répression, épuisait militants et ouvriers, amenuisait les cadres syndicaux durement frappés par les gouvernements « républicains » des radicaux (2). De plus elle renforçait l'évolution opportuniste du socialisme en détournant quantité de ses éléments sains « d'actions directes » aussi mal utilisées.

Au cours de sa « belle époque », de 1902 à 1909 en gros, le syndicalisme révolutionnaire a obtenu des résultats positifs, tels l'unité syndicale, les luttes du premier mai pour la réduction de la journée de travail, l'agitation contre la guerre, l'anti-militarisme et l'anti-colonialisme. Son volontarisme ne pouvait cependant suffire à coordonner des mouvements, souvent sporadiques et dispersés, en une vigoureuse progression prolétarienne. Les mêmes raisons qui avaient assuré le succès du syndicalisme révolutionnaire au détriment du socialisme parlementariste faisaient maintenant obstacle à l'unification des agitations ouvrières à l'échelle nationale et à plus forte raison internationale. Dans plusieurs pays d'Europe et en France, les masses ouvrières avaient mené des luttes énergiques ; mais tandis que le syndicat était impuissant à les unifier et à les dépasser dans une offensive politique unique que seul le parti aurait pu conduire, ce dernier aurait opposé sa force d'inertie et sa mauvaise volonté à toute volonté révolutionnaire qui se serait manifestée.

Le fait est particulièrement visible quand on considère le travail international de la C.G.T. De toutes les sections dirigées par le lourd et somnolent secrétariat syndical international contrôlé par la Social-Démocratie allemande, la C.G.T. française était la seule à réclamer des actions de classe internationalement coordonnées et à vouloir porter les luttes sur un autre terrain que celui des discours et de l'activité parlementaires. Dès la constitution de l'organisme syndical international, les délégués français s'étaient heurtés à la majorité, qui avait repoussé leurs propositions concernant l'anti-militarisme et la grève générale. Le Bureau syndical international était un organisme purement administratif considérant que les questions théoriques n'étaient pas de son ressort, mais de celui des partis socialistes déjà sérieusement minés par l'opportunisme. Après s'être abstenue durant quelques années de participer à des travaux désormais sans

(2) Cet aventurisme favorisait la provocation, la corruption et le mouchardage. En octobre 1898 se préparait une grande grève des cheminots. La déclaration de la grève, tenue « secrète » par le comité organisateur, était connue une demi-heure après la décision par le ministère de l'Intérieur, qui fit intercepter toutes convocations et correspondances adressées au personnel des chemins de fer : 135 ouvriers ou employés seulement furent en grève pendant trois jours. Une grave suspicion de trahison pesa sur les dirigeants cheminots. Le conseil d'administration du syndicat dut démissionner. (Dolléans ; op. cit.).

objet, la C.G.T. reprit les contacts avec l'organisation syndicale internationale en 1908, sans réussir à l'influencer, car l'activité de celle-ci se limitait à des correspondances internationales et à des communications sur les conditions de travail dans les divers pays, et son esprit bureaucratique et petit-bourgeois était tel qu'elle n'avait que dédain pour la section française en raison de la modicité des cotisations qu'elle versait.

Cette mesquinerie donne un certain relief à la violence des dirigeants du syndicalisme français qui furent en tête du mouvement pour la journée de huit heures et déclenchèrent, sur cet objectif, une agitation sans précédent en France. Le premier mai 1906 une formidable grève sema la panique dans la bourgeoisie dont le représentant, Clemenceau, fit occuper militairement Paris dans la crainte d'une insurrection. Il ne s'agissait pourtant que de réduire la journée de travail, revendication qui en elle-même ne constituait pas une menace sérieuse pour le capitalisme français. Mais cette réaction des classes dirigeantes était parfaitement conforme à la prévision de Marx concernant les conséquences démesurées de toute action massive du prolétariat « dans les pays de vieilles civilisations, ayant une structure de classe très développée, des conditions modernes de production, pourvus d'une conscience morale dans laquelle toutes les idées traditionnelles ont été dissoutes au moyen d'un travail séculaire » (3). Cette réaction terrifiée et haineuse révélait la vraie nature de la démocratie française, le véritable visage de sa grande bourgeoisie toujours hantée par le souvenir des journées révolutionnaires de Paris, de sa petite-bourgeoisie toujours servile devant le grand capital, de sa paysannerie et de ses rentiers conservateurs. En dépit de toutes leurs fautes, ce premier défi de la période contemporaine aux classes possédantes de ce pays restera à l'actif des syndicalistes de la C.G.T.

« Nous sommes isolés dans l'Internationale, disait Griffuelhes, mais c'est parce que nous la dépassons », et il était bien vrai que les syndicalistes révolutionnaires étaient placés en pointe par rapport à la plupart des sections de l'Internationale. Il s'agissait alors de lutter contre la menace de guerre qui pesait déjà sur toute l'Europe. Comme nous le verrons plus loin, l'attitude du mouvement ouvrier d'Europe occidentale face à cette menace était bien différente de celle de Lénine après l'éclatement du conflit. Les socialistes et syndicalistes d'Occident ne voyaient pas que la guerre appelait et favorisait l'intervention révolutionnaire du prolétariat ; pour eux, l'unique question était de « faire reculer » la bourgeoisie dans ses volontés belliqueuses. Les congrès internationaux invoquaient bien le déchaînement de la révolution au cas où les capitalistes « commettraient la folie » de déclencher le massacre : mais c'était surtout une clause de style. Les partis socialistes étaient absorbés dans le train-train quotidien de la société bourgeoise du temps de paix qui leur donnait l'illusion d'avoir un « poids » : c'est pourquoi ils ne pouvaient souhaiter davantage que stopper la marche à la guerre et en même temps s'imaginaient le pouvoir, contre toute réalité.

(3) *Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 14.

Cela revenait (comme dans la position actuelle des faux communistes de Moscou) à attribuer le militarisme et ses conséquences sanglantes aux ambitions des chefs d'Etat, aux querelles dynastiques, aux manœuvres occultes de groupements financiers, tous facteurs de conflits qui sont eux-mêmes le fruit inévitable (Lénine l'a montré dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*) de toute l'économie fondée sur l'exploitation de la force de travail et l'échange mercantile des produits.

En dépit de leurs formulations révolutionnaires, les syndicalistes se plaçaient sur la même plateforme (4) : ils n'entendaient pas *devancer* la guerre impérialiste grâce à l'intervention révolutionnaire du prolétariat international, mais la faire reculer par des pressions judicieuses et répétées sur les gouvernements bourgeois. Du moins, quand ils parlaient de grève générale en cas de guerre, étaient-ils bien convaincus qu'elle éclaterait, ce qui était rarement le cas des socialistes. Pendant quelques années avant 1914, la C.G.T. organisa une propagande anti-militariste très active et réussit à deux ou trois reprises des manifestations de masse contre la menace de guerre imminente. Sous une répression permanente, elle avait mul-

(4) Dumoulin (qui devait lutter courageusement contre l'Union Sacrée au cours de la guerre, passer ensuite au réformisme de l'équipe à Jouhaux et finir lamentablement dans le paternalisme syndico-ministériel de Vichy) a souligné les causes de cette position dans une brochure âpre et lucide de 1918 (*Les syndicalistes français et la guerre*) reproduite par Rosmer dans son livre *De l'Union Sacrée à Zimmerwald*. Dumoulin traçait un sombre tableau du contraste qui existait entre la *volonté* révolutionnaire des syndicalistes et les moyens dérisoires qu'ils possédaient. Après l'éviction des hervéistes, il existait deux « écoles » à la tête de la C.G.T. Celle de Merrheim (des Métaux) soucieux d'étudier les problèmes économiques, les trafics d'influence, les manœuvres des cartels, les causes possibles du conflit qui couvait. L'autre, celle de Griffuelhes « ...avec Jouhaux comme phonographe, critiquait la première. Cette science, ce savoir lui déplaisait. Suivant la théorie du moindre effort, ceux qui étudiaient sont traités de petits-bourgeois, de secs doctrinaires, d'irréalistes. Dans le cénacle de l'ancien secrétaire confédéral, on préfère vivre une politique de couloirs et donner à la C.G.T. les allures d'un petit gouvernement. Toute l'action confédérale contre les trois ans se ressentira de cette politique dont l'unique ressource était d'impressionner « l'opinion publique » à coups de meetings disposés en séries régionales. Le gouvernement confédéral espérait ainsi contraindre le gouvernement bourgeois à renier ses mauvais desseins. La « masse ouvrière » devait être impressionnée par l'apparence d'une force, quitte à ne jamais montrer sa faiblesse pour le cas où il aurait fallu agir. Les orateurs de meetings abritaient leur ignorance derrière le succès factice des discours creux et ronflants, tandis que les syndiqués s'amusaient de ne rien comprendre à la guerre qui venait. Evidemment, c'est cette politique qui dominait la C.G.T. » (op. cit., pp. 525-526).

tiplié les protestations, les meetings, les tracts, écrivant sans doute la meilleure page de sa brève histoire mais, en dépit du paradoxe, une page *politique*.

Cet effort rencontra un écho au congrès de Stuttgart de 1908 où fut présentée une motion préconisant la grève générale en cas de guerre (5). Elle devait être reprise au congrès suivant par la fameuse motion Keir Hardie (Angleterre) et Vaillant (France) déposée « à titre personnel », et restera comme expression de la jonction entre le rôle révolutionnaire du prolétariat français dans le passé et celui des prolétariats plus jeunes qui bientôt devaient prendre sa relève. Chez Vaillant, dernier survivant notoire de la période des Communards, qui a trempé dans toutes les compromissions électorales du parti socialiste unifié, la tradition glorieuse de 1871 jette ses dernières lueurs ; Lénine et Rosa Luxembourg qui inspirent un alinéa de la résolution finale de Stuttgart annoncent les générations marxistes de l'Octobre révolutionnaire russe : « Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils (les représentants de la classe ouvrière) ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser immédiatement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et *précipiter la chute de la domination capitaliste* » (6). Discrètement, la relève des Communards par les Bolcheviks se prépare.

La Seconde Internationale minée par l'opportunisme était à l'agonie, mais cette agonie fut dramatique, car entre les congrès internationaux qui dénonçaient la préparation à la guerre avec une inquiétude grandissante, une polémique dure et serrée se poursuivait dans les Partis socialistes. À l'encontre de ce qui s'est passé à la veille de la seconde guerre impérialiste de 1939-45 où tout était clair et joué d'avance avant le premier coup de fusil, où la trahison du communisme moscovite était patente et délibérément consommée en pleine paix à grands coups de slogans patriotiques et démocratiques, où les « arguments » théoriques des renégats consistaient en une pure et simple lacération des pages d'histoire écrites par le prolétariat international, russe en particulier, en 1907, en 1912, en 1913, personne encore (7) ne s'attend à une capitulation sur toute la ligne des organisations ouvrières devant la guerre. Si les leaders socialistes cherchent en vain dans

(5) « Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre, le congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports, etc...) ainsi que l'agitation et l'action populaires sous leurs formes les plus actives » (Cité par Rosmer ; op. cit., p. 45).

(6) Reproduit par Zévaès ; op. cit., p. 336.

(7) Lénine même fut surpris de l'étendue de la trahison de la Social-Démocratie et en fut malade durant une semaine, avant de se mettre résolument au travail pour la nouvelle Internationale.

leur « bagage » politique ou dans leur foi militante des « réponses » à la situation complexe. ce n'est pas parce que le programme socialiste ne contient pas déjà ce que le prolétariat doit faire contre la guerre mondiale capitaliste, mais parce que, gangrénés par la lâcheté opportuniste, ils ne savent plus le lire.

En France, ironie du sort, c'est Jaurès, le républicain, le démocrate, l'idéaliste qui est pour la riposte à la guerre impérialiste par la grève générale. Il ne renonce pas à ses illusions réformistes, mais son instinct de vieux lutteur l'avertit de la proximité du massacre ; il veut jouer le tout pour le tout : « Guerre à la guerre », écrit-il, et il le paiera de sa vie. Bebel, le cerveau de l'Internationale et le successeur d'Engels, développe avec minutie et sévérité tout ce qui est inapplicable dans la formule « grève-générale-riposte-à-la-guerre » et tout ce qui y heurte le « bon sens » réaliste. La propagande anti-militariste, dit-il, renforcerait, dans les cercles militaires allemands, le parti de la guerre, « qui est encore faible et n'est pas influent dans les cercles gouvernementaux » et qui « salue avec plaisir une tendance qui affaiblit l'adversaire éventuel ». La Social-Démocratie allemande, ajoute-t-il, combat en Allemagne le militarisme sous toutes ses formes, mais ne peut se laisser imposer des « méthodes de combat qui pourraient être dangereuses pour le développement du parti et peut-être même pour l'existence de ses organisations ». La véritable cause de cette hostilité aux moyens radicaux de lutte contre la guerre, et à la grève générale en particulier, apparaît dans toute sa sordide platitude quand Bebel s'écrie : « Voyez notre Liebnecht qui est accusé de haute trahison parce qu'il se prononce contre la guerre », trahissant l'abdication des sociaux-démocrates devant l'*opinion publique* dont elle a trop longtemps sollicité les votes.

Infatigable propagandiste des années 1880, véritable fondateur du parti socialiste en France, défenseur de la mémoire révolutionnaire des communards contre une amnistie « avec circonstances atténuantes », Guesde qui a si souvent cloué au pilori la cupidité crapuleuse et criminelle des classes et gouvernements *patriotiques* ne tient pas un autre langage que Bebel. Il déploie toute la scolastique à laquelle s'est réduit son marxisme : les nations sont des réalités, une étape considérable sur la voie de l'humanité ; l'internationalisme est dangereux s'il fait perdre de vue que chaque prolétariat a un devoir *national* : celui de faire la révolution sociale *chez lui*. De plus, puisque Bebel a nettement affirmé que les socialistes allemands défendraient éventuellement leurs frontières contre la Russie (et ils ont raison, dit Guesde, de défendre « leur » socialisme contre le panslavisme féodal (8)), les socialistes français ne peuvent laisser croire que, si la France était attaquée, ils « la désarmeraient et la livreraient ». Chaque parti socia-

(8) L'ironie fut que, par la suite, les socialistes français se retrouvèrent dans la guerre aux côtés de la féodale Russie et combattirent la « socialiste » Allemagne.

liste était enfermé dans son « devoir national » et ses misérables préoccupations électorales, mieux que dans les murs d'une prison.

« On ne peut plus dire aux ouvriers et paysans qu'ils n'ont plus de patrie » (9), ose écrire Guesde, lançant le crachat de l'opportunisme sur la formule impérisable du *Manifeste* de 1848. C'est là l'aveu formidable de la faillite que les partis socialistes doivent à la déviation parlementariste : on avait accepté l'inclusion des élections dans le programme ouvrier pour mieux armer le prolétariat en vue du renversement du pouvoir bourgeois ; on défend désormais ce pouvoir pour conserver le droit de vote !

Avec le recul il est aisé de voir que la partie contre la guerre impérialiste était perdue. Au point où était tombé le socialisme, il ne pouvait être question, comme le voulaient les révolutionnaires, de retourner contre la bourgeoisie l'offensive des classes qu'un demi-siècle de paix internationale avait corrompues et désarmées. Il fallait avant tout sauver le « fil conducteur » du marxisme révolutionnaire et préparer la riposte ouvrière des lendemains du massacre. Seule une poignée de militants échappa au reniement général des principes et au carnage des consciences révolutionnaires, plus terrible encore, et plus lourd de conséquences que la destruction massive des vies humaines. En oraison funèbre au syndicalisme révolutionnaire défunt, nous devons lui rendre cette justice : il sortit de son sein quelques hommes qui maintinrent la liaison entre la tradition passée et la révolution de l'avenir et surent répondre « présents » à l'appel de la maigre cohorte qui appelait désespérément le prolétariat à remplir sa mission révolutionnaire.

1914 : FAILLITE GENERALE DES PARTIS ET DES SYNDICATS

De l'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, au 2 août, date à laquelle l'Allemagne envahit la Belgique, ouvrant les hostilités de la première guerre impérialiste mondiale, les événements vont très vite. Le mécanisme des alliances constituées ouvertement ou en secret (10) depuis des années, au feu de conflits

(9) « On pouvait le leur dire en 1848. On ne le peut plus aujourd'hui. Depuis que le suffrage universel a été mis dans sa main comme une arme, le prolétaire a une patrie, et s'il n'en jouit pas, c'est sa faute. Les usines, les mines, les chemins de fer, tout lui appartient ; mais il n'a pas su faire l'effort nécessaire pour entrer en leur possession. Lui dire qu'il n'a pas de patrie, c'est encore lui mentir : il en a une. Seulement, trompé par les manœuvres de la bourgeoisie, égaré par l'abstention anarchiste, il s'est refusé jusqu'ici, en prenant le pouvoir, à rentrer dans sa propriété » (reproduit par Zévaès ; op. cit., p. 332).

« Rentrer dans sa propriété » ! Voilà jusqu'où sont tombés les défenseurs d'une doctrine qui entend libérer l'humanité de toutes ses chaînes, et notamment de la propriété des moyens de production.

(10) L'alliance politique de la France avec la Russie de 1891 se transforma bientôt en un pacte militaire resté secret jusqu'à ce que la révolution prolétarienne d'Octobre

incessants a été finalement mis en branle par l'ultimatum du 23 juillet de l'Autriche à la Serbie et rien ne l'arrêtera plus, car ce sont d'immenses forces de classe et les contradictions explosives du capitalisme parvenu à son stade impérialiste qui l'animent, et non pas des volontés mauvaises, fussent-elles celles des gouvernants. Or ce que les forces de classe ennemies du socialisme déterminaient, seules des forces de classe révolutionnaires bien décidées et internationalement organisées auraient pu l'empêcher, ce qui ne fut pas le cas, car en dépit de sa force apparente, le mouvement ouvrier de la phase relativement pacifique de 1871-1914 n'était nullement trempé, en Europe occidentale du moins, pour la bataille révolutionnaire suprême.

On connaît le film des événements : la Serbie, soutenue en sous-main par la Russie, n'a cédé qu'en partie à l'ultimatum autrichien : le 28 juillet, l'Autriche lui déclare la guerre. Le 30 juillet, c'est la mobilisation générale russe ; le 31, le double ultimatum de l'Allemagne à la Russie et à la France ; le 1^{er} août, la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie ; le 2, l'invasion de la Belgique, le 3 la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, le 4 la rupture de l'Angleterre avec l'Allemagne. Comme l'a constaté l'historien du mouvement ouvrier en France pendant la guerre, A. Rosmer, toute cette bourgeoisie européenne se jetait d'autant plus allégrement dans la guerre qu'elle croyait stupidement qu'elle était le moyen de conjurer les « méfaits du socialisme » alors que les résultats, bien prévisibles pourtant, furent exactement inverses. Tant il est vrai que les victoires du capitalisme ne sont jamais le fruit de l'habileté de ses hommes d'Etat, mais de la faiblesse du prolétariat qui s'exprime dans les trahisons retentissantes de ses chefs les plus écoutés.

Aussi foudroyants qu'ils aient été, ces événements n'étaient ni imprévisibles, ni imprévus, puisque depuis la première crise marocaine de 1905, les rivalités impérialistes étaient allées s'aggravant, les conflits et les crises internationales se multipliant, de l'anexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche à la suite de la révolution turque de 1908 aux guerres balkaniques de 1913, en passant par la seconde crise marocaine de 1911 qui avait provoqué le resserrement de l'alliance impérialiste de la France avec la Russie et l'Angleterre et par la guerre italo-turque de 1911-12.

Non seulement ils étaient prévisibles, mais ils avaient été prévus à la fois par les socialistes de tous les pays et par les anarcho-syndicalistes des pays latins. Pourtant, tout se passa comme si le mouvement ouvrier avait été pris au dépourvu ; et il le fut, en effet, parce que s'il avait prévu les événements, il n'avait prévu ni la nature ni les moyens d'une véritable riposte prolétarienne. C'est ce qu'attestent tous les témoignages de ceux qui vécurent cette terrible crise sans eux-mêmes tomber dans les ignobles excès du social-patrio-

l'exhume des archives tsaristes. En échange des quelques milliards de francs-or des bas de laine français qui lui avaient été offerts en prêt par la très démocratique République française, Alexandre III promettait des millions de moujiks pour le carnage impérialiste à venir. Ce sont ces mêmes accords que le très pacifiste Nikita Khrouchtchev a eu le front de célébrer, lors de son voyage de 1960 à Paris, comme le premier exemple historique de la « solidarité franco-russe » contre le militarisme allemand !

tisme de tant d'ex-socialistes et d'ex-anarcho-syndicalistes, par exemple le syndicaliste E. Dolléans écrivant dans son « Histoire du mouvement ouvrier » : « Le sentiment le plus général est la résignation. Ces hommes qui partent, la guerre les a dessaisis d'eux-mêmes ; ils ne s'appartiennent plus ; ils s'abandonnent à *une divinité implacable*. La guerre est venue si brutalement que ceux qui, depuis 1911, et même depuis 1906, la voient approcher ne peuvent croire à sa réalité. Jusqu'à la dernière semaine, certains jusqu'au dernier instant, ils ont gardé le secret espoir que la catastrophe pourra être évitée. Sur eux, la guerre déferle comme une lame de fond. » C'est aussi le syndicaliste révolutionnaire Monatte s'écriant : « Nous avons été impuissants et les uns et les autres. La vague a passé, nous a emportés » ; ou l'autre syndicaliste, Merheim, réformiste lui, et qui sympathisera plus tard davantage avec les menchéviks qu'avec les bolchéviks : « Nous étions complètement désemparés, complètement affolés. Nous n'étions pas nombreux qui osions alors (maintenir la continuité du mouvement syndicaliste) car, à ce moment-là, la classe ouvrière soulevée par une formidable crise de nationalisme, n'aurait pas laissé aux agents de la force publique le soin de nous fusiller, elle nous aurait fusillés elle-même ». C'est surtout, dans l'ingénuité de la vision individualiste anarchisante, le cri de Péricat : « Je n'ai qu'un reproche à me faire... c'est, étant anti-patriote, anti-militariste, d'être parti comme mes camarades au quatrième jour de la mobilisation. Je n'ai pas eu, quoique *ne reconnaissant pas de frontières ni de patrie, la force de caractère* (sic, c'est nous qui soulevons) pour ne pas partir (sic !). J'ai eu peur, c'est vrai, du peloton d'exécution... Mais là-bas, sur le front, je disais : « Comment est-il possible que moi (sic !) anti-patriote, anti-militariste, *moi qui ne connais que l'Internationale* (sic !), je vienne donner des coups à mes camarades de misère et peut-être pour mourir contre *ma propre cause, mes propres intérêts* (sic !) pour des ennemis ».

Non seulement ce n'est pas le « manque de caractère » d'un, de plusieurs, ni même d'une multitude d'individus qui explique quoi que ce soit, mais le problème lui-même ne consiste pas du tout à savoir pourquoi les individus s'étaient soumis à l'ordre de mobilisation (11) mais tout au contraire comment la classe prolétarienne a pu se trouver incapable de faire obstacle à la guerre.

A cela, il n'y a qu'une seule réponse, la vieille réponse de Marx : « *La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien* ». Alors l'impuissance du prolétariat français et européen de 1914 apparaît pour la seule chose qu'elle ait réellement été : la preuve de la faillite révolutionnaire de toute la génération prolétarienne grandie en Occident — et tout particulièrement en France entre 1871 et 1914, de toute la génération qui s'était reconnue et exprimée

(11) Péricat donne lui-même la réponse à cette question, prouvant à quel point la revendication bourgeoise d' « autonomie » de l'individu (nous ajouterons : à *plus forte raison* celle d' « autonomie » de toute une classe !) est sottise et illusoire. Il a seulement le tort de juger ces raisons en *moraliste*, dans une opposition inconsistante et vide de l'attitude idéale du « héros » qu'il ne fut pas et de l'attitude prosaïque qui devait fatalement être celle du plus grand nombre, de la masse !

dans deux courants aussi désastreux l'un que l'autre, parce qu'aussi inaptes l'un que l'autre, à s'élever à la hauteur des exigences de la lutte à l'époque impérialiste : le *socialisme* tombé dans le crétinisme parlementaire et la rêverie pacifique, et le *syndicalisme révolutionnaire* qui n'avait jamais su qu'élargir à toute la classe la revendication d'*autonomie* que les anarchistes posaient pour l'individu, dans la tradition de l'individualisme et de l'illumination bourgeois, sans s'apercevoir que pour *pouvoir* « obéir seulement à ses lois propres » (sens exact du terme) il fallait d'abord avoir *matériellement* triomphé de la loi ennemie incarnée dans les institutions de l'Etat bourgeois, sans s'apercevoir, donc, que la revendication prolétarienne était non pas l'« autonomie » au sein de la société bourgeoise, mais l'abolition révolutionnaire de cette société, ou en d'autres termes que *la lutte de classe était une lutte politique*. C'est faute d'avoir compris cela que tant de gens, comme l'athée E. Dolléans, ont pu parler de « divinité implacable » à propos de la guerre, dont les racines terrestres — sociales — sont pourtant si évidentes, tant il est vrai que la notion du divin n'est jamais que le produit de l'aliénation sociale des hommes !

Tous ceux qui ont assisté à cette débâcle sans passer eux-mêmes ouvertement et totalement à l'ennemi ont à l'unisson déploré la contradiction criante qui se fit universellement jour entre les paroles et les actes, les interventions déclarées et les résultats, voire les attitudes passées et celles du moment ; mais ils n'ont pas compris que cette contradiction flagrante n'était que l'expression d'une contradiction autrement profonde et dépassant de beaucoup les personnes de quelques chefs renégats ou paralysés : la contradiction entre les exigences objectives de la lutte prolétarienne de l'époque impérialiste et la représentation *subjective* que les écoles dominant alors le mouvement ouvrier se faisaient des buts et des moyens de cette lutte.

Comment cela s'est manifesté, on le sait ; mais il faut souligner tout de suite que l'absurde solution imaginée historiquement par le syndicalisme révolutionnaire pour assurer en toutes circonstances son « autonomie » à la classe prolétarienne — le divorce entre mouvement syndical et mouvement politique — fut la faillite la plus retentissante de toutes.

Dans le camp politique, on vit l'ex-intransigeant Guesde (qui n'avait pourtant pas ménagé ses sarcasmes au « socialisme ministérieliste » d'un Millerand quelques années plus tôt) passer ouvertement à la bourgeoisie en entrant dans le gouvernement d'Union sacrée. Dans sa *Faillite de la II^e Internationale*, Lénine a bien montré qu'une telle attitude (qui ne fut malheureusement pas l'apanage des seuls socialistes français) laissait intacts l'honneur et la validité du socialisme marxiste, puisqu'elle était en contradiction totale avec tous ses enseignements et ses directives. A propos de Guesde en particulier, il notait que la faillite de sa *tendance* n'avait rien de surprenant puisque depuis longtemps « on la voyait mourir sous les yeux de tous dans la revue guesdiste *le Socialisme* où éclatait l'absence de vie, d'aptitude, de capacité à prendre une position indépendante sur aucune question d'importance » (Op. cité, Ed. Sociales 1953, p. 40) et ceci en réponse à tous ceux qui s'abritaient derrière les « grands noms » du passé pour esquiver l'accusation de trahison

aux devoirs socialistes que leur assenaient les gauches marxistes de Russie et d'Allemagne, Lénine en tête.

On vit également éclater l'inconsistance de ce démocratisme petit-bourgeois incarné par la tendance jauressiste (admise dans le parti socialiste lors de la fatale fusion de 1905), inconsistance que la mort tragique de son leader, assassiné par un patriote fanatique, n'a malheureusement que trop dissimulée derrière l'auréole du martyr. C'est devenu un lieu commun que de célébrer le « courage » et l'« activité dévorante » de ce tribun dans les derniers jours à la fois de la paix et de sa propre vie. En réalité, cette activité se limite aux seules formes connues des socialistes occidentaux : le discours et l'article de type parlementaire, et les démarches dans les coulisses du pouvoir. Qu'il suffise de citer le discours de Vaise, prononcé le jour même où est connu en France l'ultimatum autrichien, aussi nébuleux dans la perspective que dans les directives : « Je dis que nous avons contre nous, *contre la paix*, contre la vie des hommes, *des chances* terribles et contre lesquelles il faudra que les prolétaires de l'Europe tentent les efforts de solidarité suprême qu'ils pourront tenter » : langage de député, non d'organisateur du prolétariat. Autre échantillon, l'article de *l'Humanité* du 31 juillet : « Le grand danger est dans *l'énervement qui gagne, dans l'inquiétude qui se propage, dans les impulsions qui naissent de la peur, de l'incertitude aiguë, de l'anxiété prolongée*. A ces paniques folles, les foules peuvent céder, *il n'est pas sûr que les gouvernements n'y cèdent pas*. Pour résister à l'épreuve, il faut aux hommes des nerfs d'acier, une *raison* ferme, claire et calme » (c'est nous qui soulignons partout) : langage de doctrinaire idéaliste, non de révolutionnaire. Au lieu de l'appel à la lutte révolutionnaire, *l'invocation au calme* ; la guerre présentée non comme le triomphe d'une classe sur une autre, mais de la « folie » sur la « raison » abstraites et éternelles ; les causes de la guerre supposées être dans les « états d'âme » de foules et d'individus, et non dans les contradictions matérielles d'où naissent ces « états d'âme » ; la conclusion que les « nerfs d'acier » sont le meilleur obstacle... à la mobilisation générale !

Outre cette activité politique au grand jour, Jaurès se prodigue en démarches auprès des ministres, car aux yeux d'un démocrate parlementaire comme lui, les instances suprêmes de l'Etat sont aussi les instances suprêmes de l'histoire. Des ministres lui promettent que, comme il le demande, le gouvernement français fera pression sur la Russie pour la dissuader de déclencher le conflit et Jaurès les croit. La mobilisation générale de la Russie, le 30 juillet, le détrompe et le 31, il tente une « suprême démarche » en faveur de la paix en tentant de voir le président du conseil, en compagnie d'une délégation socialiste. Mais il suffit que le président se dérobe pour que cette dernière « chance historique » tombe ! A quoi tiennent les destinées humaines dans la vision parlementariste. Il ne restait plus alors à Jaurès et à sa délégation qu'à proclamer devant un simple sous-secrétaire d'Etat sa volonté de « continuer la campagne contre la guerre », fidèle à la conception parlementariste de l'histoire qui veut que tout dépende de « l'opinion » ...et des « campagnes » par lesquelles on la forme. La réponse du sous-secrétaire était prophétique, puisqu'elle se vérifia le soir même : « C'est ce que vous n'oserez pas, car vous seriez tué au prochain coin de rue ».

Que les illusions de Jaurès sur le rôle des hommes providentiels dans l'histoire (sous la forme du député démocrate intègre et intransigeant) et sur les raisons qui déterminent la paix ou la guerre capitalistes aient été celles d'une masse d'hommes et certainement aussi de prolétaires, c'est ce qu'atteste cette éloquente description d'E. Dolléans dans son ouvrage déjà cité et qui est empruntée à divers témoignages : « Jaurès vient d'être assassiné. La nouvelle se répand dans Paris. On parlait bas, dans la tristesse et la stupéfaction. A tout instant la foule grossissait, débordant les barrages d'agents... Toute cette foule se surexcitait maintenant malgré les appels au sang-froid qui venaient de maints endroits (sic). Les forces de police avaient peine à contenir cette marée humaine. Des cris partaient à leur adresse, autant qu'à celle des responsables peut-être : « Assassins, assassins, lâches ! » emmêlés de « Vive Jaurès ! A bas la guerre ! » « *Jaurès tué, c'est la guerre !* », « *lui seul aurait pu empêcher la guerre* »... Mais il n'y a pas chez eux que de la douleur, il y aussi de la colère et un désir de vengeance... On pouvait redouter un soulèvement ouvrier sous le coup de l'indignation et de la douleur ».

Le soulèvement ne se produit pas, parce que les soulèvements ne s'improvisent pas ainsi à l'époque impérialiste et qu'il n'existe aucune force capable de prendre pareille responsabilité, de donner pareille directive : les syndicalistes-révolutionnaires pas plus que les socialistes, car dans ces derniers jours de juillet, avant le passage ouvert de la grande majorité confédérale à l'Union sacrée, rien ne distingue leur langage et leur action du langage et de l'action pacifistes, démocratiques, légalistes d'un Jaurès. Au lendemain du discours de Vaise, la *Bataille syndicaliste* rappelle bien la résolution votée trois ans plus tôt par une Conférence extraordinaire du mouvement, mais jamais il ne sera même seulement tenté de lui donner une application : « A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent répondre par la *grève générale révolutionnaire* ». Toute l'« action » des syndicalistes se résume à aussi peu de chose que l'« action » des socialistes, en dépit de leurs vieilles prétentions à une efficience supérieure à celle des parlementaires : organisation d'une contre-manifestation le 27 juillet : la veille des patriotes avaient défilé aux cris de « Vive l'armée ! Vive la guerre ! » ; ce jour-là des ouvriers allèrent crier dans la rue, à l'appel des syndicats : « A bas la guerre ! *Vive la paix !* ». Le 28, appel tout platonique et de style purement pacifiste aux travailleurs français : « Dans la situation présente la C.G.T. rappelle qu'elle reste irréductiblement opposée à toute guerre. La guerre n'est en aucune façon la solution aux problèmes posés ; elle est et reste *la plus effroyable des calamités humaines* ». Le 29, meeting à la salle Wagram, organisé par l'Union des syndicats et le Bureau de la C.G.T., mais interdit par le gouvernement, qui donne lieu à de sanglantes collisions entre service d'ordre et ouvriers. Le 31 juillet, décision de la C.G.T. d'organiser d'accord avec le parti socialiste « une grande manifestation contre la guerre le 9 août ». C'est tout.

La manifestation n'eut jamais lieu, car le 2 août, le « territoire national » étant menacé par l'invasion allemande de la Belgique, chefs et masses furent enportés dans la même fureur patriotique, à tel point que les rares minoritaires qui échappèrent à cette fureur sentirent autour d'eux une véritable

atmosphère de pogrom, ne récoltant qu'insultes et menaces de leurs propres camarades syndicalistes, à tel point qu'un Merrheim ne se rendra plus au siège de la C.G.T. sans se faire accompagner de deux molosses ! Or si la faillite des guesdistes et des jaoussistes ne peut en aucune façon être considérée comme une faillite du socialisme lui-même, puisqu'ils l'ont ou bien trahi ou toujours ignoré, la faillite de la C.G.T. est bien la faillite du syndicalisme révolutionnaire. L'apolitisme syndical prétendait assurer l'« autonomie » de sentiments et d'action de la classe ouvrière : or au lieu de rester « autonome » dans ses sentiments, la classe ouvrière subit bien entendu la pression des sentiments des autres classes — bourgeoisie et petite-bourgeoisie — naturellement chauvines et jusqu'au-boutistes, du moins en partie ; au lieu de rester « autonomes » dans l'action, les ouvriers ne se distinguèrent bien entendu en rien des autres citoyens face à l'ordre de mobilisation générale parce qu'ils n'avaient aucune force constituée à opposer à la force constituée de l'Etat capitaliste qui mobilise ; enfin, pour couronner le tout, les doctrinaires de l'« apolitisme » furent les premiers à prendre des positions politiques, mais dans le sens bourgeois, ne serait-ce que le jour où le Bureau confédéral accusa, dans son manifeste du 28 juillet 1914, « l'Autriche de porter une lourde responsabilité devant l'histoire » tout en exprimant « un préjugé favorable sur la volonté pacifique du gouvernement français » (12), ou bien le jour — aux obsèques de Jaurès — où Jouhaux se vante d'être « de ceux qui partent au front ». Victor Griffuelhes n'avait-il pas donné dès 1912 la mesure et le sens du prétendu « apolitisme » des syndicalistes en même temps en 1914 que le secret du « retournement » de tant de chefs syndicaux et de l'infection défensiste de la classe ouvrière elle-même quand, au Congrès du Havre, il avait orgueilleusement déclaré : « Je dis que nous sommes un peu isolés dans l'Internationale (N.D.R. il s'agissait de l'Internationale syndicale) parce que nous la dépassons. Oui, nous sommes isolés parce que nous sommes seuls — différemment des camarades allemands, suédois et belges — qui jouissons déjà, et dans quelles conditions, des libertés politiques qu'il leur faut conquérir encore à eux-mêmes. Et c'est parce que nous savons ce que valent ces réformes, ce que valent ces droits politiques que nous ne voulons pas nous mettre dans une situation qui nous amènerait à subordonner notre action syndicale pour des fins d'ordre politique que, depuis longtemps nous avons dépassées ! Ce n'est pas nous qui avons à rejoindre les autres (N.D.R. : il s'agit des centrales syndicales qui refusaient la convocation de congrès syndicaux internationaux sous le prétexte qu'action politique et économique ne devaient en aucun cas être séparées), ce sont les autres qui doivent nous rejoindre. Nous sommes en avant. Nous constatons que notre isolement vient de notre avance sur nos camarades des autres pays ».

(12) A. Guigni qui souligne ce fait rapporté par A. Rosmer dans son ouvrage « Le mouvement ouvrier en France pendant la guerre » rétrécit singulièrement la question des « responsabilités » de la faillite de 1914 en disant « l'acte de capitulation initial, celui qui devait entraîner tous les autres est bel et bien ce manifeste du 28 juillet qui portait la signature du Comité confédéral unanime ». Nous dirons, nous, que l'« acte de capitulation initial » remontait à des années en arrière, dans la répudiation du caractère politique (ce qui ne veut pas dire parlementaire et réformiste) de la lutte de classe !

Forts de cette conviction ingénue que la France restait, comme du temps de la Grande Révolution, la « nation-modèle », la perfection des démocraties, et que le mouvement politique ne pouvait dépasser précisément la revendication de la *démocratie bourgeoise* (autrement dit que *la démocratie bourgeoise était éternelle* !) ces curieux « apolitiques » si imbibés des convictions les mieux enracinées, les plus répandues des politiciens démocrates-bourgeois et socialistes de parlement (peut-être sans le savoir eux-mêmes !) ne pouvaient que courir aux remparts pour défendre cette nation-modèle (et cette perfection des démocraties qui avait si vite renoncé à appliquer contre eux le fameux carnet B, c'est-à-dire selon les paroles immortelles du ministre de la Guerre d'alors, « à les passer à la guillotine pour garantir la victoire ») agissant en tous points comme des politiciens patriotes sous le prétexte que la France était l'agressée.

Tandis que dans les ouvrages d'inspiration syndicaliste, on ne trouve que des lamentations plus ou moins éloquentes sur la grande faillite de 1914, des discussions byzantines sur le caractère individuel ou collectif des responsabilités de la C.G.T. ; tandis que le summum de la sagesse dont ils font preuve se trouve dans cette conclusion désenchantée de A. Rosmer : « La préparation de la guerre par le gouvernement était beaucoup mieux menée que l'action contre la menace de guerre par la direction confédérale et elle la gagnait de vitesse », le marxiste Lénine va aux racines mêmes de cette faillite, en ce qui concerne non seulement la trahison des partis socialistes, mais aussi l'écroulement des prétentions du syndicalisme révolutionnaire. Autant qu'aux chefs syndicaux de l'Allemagne sociale-démocrate, on peut dédier à ceux de la France syndicaliste-révolutionnaire ce magnifique passage de la *Faillite de la II^e Internationale* : « Les gens sont corrompus et abêtis par la légalité bourgeoise au point qu'ils ne peuvent même pas *comprendre* l'idée de la nécessité d'autres organisations, d'organisations *illégales*, pour assurer la direction de la lutte révolutionnaire. Les gens en sont arrivés au point de s'imaginer que les syndicats légaux, existant sur autorisation de la police, *sont une limite que l'on ne saurait dépasser* ; que l'on peut concevoir, en général, *le maintien de ces syndicats à l'époque de crise comme syndicats dirigeants*. Voici la dialectique vivante de *l'opportunisme* (N.D.R. : qu'il soit d'inspiration syndicaliste aussi bien que « politique ») : la simple croissance de syndicats *légaux, la simple habitude qu'ont les philistins quelque peu obtus, mais consciencieux* (N.D.R. : Plus haut Lénine rappelle la définition lapidaire du philistin par Lassalle : « le philistin est un boyau vide rempli de peur et d'espoir que Dieu le prendra en pitié » ; le philistin syndicaliste-révolutionnaire est, ajouterons-nous, de cette espèce qui remplace « l'espoir en Dieu » par la confiance irraisonnée dans l'autonomie ouvrière) de se borner à la tenue de livres de bureau, ont abouti à ce fait qu'*au moment de la crise*, ces petits-bourgeois consciencieux (N.D.R. : et férés de leur « autonomie » d'apolitiques) se sont trouvés être des traîtres, des félons, des étran-gleurs de l'énergie révolutionnaire des masses. Et ce n'est point un effet du hasard. *Passer à l'organisation révolutionnaire* est une nécessité, la situation modifiée l'exige, l'époque des actions révolutionnaires du prolétariat l'exige de même (N.D.R. : Lénine oppose ici l'époque impérialiste à l'époque relati-

vement libérale et pacifique qui l'a précédée) ». (Ouvrage cité, Ed. Sociales 1953, p. 56).

Que les syndicalistes-révolutionnaires aient été inaptes à remplir une telle tâche — passer à l'organisation révolutionnaire — précistment parce qu'ils répudiaient la lutte *politique*, parce qu'ils repoussaient la forme *parti*, c'est ce qui apparaissait *dans les faits* bien avant 1914. Nous n'en voulons pour témoignage que ce suggestif passage d'E. Dolléans parlant de l'état du mouvement syndicaliste au lendemain du Congrès du Havre : « ... il n'y a plus chez les militants cet enthousiasme ni chez les chefs cette flammé d'action, cet esprit de sacrifice de l'époque passée... *La guerre exerce déjà préventivement ses effets corrupteurs*. Pendant les années 1911, 1912, 1913, les hommes sentent peser sur leurs têtes l'ombre immense du cyclone qui approche et dont ils ne mesurent ni l'étendue, ni la durée. Déjà, par anticipation, une atmosphère trouble, faite d'incertitude et d'insécurité. Ces hommes, désorientés sans qu'ils en aient conscience, pressentent que ce sont *les dernières journées de douceur et de liberté* (N.D.R. : sic !). Ils s'abandonnent. Ils s'oublient dans l'instant. Une démoralisation des énergies, une détente de l'effort. Invisible, mais présente, *la guerre est déjà là qui les écrase, dissolvant les volontés, rompant l'élan* » (Histoire du Mouvement ouvrier, A. Colin, 1953) (N.D.R. : c'est nous qui soulignons partout). On ne saurait décrire avec plus de talent la psychologie collective qui devait fatalement surgir des contradictions entre la *réalité historique*, les exigences historiques nouvelles qui se dessinaient déjà d'une part, les doctrines et la pratique de la déviation syndicaliste d'autre part. Dans sa brochure, Lénine concluait : « Mais ce passage (N.D.R. : à l'organisation révolutionnaire) ne peut s'effectuer *que par dessus la tête* (N.D.R. : c'est lui qui souligne) des vieux chefs, des étrangers de l'énergie révolutionnaire ».

C'est ce qui se produit, du moins partiellement, après la révolution russe, avec la constitution de la III^e Internationale et la constitution des partis communistes des différents pays ou (plus prudemment), de ce qui *aurait dû* être tel.

CONCLUSION

A la veille de la première guerre impérialiste mondiale, Lénine, défendant la doctrine révolutionnaire de Karl Marx contre le libéralisme bourgeois et sa transposition dans le mouvement ouvrier sous forme de *l'opportunisme socialiste*, montrait que le marxisme était « le successeur légitime de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au XIX^e siècle : la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français ».

Le socialisme français était né de l'expérience de la Grande Révolution qui, précisément parce qu'elle fut la plus achevée des révolutions bourgeoises, fut aussi la plus riche d'enseignements historiques, révélant que la « libre » société pour laquelle toutes les couches sociales (à l'exception de la haute bourgeoisie) s'étaient battues en abattant l'Ancien régime n'était qu'un nouveau système d'oppression et d'exploitation de classe. La caractéristique de

ce socialisme, sans lequel le marxisme lui-même n'aurait pas vu le jour, réside cependant dans son incapacité à « expliquer la nature de l'esclavage salarié en régime capitaliste, (de) découvrir les lois de son développement (et de) trouver la *force sociale* capable de devenir le créateur de la société nouvelle ». La définition, qui est de Lénine encore, s'applique non seulement au socialisme utopique de Saint-Simon et des Fourier, mais aussi à ce que Marx avait appelé le « socialisme conservateur et bourgeois » de Proudhon, légitime produit de ce révolutionnarisme petit-bourgeois dont les gauches marxistes auront longtemps encore à combattre l' « instabilité, la stérilité, la propriété de se changer rapidement en soumission, en apathie, en vaine fantaisie, et même en engouement enragé pour telle ou telle tendance bourgeoise « à la mode » (Lénine).

L'époque tourmentée qui va de 1848, date de la première formulation du socialisme scientifique dans le « *Manifeste communiste* », à 1871, date de l'écrasement de la Commune et des divers courants du socialisme français, signe l'arrêt de mort de toutes les utopies, précisément parce que c'est une époque de révolutions et de contre-révolutions. Mettant en branle toutes les classes, soumettant à l'épreuve des faits toutes les promesses politiques et sociales, elle confirme en effet avec éclat le nouveau socialisme en révélant non seulement le rôle *politique révolutionnaire* du prolétariat, mais la nature essentiellement *sociale* de sa révolution, tout à l'inverse de ce qui avait été le cas de la bourgeoisie qui n'avait remporté la victoire contre le féodalisme que grâce à la lutte révolutionnaire des *couches populaires* et dont la révolution avait une « âme » essentiellement politique, en dépit de son immense portée sociale.

Dans la seconde époque du développement capitaliste (que Lénine situe entre 1871 et 1905, c'est-à-dire entre la formation de l'unité allemande et la première révolution russe qui marque l'ouverture en Orient du cycle des révolutions bourgeoises désormais clos depuis longtemps en Occident), le marxisme « s'étend en largeur », revendiqué non seulement dans une grande fraction de la social-démocratie allemande, mais dans toute la Seconde Internationale.

Le malheureux destin qui lui est réservé par l'écrasante majorité de cette organisation dont on sait la faillite de 1914, s'explique par le caractère *pacifique* de cette seconde phase. Aucune chance de lutte révolutionnaire n'étant alors proposée par l'histoire aux partis socialistes, ceux-ci finissent par identifier totalement *lutte politique* et *lutte parlementaire* — et par oublier les objectifs *révolutionnaires* du prolétariat : la substitution de la démocratie bourgeoise par la dictature prolétarienne. Cette involution est fatalement beaucoup plus marquée et puissante en Europe occidentale que dans l'Est européen où la lutte anti-féodale ne fait que commencer, mais elle l'est fatalement beaucoup plus en France que dans aucun autre pays d'Europe occidentale, à l'exception toutefois de l'Espagne où l'anarchisme n'a cessé d'être le courant dominant. La raison, bien compréhensible, est d'ordre historique plus encore qu'économique. Sans doute la relative indigence du développement capitaliste dans la France d'avant 1914, le caractère petit-bourgeois que

l'économie nationale présente encore bien longtemps après (et qui atténue pour elle les effets de la grande crise de 1929) est-il la base objective de la survivance prolongée de courants pré- et anti-marxistes dans ce pays. Mais l'Italie, dont le capitalisme est lui aussi semi-moderne et qui connaît, elle aussi, un fort courant anarchisant, n'en produit pas moins une brillante gauche marxiste, à laquelle le guesdisme français ne saurait être comparé, même de loin. Comment expliquer cette différence, si ce n'est en constatant que la force même de la tradition bourgeoise dans le pays de la « Grande Révolution », l'épanouissement complet du libéralisme et du parlementarisme bourgeois sous la III^e République ont joué contre le prolétariat, affaiblirent jusqu'à les réduire à néant ses efforts pour se constituer en classe indépendante ?

Une première manifestation de cette faiblesse du socialisme marxiste en France fut son incapacité à se lier solidement à la classe ouvrière qui, comme partout ailleurs, s'organisa en syndicats dans les dernières décennies du XIX^e siècle. La seconde, qui n'est certainement pas sans relations avec la première, fut la pauvreté exemplaire de sa contribution au mouvement international même dans les années où Guesde n'était pas encore un « libéral », un « démocrate » et un patriote camouflé en marxiste, son indifférence et son incompréhension des leçons venues de l'Europe orientale et de Russie (qu'en Allemagne un Kautsky, une Rosa Luxembourg sauront tirer et développer contre la droite après 1905) et finalement le caractère massif de son passage à la bourgeoisie, puisqu'en 1914, aucun socialiste marquant ne saura défendre, en France, l'« honneur » internationaliste du parti.

C'est par contre un fait bien connu que les réunions internationales qui se tinrent illégalement en Suisse pendant la guerre et dont le but, pour Lénine et les bolchéviks était de jeter les fondements d'une nouvelle Internationale, d'une Internationale débarrassée des social-traitres et des réformistes, rencontrèrent davantage d'échos dans la minorité syndicaliste dite « révolutionnaire » que parmi les socialistes français, et que, plus tard, les bolchéviks mirent aussi quelques espoirs dans les éléments d'origine syndicaliste tels que Monatte et Rosmer pour la lutte contre le vieux parti pourri. C'est là un accident historique qui ne saurait d'autant moins diminuer la portée de la critique marxiste du syndicalisme révolutionnaire qu'il est resté sans lendemain. Les délégués français à Zimmerwald et Kienthal votèrent en effet la résolution de la majorité *pacifiste*, non celle de Lénine, à qui le délégué syndicaliste Merrheim répondit fort nettement que la constitution d'une III^e Internationale *politique* était tout à fait étrangère à ses propres préoccupations ; de même plus tard, on n'a pas un seul exemple de contribution sérieuse et importante d'éléments issus de ce courant à l'implantation d'un véritable parti communiste en France, et moins encore à la lutte marxiste contre la déviation stalinienne, si du moins on ne considère pas comme telle les efforts de l'honnête Rosmer, cas au reste unique.

La critique marxiste du syndicalisme révolutionnaire qui fut faite malheureusement non tellement en France qu'en Italie reste donc entière, et elle n'est que l'application et la continuation de la lutte des fondateurs du socialisme scientifique contre l'anarchisme aux temps de la première Internatio-

nale. Dans la mesure où, sans l'avouer ou le reconnaître, le syndicalisme-révolutionnaire a été une doctrine de parti, de minorité, il a péché par l'incompréhension des buts *révolutionnaires* du prolétariat, en d'autres termes du caractère *politique* de sa lutte contre la bourgeoisie, qu'on ne saurait reconnaître sans reconnaître également la nécessité de sa *dictature de classe*. Dénonçant l'exploitation des travailleurs, il n'a pas davantage compris ni la *nature* exacte de la transformation économique et sociale à réaliser, ni ses *étapes*, réduisant tout le problème à la « grève expropriatrice » et à la remise de la *propriété* des entreprises aux syndicats, qui les auraient gérées sur la même base mercantile et donc dans les mêmes rapports d'échange et donc d'*anarchie productive* que les capitalistes eux-mêmes. Mais ce « syndicalisme de minorité » est rapidement devenu un « syndicalisme de masse », et le syndicalisme soi-disant révolutionnaire qui avait lutté entre 1892 et 1900 contre ce que V. Griffuelhes appelait « l'influence déprimante de l'action politique sur les syndicats » un syndicalisme tout court, avec tout ce que cela comporte, à toutes les époques et dans tous les pays, d'étroitesse corporative, de limitation à l'horizon bourgeois, d'attachement à des résultats « concrets » et « immédiats », tous obstacles combien puissants et maudits à la constitution du prolétariat en classe révolutionnaire ! C'est ce syndicalisme « tout court » (bien peu soucieux des vieilles rêveries révolutionnaires romantiques et par contre fort préoccupé de « sauver l'organisation », la « caisse », les libertés, voire la vie de ses bureaucrates) qui est passé comme un seul homme avec armes et bagages dans le camp bourgeois au premier grand événement historique qu'il a eu à affronter : la guerre impérialiste. Nouvelle confirmation après laquelle aucune autre n'est plus nécessaire de ces deux points de la doctrine marxiste : la classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien ; la classe ouvrière n'est constituée en classe — en force indépendante, donc — qu'autant qu'elle est constituée en parti.

De quel « parti » s'agissait-il pour nous, et n'ayant rien à voir avec les partis réformistes, gradualistes, parlementaires et par-dessus tout *patriotes*, c'est ce que seul un type de parti marxiste inconnu de l'Occident pouvait apprendre à l'Occident, et il le lui apprit au milieu du fracas de la révolution prolétarienne victorieuse d'Octobre 1917 en Russie. Alors, toute une génération prolétarienne comprit, ou crut comprendre. Puis comme la défaite avait succédé à la victoire, le désenchantement à l'enthousiasme, toutes les vieilles erreurs reprirent une nouvelle fois le dessus, et le vieil ennemi est toujours là : l'immédiatisme syndicaliste, le creux verbalisme d'un révolutionnarisme petit-bourgeois qui jamais, tant que la révolution n'aura pas universellement vaincu, ne cessera de révéler les vieilles lunes bourgeoises : Démocratie, Liberté, Culture, Héroïsme, Autonomie et par-dessus tout PATRIE ! (13)

(13) Une citation des préfaces de 1939 et 1953 de l'ouvrage de Dolléans illustre à merveille à la fois l'idéalisme pseudo-révolutionnaire du syndicalisme du même nom et sa servilité à l'égard de la politique bourgeoise. En 1939, E. Dolléans écrivait : « Les améliorations matérielles ne sont pas un but, mais une condition de conquêtes plus élevées (N.D.R. : quoi donc ? la domination de la société par le prolétariat ! Pensez donc !) : la culture et la capacité. (N.D.R. : c'est nous qui soulignons). (Tant que la durée du

travail absorbait toute la vie de l'ouvrier), l'objectif immédiat *pouvait être* (sic) l'amélioration de la condition matérielle. A présent, un souci exclusif de ces avantages temporels conduirait la classe du travail à partager cette soif de bien-être, cette vanité d'avoir raison même contre l'équité (N.D.R. : autre valeur abstraite éternelle du socialisme pré-marxiste !) ce penchant vers la sécurité somnolente à tout prix garantie, *cette paresse d'esprit* qui sont les signes de la décadence actuelle. La classe du travail se détournerait *de cette culture de soi-même, indépendante du savoir* (N.D.R. : il faut comprendre, semble-t-il, de ce savoir qui donne l'indépendance). Sans ces vertus et sans cette volonté éducatrice, *les obscurs ne pourront jamais gravir la route rude qui les mènera à leur plus haut destin.* »

Que ce « plus haut destin » n'ait jamais rien eu de commun avec le communisme pour lequel tous les révolutionnaires marxistes ont lutté et luttent, c'est ce que prouve la préface de 1953 : « Les événements ont mis en relief l'importance historique du mouvement ouvrier et le rôle décisif joué dans la résistance par la classe ouvrière française et son accord avec les Français du dedans et du dehors. Les uns et les autres avaient été fidèles à l'héritage français... Face au dessein nazi... le syndicalisme peut être fier de la place qu'il a occupée dans l'organisation, l'unification de la résistance et dans la libération de 1944 ».

Vous les voyez, toujours égaux à eux-mêmes, en dépit de toutes les leçons de l'histoire, ces prétendus « syndicalistes révolutionnaires : de l'« autonomie ouvrière » à l'héritage français » — et du « plus haut destin des obscurs » à... « l'unification de la résistance » avec les gaullistes et les staliniens ! Eternelle infamie..

LE " DE PROFUNDIS " DE LA " VIE OUVRIÈRE "

La dernière des « victoires » de la C.G.T. est particulièrement originale. Commémorant le 29 octobre dernier le 1 000ème numéro de son journal « La Vie Ouvrière », elle a réussi à inviter au Palais de Chaillot une bonne partie de l'avant-garde intellectuelle et artistique de la capitale. Il y avait, nous dit le compte-rendu, outre 1 200 vendeurs bénévoles du journal et les dirigeants syndicaux qui les accueillèrent, des invités très représentatifs : « des amis, des amis très chers..., de nombreuses personnalités du monde des arts, des lettres, de la science et du spectacle, qui prouvaient que la V.O., journal syndical, est aussi un journal de culture... à qui rien d'humain n'est étranger ».

Docteurs, écrivains, avocats, professeurs, musiciens, savants, techniciens, producteurs de cinéma, lauréats de la chanson et même... champion cycliste. Il suffit en effet de parcourir cette liste des « amis » de la « Vie Ouvrière » pour se convaincre que rien n'est étranger à ce journal. Rien sinon la classe sociale pour qui et par qui il a été créé. Du prolétariat, de sa lutte, de sa mission historique, personne évidemment ne se souciait parmi ces beaux messieurs. Intellectuels, ambassadeurs, représentants de la presse bien pensante : on était entre personnes de qualité et il eût été de mauvais goût d'y parler de choses qui fâchent, c'est-à-dire de la révolte ouvrière, de la lutte des classes et de la révolution socialiste.

Il y avait là des représentants du « Monde », de la « Vie catholique illustrée », de « France-Soir » : des gens qu'autrefois on qualifiait de bourgeois, de cléricaux, de stipendiés de la presse à scandale. Classification dépassée. Ce ne sont plus aujourd'hui que les « confrères de la presse » et ils furent traités comme tels. On les entretint — mais de quoi d'autre pouvait-on parler ? — du tirage

de la V.O., du mérite de ses vendeurs bénévoles, du rayonnement « culturel » du journal... La seule chose dont il ne fut pas question c'est de ce que doit être un journal de la classe ouvrière, un journal de combat. Quant au lecteur qui apprend par la voix de Krasucki, secrétaire de la C.G.T., que les vendeurs de la V.O. se dévouent « pour une belle cause » et « qui leur tient tant à cœur », il ne saura jamais exactement de quelle cause il s'agit. C'est une lacune que nous prenons à charge de combler ici, en partie pour rendre justice aux véritables fondateurs de la V.O., mais, plus encore, pour démasquer l'outrecuidance de ceux qui, tout en croquant les petits fours et en dégustant le champagne de Chaillot, ont l'impudence d'invoquer un passé et une tradition qu'ils ont trahis.

✱

Fondée en 1909 par Monatte, qui appartenait à la tendance syndicaliste-révolutionnaire majoritaire dans la C.G.T., la « Vie Ouvrière » représentait alors une réaction d'avant-garde contre la sclérose qui gagnait déjà la grande centrale ouvrière. Envers cette avant-garde syndicaliste, il y a bien des critiques à formuler et, pour notre compte, nous les avons faites par ailleurs (voir Socialisme et Syndicalisme, « Programme communiste », n° 22 à 26). Un mérite pourtant ne peut lui être contesté, c'est celui d'avoir ardemment défendu les principes d'un syndicalisme de lutte de classe et d'avoir hautement affirmé sa finalité révolutionnaire. Si la plupart des représentants de cette avant-garde sombrèrent, tout comme ceux du parti socialiste d'ailleurs, dans l'Union sacrée patriotique de 1914, il y eut tout de même en son sein quelques hommes qui se dressèrent courageusement contre la guerre. Ceux de la V.O. en étaient, qui déployèrent une activité clandestine pour dénon-

cer le caractère impérialiste du conflit, qui adhèrent avec enthousiasme à la révolution russe d'octobre 1917 et appor-
tèrent à la formation du noyau français de la III^e Internationale un appoint dé-
terminant.

Ces faits ne peuvent être contestés et « L'Humanité » relatant la fête de Chaillot et parlant, mais sans les nom-
mer, des pionniers de la « Vie Ouvrière », a écrit : « C'est parce qu'ils n'ont pas
flanché (L' « Huma » cite là Roger Martin du Gard dans « Les Thibault ») que le
modeste livret de 1909 est devenu le beau magazine vers qui se tendent aujourd'hui
des centaines de milliers de mains ou-
vrières ». C'est une imposture. Il est bien
vrai que Monatte et son équipe « n'ont
pas flanché » pendant et après la guerre
lorsqu'ils luttèrent pour l'international-
isme et contre l'union sacrée. Mais ce
serait une insulte de leur imputer ré-
trospectivement l'ambition et même seu-
lement la pensée d'avoir voulu faire de
leur organe de combat l'espèce de revue
d'actualité et de mode qu'il est aujour-
d'hui devenu. De plus, ces hommes-là,
qui ont créé le journal dont vous exploitez
le titre et le passé, c'est VOUS qui les
avez chassés parce qu'ils se refusaient à
flancher devant l'offensive opportuniste
qui, au sein de la III^e Internationale, pré-
parait les voies de la contre-révolution
stalinienne : ils étaient sans doute des
syndicalistes et non des marxistes, ils
n'étaient pas totalement épurés des pré-
jugés anarchistes, mais ils étaient des
révolutionnaires, tandis que vous et tous
ceux qui président aujourd'hui aux desti-
nées de la C.G.T. et du parti commu-
niste, vous vous accrochiez déjà aux
basques des massacreurs de Moscou.

Avec impudence, vous revendiquez donc
un héritage politique et une tradition
qui ne vous appartiennent à au-
cun titre. Vous, c'est par deux fois, en
effet que vous avez flanché devant la
guerre impérialiste. D'abord par la lignée
politique dont vous êtes issus : la pro-
motion des « fils du peuple » était pa-
tronnée, dans le P.C.F., par le social-
démocrate ultra-chauvin Cachin, qui ne
rallia l'Internationale que par opportu-
nisme et y fut le plus servile instrument
de la répression stalinienne contre les
révolutionnaires. Ensuite, par votre com-
portement à la tête du parti lors de la
seconde guerre mondiale au cours de

laquelle votre folie patriotique dépassa
en abjection chauvine celle des pires
social-traitres de 1914-1918 : votre chef
suprême, Krouchtchev, ne célébra-t-il
pas, lors de son passage à Paris, les mé-
rites de l'alliance franco-tsariste de 1914
dont ce fut le mérite, précisément, de
Monatte et de ses camarades, d'avoir
dénoncé le caractère d'impérialisme cri-
minel ?

En 1924, lors de la « bolchevisation »
des P.C., Monatte fut mis en demeure de
quitter la « Vie Ouvrière » parce que,
participant à la lutte désespérée que
menaient les révolutionnaires au sein de
la III^e Internationale déjà en décompo-
sition, il se refusait à approuver Staline
contre Trotsky. En d'autres occasions,
nous montrerons que cette attitude n'est
pas exempte des critiques que l'on peut
faire à Trotsky et à ceux qui l'ont suivi.
L'influence et la ligne du grand chef de
l'Armée rouge ne furent d'ailleurs pas
étrangères au destin ultérieur de Monatte
et de ses camarades qui devait les re-
jeter bien en-deçà du pas qu'ils avaient
hardiment accompli en passant du syn-
dicalisme au communisme. Il n'en de-
meure pas moins qu'ils avaient repré-
senté, au sein du chétif parti commu-
niste français, le principal lien de ce parti
avec la tradition révolutionnaire du
prolétariat et que, après leur départ de
la V.O., disparut de ce journal l'esprit
de lutte de classe qui jusque-là l'avait
animé.

De tout cela personne ne souffle mot
aujourd'hui. Pourtant il suffirait, pour
mesurer l'abîme politique qui sépare la
V.O. du début de celle d'aujourd'hui, de
comparer les sommaires respectifs des
deux époques. C'est une chose que, faute
de place, nous ne pouvons faire ici. Mais
nous pouvons affirmer sans risque d'être
contredit que le journal de Monatte, dès
sa parution, s'est résolument placé sur le
terrain de la lutte internationale du pro-
létariat. C'était l'époque des grandes ma-
nifestations contre la guerre et le mili-
tarisme, et la répression bourgeoise s'y
développait sur un décor sinistre laissant
prévoir l'éclatement du prochain conflit.
La V.O. parlait de tout ce qui intéressait
la classe ouvrière, sur le plan national
comme international, de l'affaire Durand
au Havre comme de l'exécution de l'anar-
chiste espagnol Ferrer, des difficultés de
l'organisation des mineurs lorrains com-

me des visées de leurs patrons sur l'Ouenza, des grèves et des luttes comme des intrigues diplomatiques qui annonçaient la « der des der ».

Faire le bilan de cette activité ne nous incombe pas : nous appartenons à une autre école politique et notre tâche consiste plus à critiquer l'idéologie syndicaliste, et ce qu'il en subsiste, qu'à célébrer ses réalisations passées. Mais nous ne pouvons laisser passer l'imposture qui consiste à rattacher la « Vie Ouvrière » d'aujourd'hui au vieil organe révolutionnaire d'autrefois, comme si « rien ne s'était passé » dans le mouvement prolétarien. En vérité, sur la V.O. comme sur toutes les autres armes de la classe ouvrière, est passé un demi-siècle de luttes trahies et surtout la grande capitulation de l'Internationale devenue l'instrument du capitalisme russe. Le succès actuel de la V.O., comme tous les autres aspects du « prestige » du P.C. devenant un « grand parti », est le prix de cette capitulation. Nous trouvons même que le résultat obtenu n'est pas à la mesure de la trahison. Si pour multiplier par 1 000 les 600 exemplaires de la V.O. originelle, par un nombre combien supérieur n'a-t-il pas fallu multiplier les faiblesses, les tares ou les félonies du mouvement ouvrier d'avant « 14 », tout au long de ces quarante dernières années ?



La V.O., nous dit-on, est désormais un « journal de culture ». Mais la culture d'une société n'est jamais que son expression fidèle et passive, alors que ce qu'il faut au prolétariat, pour sa lutte quotidienne comme pour sa lutte historique, c'est la critique, la dénonciation, la condamnation de tous les aspects de cette société : une arme acérée, et non pas un miroir doré. Aux ouvriers, des éléments d'instruction générale sont indispensables sous peine d'incompréhension de ce qui se dit, s'écrit ou se calcule. Mais la culture avec un grand C, c'est la culture existante, la culture bourgeoise qui, non seulement est inutile à une classe dont la mission est de détruire la bourgeoisie, mais encore lui est nuisible en ce qu'elle abrutit ses membres et corrompt ses chefs. Ce qu'il faut donc à la classe ouvrière, c'est son programme politique, et sa presse, une presse qui exprime véritablement ses intérêts, doit lui

en fournir l'expression et l'illustration.

Du programme du prolétariat, même de ses rudiments les plus simples, pas de traces dans la V.O. actuelle ; mais au contraire, dans tous les domaines, l'imitation la plus servile de la grande presse vénale d'abrutissement et de bourrage de crâne. Dans le 1.000 ème numéro, par exemple, nous passerons rapidement sur la « chronique scientifique » qui s'étend sur les désastres provoqués par les typhons et tempêtes (« auxquels la science essaie de donner une réponse qui demeure encore pour un temps lourde d'incertitude ») mais se garde bien de dénoncer aux lecteurs-ouvriers les criminelles « réponses » que le capitalisme donne au problème de la construction des barrages, lesquels, pour des raisons d'économie mercantile, s'écroulent régulièrement faisant des milliers de morts. Nous n'évoquerons qu'en passant le fait que la V.O. consacre à la publicité commerciale le 1/5 des pages du journal. Il s'agit, avertit le rédacteur de la V.O., « d'informations publicitaires correctes ». Un joli nom pour cacher une opération sordide dont toute la presse vénale vit ; dans un journal « ouvrier » cette activité est de plus une contribution déshonorante à la mystification capitaliste qui ne se borne pas à exploiter les salariés dans la production mais les dupe encore comme consommateurs. La publicité, en effet, n'a pas seulement pour but d'aider à l'écoulement des produits, elle accrédite cette idée conservatrice selon laquelle progrès technique est synonyme de progrès social.

En fait, si tout cela n'est que mensonges, reconnaissons à la production de ces mensonges-là une certaine virtuosité : ce n'est pas un tour de force banal que celui que réussit la « Vie Ouvrière » lorsqu'elle parvient à faire accepter à un public dont une bonne partie ne dispose guère plus que du salaire minimum garantissant deux pages entières de mode qui proposent à Monsieur Prolo sept tenues masculines, pas une de moins, « pour le temps froid », « le tout-aller », « le week-end », « la voiture », « le travail », « la chasse » et le « chez-soi ».

Pourtant le chef-d'œuvre de la « Vie Ouvrière » nouveau style, nous le trouvons dans l'article consacré au mouvement des mineurs du fer qui, depuis des semaines, « tiennent » le fond de la mine pour protester contre le licenciement de

258 des leurs. Que nous dit à leur sujet l'organe de la grande C.G.T. ? Qu'il faut être activement solidaires de ces lutteurs isolés ? Qu'il faut tirer de leur épreuve une leçon générale, illustrer par cet exemple les lois impitoyables du capitalisme qui guettent patiemment la classe ouvrière dans l'ombre de la « prospérité » d'aujourd'hui ? Qu'il faut en finir avec cette tyrannie du travail mort sur le travail vivant ? Détrompez-vous si vous y croyez encore. De tout cela pas question. Ce qui alarme les gens de la V.O. ce n'est pas le sort des victimes du capital mais celui de ce même capital, c'est le fait « qu'une grande richesse nationale est menacée ». « Les mineurs, écrit la V.O., luttent pour défendre leur pain, mais en même temps ils luttent pour bien plus... » Qu'est-ce donc que ce « bien plus » ? La lutte de toute la classe ouvrière, dont les mineurs ne sont, pour des raisons contingentes, que le détachement au combat ? Pas du tout. Du prolétariat et de son combat, la V.O. n'a cure. Les mineurs du fer, nous dit-elle, « luttent pour la sauvegarde d'une grande richesse nationale : le fer lorrain ».

On comprend enfin pourquoi la V.O. recrute tant dans le beau monde. Tirer de la lutte des mineurs toute sa signification sociale, en déduire la nécessité de détruire l'économie de marché, source de toutes les misères, de toutes les crises et de toutes les guerres, voilà qui n'irait pas du tout à un parterre d'ambassadeurs, d'intellectuels, de savants, de professeurs et d'artistes dont le salaire n'est que le pourboire social de cette même économie. A ces gens-là, il faut un spectacle plus sucré, une vision plus rassurante que celle de la crise qui se prépare ; il leur faut les narcotiques du « progrès » et de la « démocratie » qui sans doute n'ont d'autres fondements que les pires bourdes économiques et les plus criantes contre-vérités, mais qui, du moins, présentent l'immense avantage de dorloter les pantoufflards et de charmer les pédants dont la V.O. a besoin pour se faire une clientèle « comme il faut ».

En avant donc sur cette voie. C'est un paradoxe d'affirmer que la principale victime de la fermeture des mines n'est pas le salarié mais la « patrie » capitaliste, que ce qu'il faut sauver ce n'est pas la misérable force de travail promise à la dégradation, mais l'entreprise qui la

surexploite. La tâche n'effraie pas pourtant les pisse-copie de l'opportunisme. « Il est faux — écrivent ceux de la V.O. — de prétendre que les mines ne sont pas rentables ». Et ils dénoncent la politique des trusts qui préfèrent au minéral de Lorraine celui de Mauritanie » parce qu'il leur donne plus de profit ». N'est-ce donc pas la loi-même du capitalisme ? Ne convient-il pas enfin d'en déduire l'incompabilité entre les intérêts du prolétariat et ceux de la société capitaliste, entre les ouvriers et « leur » entreprise ? Ce n'est pas l'avis de la V.O. qui, poursuivant sa lutte contre les moulins à vent des « monopoles », écrit sans rire : « La rentabilité dont parlent les patrons c'est la rentabilité qui pousse à la recherche du profit maximum ». Il existerait donc un capital qui pousserait à la recherche du « profit minimum » ? Pour la V.O. il existe en effet une autre rentabilité avec laquelle la rentabilité des patrons « n'a rien à voir » : « la rentabilité pour le pays, pour le peuple ». Enfoncés Lénine, Marx et même Riccardo ; pour les pseudo-communistes d'aujourd'hui, il y a un capitalisme qui ne vit que pour le profit et l'accumulation, c'est le mauvais capitalisme, celui des trusts et des monopoles ; il en existe un autre qui se comporte philanthropiquement « pour le pays » et « pour le peuple » et celui-là, évidemment, c'est le bon, celui des « véritables nationalisations » et de la « démocratie rénovée ».

Ces sanglantes sottises ne sont pas gratuites. Pour insoutenable que soit l'argument, il n'en vise pas moins à détourner le prolétariat de sa propre tâche en l'attendant au sauvetage des « richesses nationales », à interdire SA lutte contre la société capitaliste en le solidarisant avec toutes les classes nationales, c'est-à-dire les classes qui vivent du système d'exploitation sur lequel est fondée cette société. Que de telles conceptions trouvent place dans un journal « ouvrier » cela prouve tout simplement que le prolétariat est trahi par son propre parti et par ses propres syndicats. Ces forbans peuvent dire les choses les plus extravagantes : ils ont en mains la force, c'est-à-dire l'appareil, l'encadrement, la presse et les prolétaires écœurés ne peuvent encore que les maudire.

Ainsi voilà à quoi sert la « Vie Ouvrière » d'aujourd'hui. A détourner contre les seuls trusts ou « monopoles » la colère suscitée chez les ouvriers par l'exploita-

tion qui est le fait de toute la société capitaliste. A persuader ses victimes que la défense de leurs conditions de vie passe par la défense de l'entreprise, de la production et de l'ineffable « rentabilité » patriotique. En un mot à cloîtrer l'esprit des ouvriers comme leur corps dans le baigne de la mine, du chantier ou de l'usine. Cacher aux salariés leur vraie condition de prolétaire, en dissimuler la précarité et l'ignominie en exaltant un amour-propre borné d'entreprise, en flattant un ridicule orgueil de « producteur » ; leur offrir l'image d'un confort de pacotille, leur tendre la carotte de quelques semaines au soleil pour les inciter à redoubler d'efforts et leur faire oublier qu'ils passent plus du tiers de leur journée dans un enfer d'où ils ne peuvent sortir qu'à la mort ou presque ; enfermer l'ouvrier dans la course sans fin du productivisme et des heures supplémentaires ; ne lui laisser d'autre espoir qu'une misérable retraite fourbue ; en un mot refuser à la classe qui souffre et qui produit toute autre perspective que de produire et de souffrir indéfiniment, voilà la vraie tâche de la « Vie Ouvrière » fêtée à Chaillot.

Tâche encore plus infâme que celle de la presse vénale qui joue le même rôle mais avec l'argent de la bourgeoisie, tandis que ceux de la V. O. c'est à la sueur de leur propre classe qu'ils doivent leur job. C'est avec l'argent que le syndiqué prélève sur son salaire, c'est avec les efforts gratuits des vendeurs bénévoles que la V.O. se paie le luxe de devenir un magazine. Les « confrères » de la presse en bavaient d'envie à Chaillot. Pensez donc : « un magazine ouvrier — écrit « Le Monde » — remarquablement édité... vendu en quasi-totalité par quelque 20.000 militants ». En quelque sorte un rival favorisé qui, avec les mêmes sottises et sous la même forme, peut se passer de circuit commercial : un concurrent servant la même cause qu'eux mais leur grignotant la clientèle sur le marché des mensonges et des illusions...



La V. O. moderne c'est plus qu'un organe prolétarien dégénéré et plus qu'un magazine bourgeois en gestation. C'est, en quelque sorte, un « signe des temps » : la synthèse de l'opportunisme le plus ignoble et de la bêtise sociale la plus

monstrueuse. Des centaines de milliers de malheureux la lisent, nous dit-on. C'est hélas très vraisemblable. Dans notre société sénile et déliquescence, c'est par millions que se comptent les pauvres gens qu'abrutissent la radio, la télévision, le tiercé et le twist. C'est par masses énormes que l'humanité s'adonne à l'opium de la paix trompeuse et de la « prospérité » non moins mensongère. C'est normal puisque le capitalisme a survécu à l'assaut révolutionnaire déchaîné par la révolution russe et qu'il pourrait sur pied empuantissant tout un siècle de l'histoire des hommes. Mais ce qui est tragique, criminel c'est qu'il y ait aux côtés des instruments traditionnels du bourrage de crâne bourgeois des arrivistes prétendant parler au nom du prolétariat tout en remplissant la même tâche d'abrutissement contre-révolutionnaire. C'est cela que nous ne pouvions laisser passer sans un cri de rage : que les larbins du « communisme » dégénéré osent impunément se servir d'un élément de la tradition ouvrière pour couvrir leur sale besogne.

Ceci dit, il y a bien longtemps que la véritable « Vie Ouvrière » est morte ; c'est un cadavre qu'enterraient les saturnales démocratiques de Chaillot. Le crime est ancien puisqu'il remonte au début de la dégénérescence de la III^e Internationale ; c'est seulement l'acte de décès qui a été laborieux. Réjouissons-nous du moins qu'il ne laisse aucune équivoque : il est plus que paraphé. Selon Monatte, un autre organe du syndicalisme révolutionnaire, « La Bataille syndicaliste » d'avant 1914 fut en son temps menacé par l'œuvre corruptrice des radicaux bourgeois qui s'efforçaient de s'immiscer jusque dans son conseil d'administration. Donnons quitus aux militants de cette époque : la manœuvre échoua. En ce qui concerne la « Vie Ouvrière », c'est à l'opportunisme le plus infâme et le plus cynique, à l'opportunisme de la contre-révolution stalinienne qu'il appartenait de réussir là où les Clémenceau et Briand avaient échoué, c'est-à-dire dans la tâche difficile qui consiste à faire d'un journal ouvrier un organe de bourrage de crâne bourgeois. Par les vertus du communisme ultra-dégénéré de Khrouchtchev, la transformation est maintenant parachevée. De même que l'époque du syndicalisme révolutionnaire, la phase « combative » de l'opportunisme stalinien a fait son temps. A

la mémoire des fondateurs de la V. O., quelles que furent leurs fautes et illusions politiques, nous n'insulterons pas : il leur reste attaché un lambeau de la tradition révolutionnaire du prolétariat. Mais à vous, triomphateurs dans la banqueroute, syndicalistes de trahison, larbins du modernisme bourgeois, nous cracherons tout notre mépris. Du « petit livret » de 1909 vous avez fait un magazine alléchant ; à la critique et à la propagande de classe, vous avez substitué une niaiserie de mininettes et une pornographie politique propre à satisfaire tous les bourgeois. De la « Vie Ouvrière », comme de toutes les créations spontanées du

mouvement prolétarien, vous avez fait un bordel ouvert à la débauche démocratique et à la prostitution de la révolte ouvrière sur l'autel du productivisme capitaliste ; un bordel dont vous êtes les aguichantes putains.

Gardez donc votre magazine-torchon : le prolétariat a perdu bien d'autres périodiques au passé encore plus glorieux. Il en retrouvera d'autres. Les journaux se prostituent ; les dirigeants trahissent ; le prolétariat, lui, ne périt pas. Il saura bien un jour ou l'autre vous repousser, vous et votre magazine, à votre vraie place, celle de ses ennemis.

OR ET BLÉ

L'achat pour la Russie de fortes quantités de blé sur les marchés canadien et australien (on parle de plus de 8,5 millions de tonnes), en attendant que l'accord se fasse avec les négociants américains, l'oblige à vendre en contre-partie sur les marchés traditionnels — anglais, français et américains — un important tonnage d'or fin.

Mais ces ventes d'or russe n'ont rien de surprenant, malgré le battage de la grande presse. Le Russie a toujours vendu de l'or, sur un rythme moyen de 200 millions de dollars par an, afin de pouvoir s'approvisionner sur les marchés occidentaux, en produits industriels surtout. Il y a longtemps que la Russie produit de l'or grâce au système des travaux forcés, près de Kolyma ; Indigirka et Aldan, dans le nord glacé. Si l'extraction en coûte fort cher (il semble qu'une once d'or coûte environ 670 roubles soit, selon le change de 4 roubles pour un dollar, 166 dollars l'once, prix hautement anti-économique si on le compare aux 35 dollars l'once des marchés occidentaux), la production est fort atondante.

En 1949, le Federal Reserve Bank estimait à 6,625 milliards de dollars les réserves d'or en Russie, tandis que la Samuel Montagne de Londres les évaluait à 7 milliards de dollars en 1955. En 1958, à la suite d'une production de 1.750 milliard de dollars et d'une vente de 550 millions, les réserves se seraient accrues

jusqu'à 8 milliards de dollars. Sur la base de ces évolutions, on peut hasarder que les réserves russes d'or tournent aujourd'hui autour de 10 milliards de dollars et constituent donc le second stock d'or du monde, représentant les deux tiers du stock américain, trois fois celui de l'Allemagne fédérale dont les réserves viennent au second rang en Occident, cinq fois celui de la France et de l'Angleterre.

Si les ventes du seul mois de septembre de cette année ont été de 250 millions de dollars, supérieures aux ventes de l'année 1962 tout entière, et si à la fin du mois d'octobre les avions russes continuaient à débarquer sur les aéroports occidentaux pour 10.700 kg d'or fin, cela ne doit pas être mis en relation uniquement avec les achats exceptionnels de blé en Occident, mais aussi et surtout avec un autre événement, auquel la presse a fait peu de publicité, mais qui est fort important pour définir la véritable nature de la Russie « socialiste ».

Il s'agit de la fondation en Russie d'une « Banque pour la coopération internationale », qui fonctionne pour le moment à l'intérieur du Comecon, mais dont le but est précisément de créer un état de « convertibilité » permanente du rouble sur le marché mondial.

En janvier 1961 était institué le « rouble lourd ». Il s'agissait de supprimer les taux de change multiples : le rouble à l'intérieur de la Russie et pour les Russes n'avait pas la même valeur que

le rouble employé lors de transaction à l'intérieur du Comecon, et par voie de conséquence sur le marché international, tandis qu'un troisième taux de change existait pour les « touristes ». Le but poursuivi était évidemment de créer une monnaie « forte », acceptable par n'importe quel pays du monde. C'est dans cette perspective que le gouvernement soviétique prenait l'initiative, à la fin d'octobre, de rendre « le rouble convertible ».

Le gouvernement russe essaie donc de persuader les autres Etats d'accepter des règlements, des prêts ou des crédits en roubles, de façon que les diverses transactions se libèrent du dollar, dispensant du même coup les Russes de vendre continuellement de l'or sur les marchés extérieurs. L'intention à long terme est certainement de disputer la place de monnaie internationale au dollar et d'aboutir à une nouvelle réglementation des zones d'influence.

Mais les intentions ne se réalisent pas toujours aisément. Les importantes ventes d'or, pour l'achat de blé en particulier, consolident en réalité les réserves métalliques des U.S.A., dont la baisse préoccupait justement la bourgeoisie américaine au point de lui faire réduire son « aide » aux pays européens.

Lorsqu'un pays producteur d'or est contraint de vendre le surproduit, c'est-à-dire d'aliéner la partie destinée au trésor, qui doit croître théoriquement en même temps que les billets en circulation, c'est qu'il traverse une crise plus ou moins profonde. Cela est vrai à plus forte raison lorsqu'il vend une partie du produit brut. Ce phénomène est en nette contradiction avec les aspirations du rouble à jouer un rôle international et à supplanter le dollar ; elles ne peuvent en effet avoir quelque réalité que si les réserves d'or de la Banque d'Etat russe sont en mesure de soutenir le cours international de la devise soviétique. La nature précise de l'échange or-grain vient aggraver tout cela. Pour la Russie, l'or représente une valeur d'échange, tandis que le blé contre le-

la Russie, l'or représente une valeur d'usage. Le blé-valeur d'usage, toutefois, représente une perte nette, car il ne sert qu'à empêcher une hausse des denrées alimentaires à l'intérieur des frontières de la Russie consécutive à la pénurie de blé : il couvre la différence entre le prix de production, très élevé dans ce cas, et le prix de vente. La perte de la récolte incite en effet les kolkhoziens à faire monter le prix du blé.

Les U.S.A., de leur côté, exploitent au maximum la situation. Ils tentent d'abord de faire payer à la Russie, non par le prix du marché mondial, mais celui-ci majoré des subventions payées par l'Etat américain à ses propres producteurs pour compenser la différence entre prix de production et prix de vente ; ensuite ils entendent se réserver la part du lion dans le transport, tandis que les taux de fret ont déjà augmenté de 20 % en prévision de l'augmentation du trafic. Le blé acheté revient ainsi fort cher : l'impérialisme financier yankee peut célébrer ses saturnales sur la peau du prolétariat russe et avec l'agrément du gouvernement « socialiste ». Les prolétaires paieront la hausse des prix du blé et du fret, ils compenseront par leur sueur, non seulement une partie des subventions américaines aux entreprises agricoles, et une partie des subventions indirectes aux kolkhozes, mais encore libéreront-ils le prolétariat américain d'une part des impôts qui lui étaient attribués.

De quelque point de vue que l'on se place, la conservation sociale trouve seule son compte à ces échanges or-blé qui, par ailleurs, s'ils marquent le resserrement des liens qui unissent la Russie « socialiste » à l'impérialisme mondial, rejettent dans un avenir douteux les ambitions « compétitives » du capitalisme russe. Les « plans » de production subissent un rude coup. Comme la Russie ne voudra nullement renoncer à ses plans de grande puissance financière et industrielle, elle devra imposer des sacrifices toujours plus durs au prolétariat indigène.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 20. — E viva i Sarcastici Entusiasti, 200 F; une femme de ménage, 5; un retraité des P.T.T., 10; François salue Russo, 30; recueillis à la réunion de Marseille sur « Il n'y a pas de IV^e Internationale », 21; abonnement soutient Plat, 10; recueillis à la réunion d'Aix sur « Le Manifeste des Communistes », 30; Vive le Proletaire, 10; Groupe du Var; un postier rouge, 1,20; un révolutionnaire, 1; Roland, 1; Pierre, 1; Piccino, 1; Suzanne, 1; Jacques, 1; Jacques, 1; Henry, 1; Victor, 1; Lucien, 1; Christian, 1; Roseline, 2; Emile, 2; César, 1; Oscar, 2; Robert, 2; O.K., 1; Paul, 1; Daniel, 2; Marianne, 2; Serge, 2; Richard, 1; Roger, 2; Jean-Pierre, 2; Dominique, 1; Mario, 1; Richard, 1; Etienne, 1; François, 1; Michel, 1; Albert, 1; Antoine, 1; Marius, 1; Joseph, 1; Isidore, 1; Philippe, 1; J.J., 1; Alice, 2; Raymond, 3; Jonas, 2; Docker, 1; un étudiant, 1; Spartaco, 2; Lucien, 2; Serge, 1; Jonas, 2; Antoine, 1,40; Fernand, 1; Armand, 1; Alex, 1; François, 2; Roger, 2; Jacques, 2; Robert, 1; Pierre, 1; Maxime, 1; Bruno, 1; Raoul, 1; Jean, 1; Ignace, 1; Clément, 1; Luc, 1; Edmond, 1; Raoul, 1; René, 1; Louis, 1; Joseph, 1; Jean-Louis, 2; Jacques, 1; Oscar, 2; Prosper, 2; Paul, 1; Julien, 2; Franck, 1; un maçon, 2; Richard, 1; Emile, 1; Michel, 1; Albert, 1; Reste, 0,30; Victor, 1; Christian, 1; Dominique, 1; Jean-Luc, 1; Robert, 1; Roger II, 1; Marie, 1; Clément, 1; Russo, 2; Arthur, 1; René, 1; Bruno, 1; Jean, 1; Ignace, 1; Edmond, 1; Luc, 1; Yves, 1; Roland, 1; Pierre, 1; Roger, 1; Victor, 1; Joseph, 1; Louis, 1; Mimi, 1; Fernand, 1; Julien, 1; Georges, 1; Bernard, 1; Serge, 1; Paul, 1; Isidore, 1; Emile, 1; Marius, 2; Piero, 10; Bruno, 10; Henri, 10; Maurice, 20; Lasté, 10; Luca, 10; Brunet, 30; Nino, 10; L.L. Bruxelles, 30; X., 16; Nino, 10; Piero, 20; Lasté, 10; Maurice, 30; LANCRY 25/10, 194,10; LANCRY 6/12, 50; Nino, 10.

Total liste N° 20 F 993,00

Total des listes précédentes F 7.704,54

8.697,54

« Programme Communiste » est en vente dans toutes les bibliothèques de gares et dans les principales librairies, notamment :

PARIS

Librairie de Paris, 7, place Clichy.
Kiosque place du Théâtre-Français.
Librairie du XX^e Siècle.
Librairie 73, 73, boulevard Saint-Michel.
Kiosque du 23, boulevard Saint-Michel.
Presses Universitaires de France.
Librairie Montchrestien, 158, rue St-Jacques.

MARSEILLE

Kiosque, place Félix-Baret. Face P. et T.
Kiosque Alcazar, cours Belzunce, face au théâtre.

AIX-EN-PROVENCE

Librairie Goulard, 37, cours Mirabeau.

TOULON

Maison de la Presse, bd de Strasbourg;
Kiosque du Hall de la Gare.

BRUXELLES

Librairie Lefèbvre, 7, rue des Colonies.

MILAN

Libreria Feltrinelli, via Manzoni;
Libreria Algani, piazza Scala; Libreria Casiroli, corso Vitt. Emanuele 1; Edic. Perego, Galleria Corso; Libreria San

Babila, corso Monforte 2; Edic. Asti, piazza Fontana; Libreria Sella, corso Porta Vittoria; Libreria Cantoni, via Visconti di Modrone 29.

TURIN

Libreria Ape D'oro, Corso Francia 35, Libreria Pettrini, Via Pietro Micca; Libreria dell'Università (Gheroni) via Carlo Alberto 13; Ed. Piazza Carlo Felice; Ed. via Po, n. 9.

GENES

Libreria Athena Feltrinelli, via P.E. Bensa 32/2; Libreria Mario Bozzi, via Cairoli 2 a/r; Libreria Bozzi, via Balbi, di fronte Università.

NAPLES

Libreria Maone, via Scarlatti; Libreria Fiorentino, Calata Trinità Maggiore; Libreria Deperro, via dei Mille; Libreria Partenia, via Chiaia; Edic. ang. via Roma, Angiporto Galleria; Edic. ang. piazza Bovio, via Campodisola.

ZURICH

Librairie Pinkus, Froschaugasse.

Les librairies et kiosques désirant figurer sur cette liste sont priés de nous écrire.